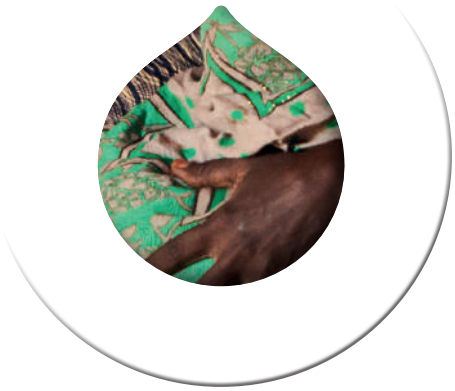


RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2021

SOMMAIRE

1 CARTE DES MISSIONS ACF

2 MOT DU PRÉSIDENT

3 DOMAINES D'INTERVENTIONS

4 DIRECTION DES OPÉRATIONS

5 DÉPARTEMENT EXPERTISE ET PLAIDOYER

6 DÉPARTEMENT COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT

7 DÉPARTEMENT ADMINISTRATIF ET FINANCIER

8 DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

9 DÉPARTEMENT LOGISIQUE ET SYSTÈMES D'INFORMATION

10 DIRECTION GÉNÉRALE ET SERVICE RISQUES AUDITS ET CONFORMITÉ

11 QUI SOMMES-NOUS ?

12 LA MOBILISATION ASSOCIATIVE

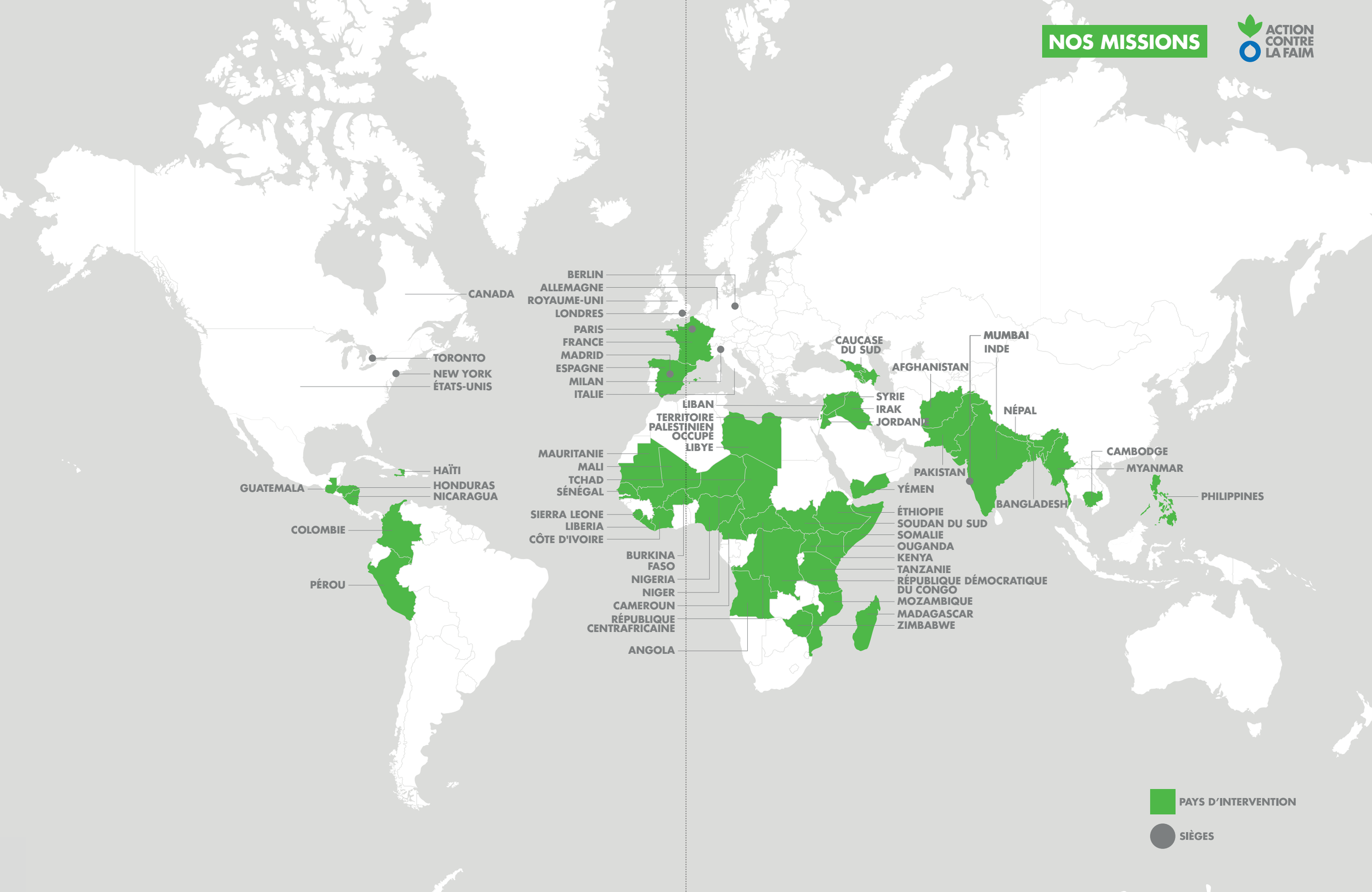
13 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

ACTION CONTRE LA FAIM

RAPPORT MORAL D'ACTIVITÉS 2021

NOS MISSIONS

ACTION CONTRE LA FAIM



MOT DU PRÉSIDENT

Pierre MICHELETTI, Président

L'année 2021 a été marquée par le prolongement de la crise sanitaire liée au Covid 19. La pandémie n'a eu de cesse de continuer à impacter nos pays d'interventions diminuant de fait la disponibilité des denrées alimentaires comme l'accès aux besoins de base des communautés, creusant davantage encore des inégalités déjà existantes.

Malgré un début d'année difficile, nos équipes ont pu, peu à peu, retourner sur le terrain. L'association a su adopter un nouveau mode de travail à distance pour les salariés du siège, et en dépit de l'annulation des évènements du printemps (courses contre la faim et challenges inter-entreprises) pour la deuxième année consécutive, les dons exceptionnels récoltés lors de l'évènement Z Event d'octobre ont permis d'apporter une aide significative à certaines crises qui restent encore aujourd'hui plus difficiles à financer.

Alors que le monde était confronté aux effets du confinement et à la paralysie du trafic aérien, ACF, avec d'autres ONG internationales, a déployé des moyens conséquents dans la cadre du Réseau Logistique Humanitaire.

Ainsi, 2021 a mis nos ressources humaines et financières à rude épreuve, notamment dans nos missions au Yémen et en Afghanistan, où l'adaptation a été le maître mot dans le but de répondre aux besoins toujours grandissants des populations victimes de crises durables et répétitives. La prise de Kaboul par les Talibans le 15 août 2021 a replongé l'Afghanistan dans l'incertitude, rendant complexes les conditions de travail de nos équipes sur place.

Toutes ces crises et les impacts économiques en résultant légitiment d'autant plus la nécessité de refondre notre modèle économique. Le Conseil d'Administration et le comité exécutif ont enclenché une réflexion sur le sujet courant 2021. Tel qu'il existe aujourd'hui, le mode de financement de l'aide humanitaire n'apparaît plus adapté à la réalité des besoins.

En France, nos activités continuent de se développer auprès des populations les plus fragiles, à Marseille et en Île-de-France, où nous venons en appui aux associations déjà présentes sur le terrain. Nous avons bâti et entériné un partenariat institutionnel et financier avec Médecins du Monde et SOS Méditerranée dans le but de développer des synergies sur le sauvetage en mer et de soutenir une activité que l'Union européenne refuse absolument de prendre en considération. Ce partenariat est une première pour notre association, nous permettant de partager nos compétences acquises à l'international au fil des années.

Cette année 2021 est toujours malheureusement marquée par le kidnapping de notre collègue Grace, encore et toujours retenue contre sa volonté au Nigeria depuis trois ans maintenant. Là comme ailleurs, la vigilance sur les conditions de sécurité de nos équipes reste une préoccupation majeure.

Une nouvelle aventure commence avec l'achat d'un bâtiment à Montreuil qui accueillera à partir de novembre 2022 notre siège français. Un tournant dans l'histoire d'ACF, ouvrant la porte à de nouvelles opportunités et nous permettant d'acquérir un patrimoine qui nous rend plus forts en termes de sécurité financière de l'association.

Une autre année s'achève ainsi avec un travail collectif qui témoigne des compétences et de l'engagement de l'ensemble des acteurs de la maison ACF.

Pierre Micheletti

DOMAINES D'INTERVENTIONS

CHIFFRES 2021 ACF FRANCE

NUTRITION/ SANTÉ ET PRATIQUE DE SOINS	NUTRITION/SANTÉ **6 816 479**	PRATIQUES DE SOINS **281 502**
EAU, ASSAINISSEMENT HYGIÈNE	BÉNÉFICIAIRES **3 814 993**	
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE	BÉNÉFICIAIRES **1 181 120**	
RÉDUCTION DES RISQUES ET DÉSASTRES (DRR)	BÉNÉFICIAIRES **35 846**	

SANTÉ ET NUTRITION

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOINS

GESTION DES RISQUES DE CATASTROPHES

PLAIDOYER

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

GENRE

PROTECTION

DIRECTION DES OPÉRATIONS

Anne-Charlotte SCHNEIDER, Directrice des Opérations

2021 a vu l'épidémie de COVID-19 se poursuivre, et demeurer une préoccupation importante tout au long de l'année. Nous avons continué d'adapter nos façons de travailler, afin d'assurer la continuité de la réponse aux besoins, tout en protégeant notre personnel et nos bénéficiaires. La Task Force COVID a poursuivi son travail, rencontrant le Comex de manière bimensuelle. Elle a par exemple : i) au niveau pays, accompagné les missions sur leurs procédures Covid et leur positionnement dans leurs contextes respectifs ; ii) au niveau international, produit un document de positionnement sur les vaccins anti-Covid dans le cadre de nos approches techniques et procédé au lancement de l'Evaluation en Temps réel de la réponse COVID.

En début d'année 2021, la Direction des Opérations a multiplié les initiatives visant à structurer ses priorités. La Directrice a participé au séminaire de l'IMG opérations (International Management Group) qui a porté sur le bilan des priorités 2020 et la préparation des priorités 2021. La finalisation des priorités annuelles s'est faite en concertation avec les membres du Comex. Afin d'assurer leur opérationnalisation, des travaux avec les différents métiers ont été lancés. Ainsi, plusieurs rencontres ont été organisées entre la Direction des Opérations, les Référents Logistique Régionaux, la Direction Logistique et Services Informatiques. Les pools régionaux ont assuré la déclinaison de ces priorités. La Directrice des Opérations a également poursuivi son investissement auprès de l'EDG (Emergency Directors Group), groupe de coordination externe sous égide du IASC à la revue annuelle des opérations, ainsi qu'à l'évaluation annuelle des coordinateurs humanitaires.

Les contextes d'opérations ont vu des évolutions complexes, ayant un impact direct à la capacité d'ACF d'accéder aux terrains d'intervention ainsi que de délivrer une assistance avec impact et qualité : l'Afghanistan a vu le retour des Talibans au pouvoir, le Myanmar a subi un coup d'Etat de l'armée, ainsi que le Burkina Faso, les contextes du Moyen-Orient se sont dégradés (Yemen, Irak, Lybie…), enfin la situation humanitaire au Mozambique a conduit ACF à ouvrir une mission. La mission France se structure et ACF a également accordé un soutien stratégique à SOS Méditerranée.

La Direction des Opérations a connu un changement de Directrice en septembre. La période de transition a été assurée par le Directeur Général.

En décembre 2021, la Direction des Opérations a organisé la semaine hybride des Directeurs Pays : huit directeurs pays ont été accueillis au siège après plus de 2 ans sans déplacements et les autres ont participé virtuellement. Cette semaine était composée de 11 sessions de 1h30 chacune portant sur des sujets stratégiques et transversaux. Parmi ceux-ci : les systèmes informatiques, le MEAL (suivi, évaluation, redevabilité et apprentissage), le plaidoyer, le travail en partenariat, la protection contre les actes d'exploitation et d'abus sexuels, l'environnement, la protection sociale, la sécurité routière, etc.

Action contre la Faim France a lancé le déploiement de nouveaux outils de pilotage. A ce titre, le déploiement de notre méthodologie de Coûts Partagés, initié dès début 2020. Cette méthodologie a été déployée sur 8 nouvelles missions au cours de l'année (soit un total de 16 missions fin 2021). L'équipe projet a pu capitaliser sur les premiers déploiements effectués en 2020 pour mieux accompagner les missions dans ce changement structurant et renforcer notamment la stratégie de formation et la communication auprès de nos bailleurs.

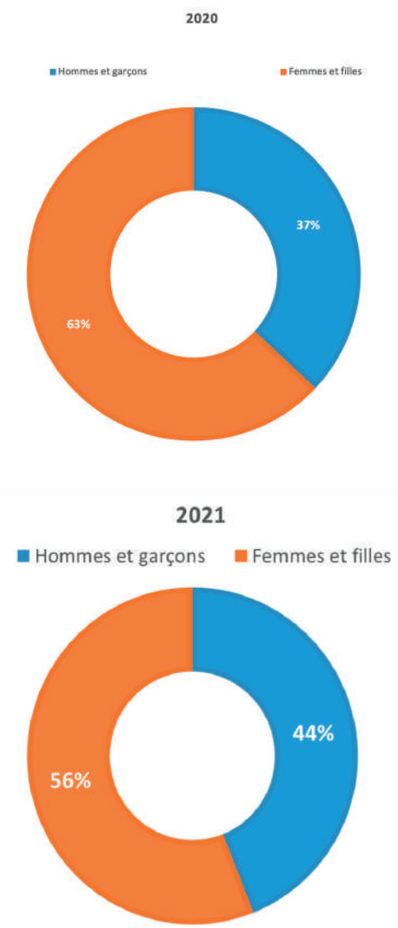
En parallèle, Action contre la Faim a développé son propre outil de Timesheets (TS), dont l'objectif est de faciliter le remplissage des TS et fluidifier le processus Shared Costs / Timesheets dans son ensemble. Cet outil a été déployé avec succès sur 15 missions entre Mars et Novembre 2021. Par ailleurs, la formation aux nouveaux contrats de partenariat a été dispensée dans la plupart des missions. Les formats contractuels ont été révisés, notamment les clauses afférentes aux transferts de données à caractère personnel. Enfin, la Direction des Opérations a apporté un support spécifique auprès de la mission Nigéria concernant la création future d'une entité non lucrative de droit local.

QUELS TYPES D'ACTIVITÉS AVONS-NOUS MIS EN ŒUVRE ?

Note : Il est nécessaire de rappeler que certains chiffres peuvent refléter un double comptage de bénéficiaires ayant été soutenus dans le cadre de plusieurs programmes. Par conséquent, les chiffres peuvent parfois paraître avoir augmenté de façon très importante.

En 2021, 13 968 574 personnes ont bénéficié de l'intervention d'Action contre la Faim, nombre en baisse par rapport à 2020 (22 251 151). Cette décroissance s'explique notamment par une diminution conséquente du nombre de bénéficiaires des programmes de RRC, ainsi que de la réponse additionnelle à la pandémie de COVID-19. Comme précédemment, Action contre la Faim touche une majorité de femmes et de filles.

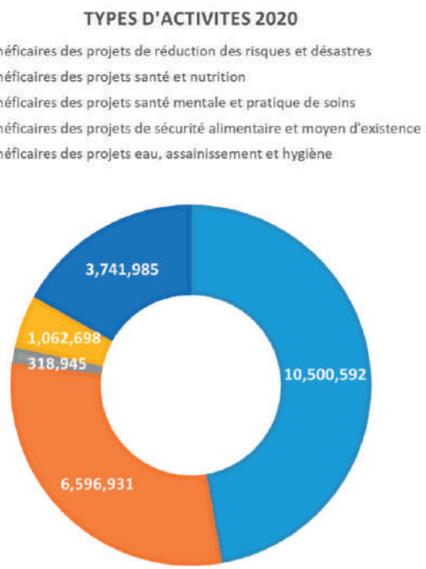
GRAPHIQUE 1 : PROFIL BÉNÉFICIAIRES DES PROJETS D'ACF

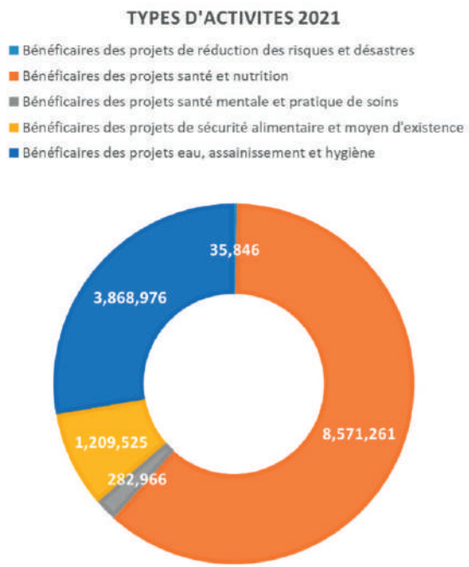


En 2020 et en 2021, c'est le secteur « Santé Nutrition » qui a touché le plus grand nombre de personnes (hors Réduction des Risques de Catastrophes –RRC- en 2020). En effet, les bénéficiaires des programmes de nutrition ont continué à augmenter ces dernières années, soit environ 1 974 330 personnes supplémentaires en 2021 (s'expliquant notamment par un accroissement budgétaire d'approximativement 1,9 million d'euros).

Le nombre de bénéficiaires en RRC a largement diminué en 2021 (avec une diminution budgétaire de 10.4 millions d'euros). Une diminution du nombre de bénéficiaires est également enregistrée en matière de Santé Mentale et Pratiques de soins.

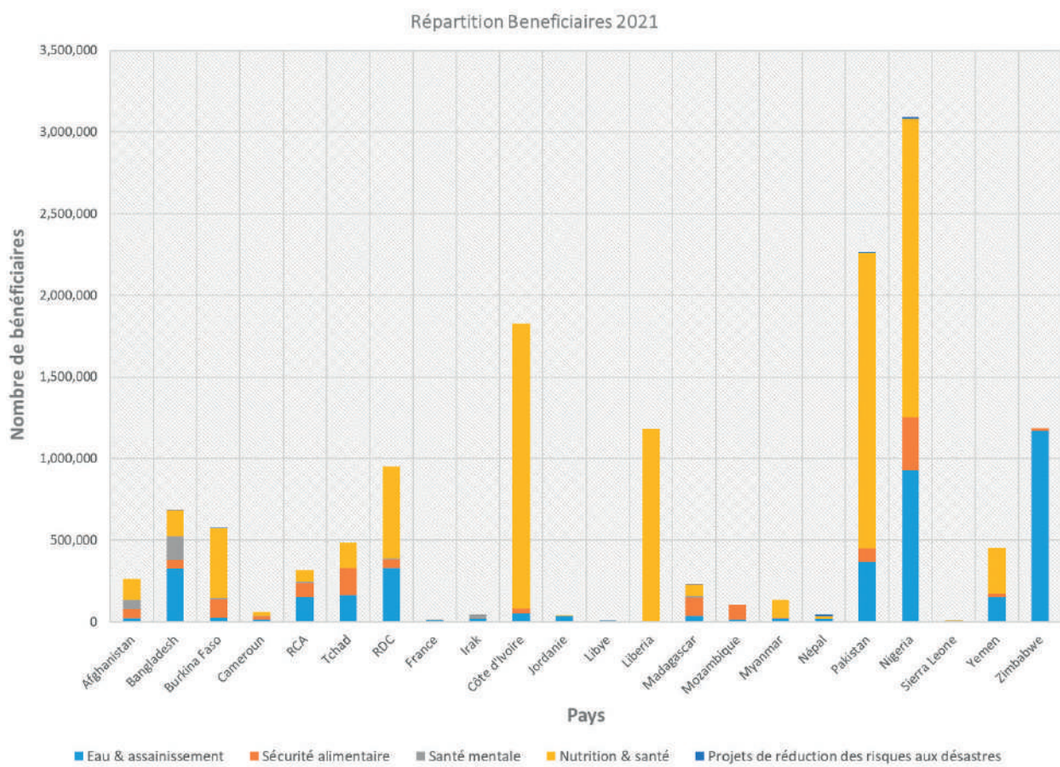
Dans les autres secteurs (Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, ainsi qu'Eau Hygiène et Assainissement), le nombre de bénéficiaires est resté relativement stable entre 2020 et 2021.





OÙ SE SONT DÉROULÉES NOS ACTIONS ?

Le graphique suivant présente la répartition des bénéficiaires des programmes d'Action contre la Faim France dans ses 22 pays d'intervention.



SECURITE

Outre la pandémie de COVID qui est restée une menace globale affectant nos opérations, l'année 2021 a été marquée par des événements qui ont bouleversé la situation politique et sécuritaire dans plusieurs de nos pays d'intervention. Le coup d'Etat au Myanmar le 1er février ; la mort du Président Deby le 19 Avril suivi d'un coup d'état institutionnel portant à la tête de l'état Tchadien un des fils de l'ancien président ; le départ précipitée des troupes américaines, à la mi-août d'Afghanistan faisant suite à la prise de contrôle de Kaboul par les Talibans après une offensive militaire sans résistance significative ; la détérioration très marquée de la situation en Lybie durant les derniers mois qui a remis en cause le processus initié par la conférence de Paris en Novembre 2020 conduisant à l'annulation des élections prévues au mois de Décembre, en sont des exemples très révélateurs. D'autres pays ont été affectés par une instabilité grandissante comme le Burkina Faso, le Cameroun, la RCA ou le sud du Yemen alors que plusieurs évènements nous ont obligé à revoir, questionner et ajuster nos modalités d'intervention sur un grand nombre de nos missions.

Tandis que le premier objectif de la gestion de la sécurité restait l'accompagnement des missions tout au long de l'année, le travail de l'équipe Sécurité du siège (Unité Sécurité et les Référents Sécurité de chaque pool) s'est articulé autour de plusieurs projets définis et mis en œuvre au niveau d'ACFIN. Comme en 2020, la pandémie a compromis notre capacité à nous déplacer sur le terrain et nous a obligé à trouver des moyens adaptés à la situation, le distanciel étant privilégié dans beaucoup de circonstances. Les principaux projets concernaient : le déploiement de notre méthodologie d'accès associé à un nouvel outil de mesure de l'acceptation sur plusieurs de nos bases / missions ; la formation pour laquelle nous avons poursuivi nos efforts concernant l'offre avec notamment la mise en place d'une formation de formateurs qui nous permet d'étendre notre couverture et donc le nombre de personnels formés. Nos formations donnent maintenant accès à un badge HPass pour les participants qui est un système international de reconnaissance de la qualité des formations réalisées ; l'évolution de la plateforme de rapports d'incidents SIRO qui a été conçue en 2 phases, la première en 2021/2022 qui concerne l'amélioration de l'existant, la deuxième qui concerne un changement systémique afin de passer d'un système de rapport d'incidents en ligne à une plate-forme de gestion de la sécurité après 2022 ; une campagne de Sécurité Routière, comme annoncé lors du rapport précédent, qui s'est déroulée pour l'ensemble des missions du réseau du 13 Septembre au 13 Décembre.

Le nombre d'incidents répertoriés en 2021 représente une augmentation de 15% comparée aux 2 années précédentes mais il doit être mis en perspective avec une augmentation significative du nombre de personnels dédiés à la Sécurité sur nos missions permettant un reporting mieux systématisé. D'autre part l'augmentation du nombre d'incidents rapportés ne va pas de pair avec la gravité de ceux-ci. Nous avons été beaucoup moins sollicités pour la gestion d'incident critique en 2021 que durant les deux années précédentes.

Tous les observateurs s'accordent à dire que les contextes d'intervention vont se complexifier dans les prochaines années. Au-delà d'une instabilité politico-sécuritaire chronique dans certains pays, les pressions exercées par les autorités d'une part mais aussi par les groupes d'opposition armés devraient s'accroître rendant plus difficile notre accès aux populations vulnérables. Si nous anticipons une réduction de l'espace humanitaire, il serait trop facile de blâmer uniquement les facteurs externes car certains des problèmes liés à l'accès sont également exacerbés par la manière dont les ONG fonctionnent. Une partie de la réponse passera par l'amélioration de la culture de l'accès au niveau du terrain. Ce travail a déjà commencé (Irak ; Cameroun ; Burkina Faso notamment), les équipes ont investi du temps dans l'approche structurée proposée. Elles intègrent désormais mieux l'analyse de l'environnement et l'évaluation de leur niveau d'acceptation afin d'améliorer leur capacité à communiquer et à dialoguer avec les parties prenantes de toute nature. Cet effort devra être poursuivi en 2022

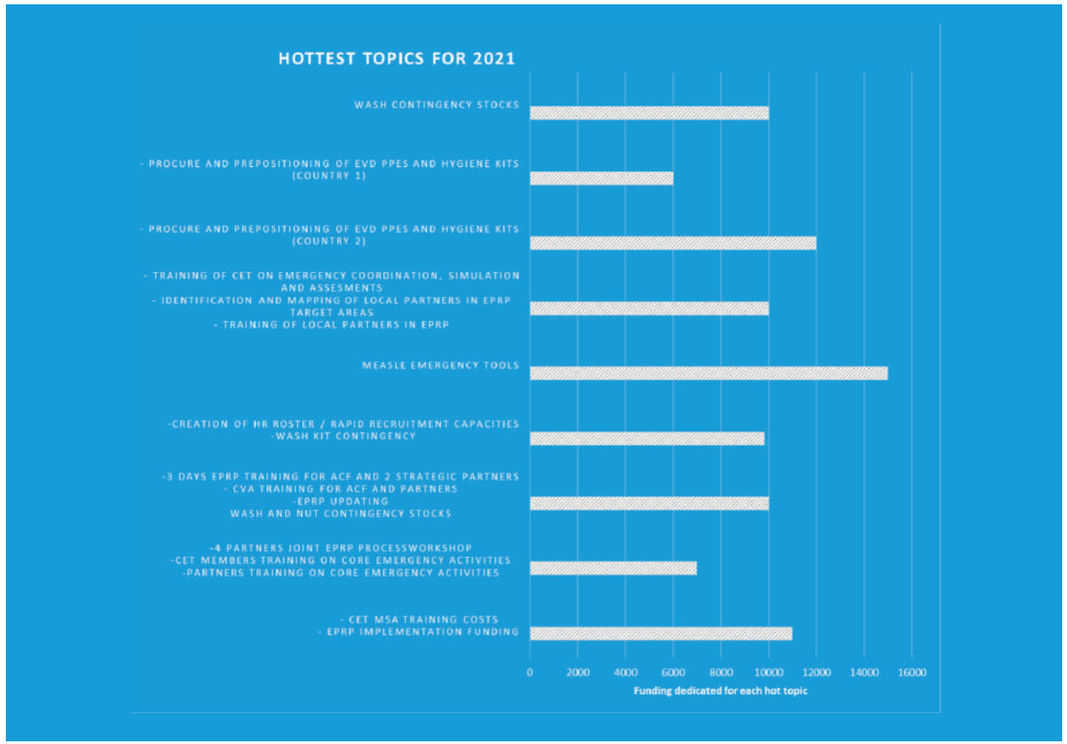
ERRU

PREPAREDNESS PROJECTS – PROJETS DE PRÉPARATION AUX URGENCES

En 2021, l'ERRU a soutenu un total de 9 pays à travers un financement pour leur permettre de faire avancer leurs objectifs de préparation pour l'année. Les coordinatrices préparation ont effectué 8 visites sur le terrain et 10 sessions de formation au PPRU.

L'équipe Préparation de l'ERRU, par l'intermédiaire d'un consultant, a finalisé l'élaboration d'un manuel sur CVAiE (Cash and Vouchers Assistance in Emergencies) afin de faciliter les connaissances des équipes nationales sur les transferts monétaires dans les situations d'urgence. Les guidelines seront déployées en 2022.

L'année 2021, l'ERRU a continué à développer les systèmes d'urgence, le suivi et l'analyse qualité ainsi que la mise à disposition des urgentistes des outils techniques. En 2021, l'ERRU a réalisé des recherches documentaires (Desk Review) des contextes humanitaires en Eswatini, au Bangladesh ainsi que des mouvements migratoires en Amérique Latine. Dès la fin de l'année 2021, les équipes s'intéressaient à la situation en Ukraine et produira une Desk Review début 2022.



ÉVALUATION EN TEMPS RÉEL CABO DELGADO, MOZAMBIQUE - NOVEMBRE 2021

Dans le cadre de sa stratégie, ACF entreprend des *Evaluations en Temps réel* (RTE) afin de mesurer sa redevabilité et la qualité de ses opérations d'urgence. En 2021, ACF a réalisé une RTE pour le Mozambique. L'analyse a montré que la décision d'ACF d'intervenir dans le pays était justifiée et semblait pertinente au regard de l'évolution rapide de la situation humanitaire à Cabo Delgado. Cependant, bien que les personnes interrogées aient soutenu la pertinence de l'intervention et la valeur ajoutée que l'organisation pouvait apporter aux populations, les modalités d'intervention dans les premières phases de la réponse ont reçu des commentaires mitigés avec un fort besoin de renforcement organisationnel sur la capacité de réponse d'ACF aux urgences.

SYSTEME DE VEILLE ET D'ALERTE

En 2021 un premier système de reporting de l'alerte a été mis en place suite à un travail collaboratif avec CartONG. Un formulaire d'alerte d'urgence doit être rempli par les équipes pays dans les 72 heures suivant l'événement. Le rapport d'alerte permet d'informer, entre autre, du positionnement des équipes et de sa capacité à répondre à l'urgence.

BOÎTES À OUTILS

En 2019, l'ERRU a commencé un travail de récolte de documents qui a été continué en 2021. L'objectif principal des boîtes à outils d'urgence est de rassembler tous les documents clés de l'expertise d'ACF en matière de réponse et de préparation à l'urgence. Les outils sont destinés à faciliter le travail des acteurs de l'urgence en leur donnant accès aux règles/procédures/outils d'ACF. En 2021, 16 boîtes ont été collectées et reconstituées. Elles ne sont pas toutes finalisée mais le travail continuera en 2022.

SOP DE LA CELLULE D'URGENCE

Les SoP (Procédures Standards Opératoires) de la cellule d'urgence ont été élaborées en 2021. La cellule d'urgence a pour but de fournir des orientations pour aider la ou les équipes concernées à mener une réponse efficiente et efficace à une urgence humanitaire par la coordination, la planification et la prise de décision de toutes les parties prenantes concernées de l'organisation. Les SOP de la cellule d'urgence font partie du système de gestion de l'urgence développé par l'ERRU et sont donc liés au système d'alerte, au plan global de préparation et de réponse, au système de référent de réserve, etc.

ROSTER

L'unité de réponse aux urgences dispose d'un vivier d'urgentistes près à être déployés en permanence. En 2021, le vivier a atteint 324 membres dont 10 personnes à temps plein. Malgré les contraintes de déplacements dues aux restrictions sanitaires, les déploiements ont été presque deux fois plus nombreux qu'en 2020. Durant l'année, sur les 441 personnes du vivier contactées, 25 % d'entre elles confirmaient leurs disponibilités et 43 urgentistes se sont déplacés pour une durée moyenne de 8 semaines. 24 des 43 urgentistes déployés en 2021 étaient des femmes.

Les données sur les bénéficiaires dans les fiches à suivre sont provisoires à ce jour. Une mise à jour effective est prévue courant juin.

	PAYS	PÉRIODE	DESCRIPTION	ROSTER VS PERMANENT
1	Mozambique	January 2021	Operational Establishment – Field Co.	ERRU Staff
2	Mozambique	January 2021	Operational Establishment – Wash PM	Roster
3	Mozambique	February 2021	Operational Establishment – Support Coordinator	Roster
4	Bangladesh	February 2021	Internal Emergency – Grant Co.	Roster
5	Bangladesh	March 2021	Internal Emergency – CD	Roster
6	Bangladesh	March 2021	Internal Emergency – Field Co.	ERRU Staff
7	Bangladesh	March 2021	Internal Emergency – Grant Off.	ERRU Staff
8	Ethiopia	March 2021	Emergency Response – Field Co.	Roster
9	Mozambique	March 2021	Operational Establishment – Country Rep.	Roster
10	Burkina Faso	March 2021	Internal Emergency – Field Co.	ERRU Staff
11	Guinea	March 2021	Humanitarian Assessment – Field Co.	ERRU Staff
12	Guinea	March 2021	Humanitarian Assessment – Grand Off.	ERRU Staff
13	Sierra Leone	March 2021	Emergency Response – Health Co.	ERRU Staff
14	Ethiopia	April 2021	Emergency Response – MHPSS Co.	Roster
15	DRC	April 2021	Internal Emergency – Grant Off.	ERRU Staff
16	Sierra Leone	May 2021	Emergency Response – Field Co.	ERRU Staff
17	Bangladesh	May 2021	Internal Emergency – MHPSS Co.	Roster
18	Mozambique	May 2021	Internal Emergency – Country Rep.	Roster
19	DRC	June 2021	Emergency Response – CD	ERRU Staff
20	DRC	June 2021	Emergency Response – Field Co.	Roster
21	Bangladesh	June 2021	Internal Emergency – CD	Roster
22	Cameroon	June 2021	Internal Emergency – Field Co.	Roster
23	Yemen	July 2021	Internal Emergency – Grant Co.	Roster
24	DRC	July 2021	Internal Emergency – Health Co.	ERRU Staff
25	Sierra Leone	August 2021	Internal Emergency – HR Co.	Roster
26	Pakistan	August 2021	Humanitarian Assessment – Health Co.	ERRU Staff
27	Mozambique	May 2021	Internal Emergency – Country Rep.	Roster
28	Yemen	September 2021	Internal Emergency – Grant Co.	Roster
29	CAR	September 2021	Internal Emergency – Logistics Manager	Roster
30	Yemen	September 2021	Internal Emergency – DCD Program	Roster
31	DRC	September 2021	Internal Emergency – Health Co.	ERRU Staff
32	Afghanistan	October 2021	Internal Emergency – HR Co.	Roster
33	Afghanistan	October 2021	Internal Emergency – Health Co.	ERRU Staff
34	Mozambique	October 2021	Internal Emergency – Logistics Manager	Roster
35	Yemen	October 2021	Internal Emergency – DCD Program	ERRU Staff
36	Sierra Leone	October 2021	Internal Emergency – Field Co.	Roster
37	Afghanistan	November 2021	Scale Up – Nut Co.	ERRU Staff
38	Mozambique	November 2021	Scale Up – Security Co.	Roster
39	Mozambique	November 2021	Humanitarian Assessment – CD	Roster
40	Mozambique	December2021	Operational Establishment – Field Co.	Roster
41	DRC	December2021	Emergency Response – Wash PM	Roster
42	DRC	December2021	Emergency Response – Nut Co.	Roster
43	DRC	December2021	Emergency Response – Logistics Manager	Roster

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Paris, Marseille	2019	765 091 €	7	13 206

MISSION FRANCE

CONTEXTE

En 2021, en France plus de 7 millions de personnes ont eu recours à l'aide alimentaire, soit le double d'il y a 10 ans, avec une hausse conséquente depuis 2020. Les estimations de personnes concernées par les enjeux d'insécurité alimentaire et nutritionnelle vont jusqu'à 13 Millions.

PROGRAMME

En 2021, la mission France a continué d'agir dans une dynamique d'appui et de complémentarité avec les acteurs déjà en place. L'accent a été mis sur l'accompagnement d'acteurs de l'accès à l'alimentation à travers des enquêtes de recueil des besoins et des attentes des personnes aidées, suivies de recommandations opérationnelles et d'appuis terrain ainsi que des formations. Les acteurs accompagnés sont des acteurs nationaux et de proximité de l'aide alimentaire et non alimentaire, acteurs de l'accueil et de l'hébergement, acteurs accompagnant des personnes en parcours migratoire, … En parallèle, la mission a co-construit avec ses partenaires des projets d'urgence (Massilia Couches System avec Aouf pendant le second confinement à Marseille) mais aussi des projets pilotes comme le projet Passerelle Montreuil avec la Fondation Armée du salut, alliant transferts monétaires et orientation sociale individualisée. Enfin, la mission s'est associée à des initiatives de plaidoyer pour l'accès aux droits des plus précaires, notamment dans le cadre du collectif Alerte et via la publication d'enquêtes comme « Les oubliés du droit d'asile ».

ASIE

La région Asie a été marquée par plusieurs événements capitaux en 2021 : coup d'état au Myanmar le 1er février 2021, nouvelle vague de l'épidémie de COVID-19 due au variant Delta entre avril et août 2021 et en Afghanistan prise de pouvoir des talibans le 15 août.

Au Myanmar, la junte militaire a pris le pouvoir le 1er février 2021, renversant le gouvernement d'Aung Saan Suu Kyi. Ce coup d'état a été suivi par une vague de manifestations pacifiques, réprimées de plus en plus violemment. Un gouvernement d'opposition en exil s'est formé alors qu'une opposition armée s'est peu à peu organisée, autour des Forces de défense du Peuple et des groupes d'opposition armées issus de minorités ethniques. Cette crise politique a eu un très fort impact sur nos équipes : ACF a relocalisé la majorité de son équipe expatriée à Bangkok entraînant un suivi des opérations à distance. La vague épidémique liée au variant Delta a obligé ACF à suspendre ses activités pendant plusieurs semaines entre en août et septembre 2021. ACF a cependant continué à mener avec succès ses activités de nutrition, EAH et agricoles dans le Rakhine même si couvre-feu et restrictions ont amené des horaires réduits ou modalités adaptées. ACF a fermé une base dans le Rakhine mais y a lancé une réponse d'urgence financés par SIDA. ACF a démarré des activités dans l'état du Kayah à travers un partenaire local (KMSS).

En Afghanistan, suite à l'annonce du retrait des troupes états-uniennes, les talibans ont lancé une offensive sur l'ensemble du pays, qui a abouti à leur prise de pouvoir le 15 août 2021. Le début de l'année 2021 a été marqué par les conséquences de la sécheresse de 2020, et par une insécurité grandissante, ce qui a ralenti et complexifié la mise en œuvre de nos projets. En août 2021, ACF a relocalisé l'ensemble de son équipe d'expatriés vers Amman, avant un retour progressif à partir de fin octobre, une fois la situation stabilisée et clarifiée. Une attention particulière a été portée à nos collaborateurs nationaux qui ont été très affectés par les troubles et incertitudes suite au changement de gouvernement, en particulier nos personnels féminins. Depuis septembre 2021, ACF a repris la mise en œuvre de ses projets et a augmenté très rapidement son volume d'activités (de 7 millions en 2021 à 24 millions d'EUR pour 2022 avec une part importante de financement ECHO) tout en restant sur les mêmes zones et secteurs d'activités.

Au Népal, l'année 2021 était une année de transition. Les projets EAH à Nuwakot et Rasuwa se sont terminés, comme les projets de nutrition et de renforcement des systèmes de santé et EAH à Nawalpur et Parasi. ACF a poursuivi sa transition vers un modèle de partenariat stratégique, mais de façon ralentie du fait de l'impact de l'épidémie de COVID-19, qui nous a amené à prioriser une réponse d'urgence à la vague épidémique très violente de COVID-19 en mai et juin 2021.

Au Pakistan, ACF a poursuivi sa mise en œuvre des programmes de nutrition en soutien au gouvernement dans la province du Sindh sous financement UE. ACF a finalisé en décembre 2021 la mise en œuvre d'un projet de promotion de la résilience aux catastrophes naturelles, via la prévention des risques de catastrophe et la promotion de réponse d'urgence sensibles à la nutrition. Enfin Action Contre la Faim au Pakistan s'est préparée à la prise en charge des besoins des réfugiés afghans obtenant une autorisation officielle d'intervenir. Au Bangladesh, ACF a continué de répondre aux besoins des réfugiés Rohingyas dans les camps et communautés hôtes de Cox Bazaar. L'épidémie de COVID-19 a frappé très violemment le pays en milieu d'année 2021, ce qui a amené le gouvernement à mettre en place des restrictions, qui nous ont conduit à réduire nos interventions aux activités essentielles en juillet et août. Suite à un incendie de très grande ampleur dans ces camps de réfugiés Rohingyas, ACF a mené des activités d'urgence via, notamment de cantines communautaires. Cependant, la diminution des financements soutenant les réfugiés Rohingyas au Bangladesh et les difficultés d'accès à ces financements ont amené l'équipe pays à une nouvelle diminution du volume des projets menés à Cox Bazaar. L'équipe pays s'efforce d'étendre les activités d'ACF à de nouvelles zones du pays, afin de répondre à d'autres types de besoins de la population bangladeshi très affectée par la crise climatique, notamment avec un nouveau projet financé par ECHO un projet innovant basés sur les prévisions/ anticipations météorologiques, se focalisant sur les districts de Barguna et Sakhtila.

AFGHANISTAN

LIEUX D'INTERVENTIONS
Provinces de Kabul, Helmand, Daykundi, Ghor, Badakhshan provinces

DATE DE CRÉATION DE LA MISSION
1995

BUDGET EN €
5 185 733 €

NOMBRE DE SALARIÉS
534

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
261 089

CONTEXTE

Après plusieurs décennies de conflits, catastrophes naturelles, accès limité aux services de base, pauvreté chronique, sécheresse et pandémie, les besoins humanitaires ont augmenté de façon exponentielle et les évènements politiques récents ont plongé le pays dans une crise économique profonde. Le pays connaît des niveaux de famine et de malnutrition inégalés; les besoins humanitaires sont estimés pour 24 millions de personnes, et 55% de la population en crise ou urgence d'insécurité alimentaire, le niveau le plus élevé au monde.

PROGRAMME

En 2021, ACF a continué son soutien aux populations vulnérables d'Afghanistan, notamment dans les zones difficiles d'accès, grâce à une approche intégrée pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la malnutrition et avoir un impact plus élevé sur la morbidité et la mortalité des enfants malnutris et des femmes enceintes et allaitantes. ACF soutient plus de 111 502 bénéficiaires via des services de santé et nutrition, 58 250 via la santé mentale et le soutien psychosocial, plus de 45 900 en SAME et plus de 15 164 en EAH.

Suite aux bouleversements politiques et économiques et une situation humanitaire alarmante, ACF a augmenté son soutien aux populations avec le déploiement d'une dizaine de cliniques mobiles et deux TFU (Therapeutic Feeding Units). ACF a également augmenté sa réponse ERM grâce à un positionnement de première ligne auprès des réfugiés intérieurs en urgence aigüe suite au conflit ou aux catastrophes naturelles, mais également à une réponse immédiate à l'insécurité alimentaire via des transferts monétaires. Enfin, ACF s'efforce de fournir un soutien durable en renforçant les capacités des communautés à prévenir, identifier et réduire la sous-nutrition.

BANGLADESH

LIEUX D'INTERVENTIONS
Satkhira, Barguna, Cox's Bazar

DATE DE CRÉATION DE LA MISSION
2007

BUDGET EN €
14 806 369 €

NOMBRE DE SALARIÉS
+500

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
686 711

CONTEXTE

Les taux de malnutrition au Bangladesh sont parmi les plus élevés au monde. Près d'1,4 millions de personnes sont en situation de besoin humanitaire, dont une majorité de réfugiés Rohyngias. Le COVID-19 et les différentes restrictions ont eu des conséquences socio-économiques néfastes. La récurrence des catastrophes naturelles accroît la vulnérabilité des populations.

PROGRAMME

L'année a été marquée par une réorientation des activités vers les communautés hôtes et hors des camps de réfugiés de Cox's Bazar ainsi que la suspension de différentes activités « non-life saving » en raison des restrictions du gouvernement liées au COVID-19. En sus de ses activités traditionnelles, ACF a mis en place un programme de communication avec les communautés face au constat du manque d'information des personnes affectées. Le programme EAH, financé par l'OIM, assure la construction d'infrastructures sanitaires, de latrines et une sensibilisation aux gestes hygiéniques de base pour endiguer les maladies hydriques.

La santé mentale est intégrée aux projets de préparation aux risques. Les pratiques de soins mère-enfants positives sont également renforcées dans les situations de conflits et de catastrophes naturelles.

La fin du financement de l'UNHCR à Cox's Bazar, en cours de transmission aux acteurs locaux, pousse les équipes à diversifier les programmes vers d'autres régions, notamment Satkhira et Barguna. Des programmes comme STEP (Strenghtening Forecast-based Early Actions in Cyclone Prone coastal region) financé par ECHO permettent de renforcer les capacités des communautés locales face aux catastrophes naturelles via une approche basée sur l'anticipation des risques. Des programmes de SAME permettent d'augmenter la production agricole dans le respect de l'environnement et de diversifier les revenus, via des formations aux techniques agricoles, la distribution d'intrants ou des transferts monétaires.

MYANMAR

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Rakhine, Kayah, Sagaing	1994	3 689 007 €	308	133 289

CONTEXTE

Le coup d'Etat de février 2021 a précipité des conflits armés déjà endigués dans différentes zones du pays, menant à des violations de droits humains, des déplacements et une crise économique et sociale.

L'impact des restrictions COVID-19, les pertes d'emploi et les hostilités ont contribué à empirer la sécurité alimentaire dans le Rakhine et le Kayah, Etats ayant déjà la proportion la plus élevée de personnes en insécurité alimentaire.

PROGRAMME

Nos programmes de nutrition incluent des activités autour de la malnutrition maternelle et infantile, des soins prénataux, postnataux, des traitements de maladies infantiles et du renforcement de capacités d'employés de santé communautaire. En réponse au COVID-19, nous avons soutenu le personnel de santé avec des EPI, des stations de lavages de mains et la distribution de kits COVID-19.

Le CICR et GIZ ont financé la majorité de nos programmes EAH dans le Rakhine, dont la construction du puits, de petits réseaux d'eau, la réhabilitation d'installations sanitaires et la formation à la maintenance des infrastructures d'eau et d'assainissement. Pour prévenir la propagation de maladies infectieuses, nous avons sensibilisé les communautés locales aux maladies hydriques.
Les activités MHPSS ont été essentielles dans le contexte violent du Rakhine: des espaces de soins communautaires ont été mis en place pour des mères, où elles pouvaient s'informer et discuter de soins pour enfants, de problématiques d'inégalités de genre et de santé mentale.

Grâce à un financement de PAM, ACF a participé à des distributions alimentaires d'urgence aux plus vulnérables. Les interventions en SAME non urgentes ont consisté au renforcement de capacités en production alimentaire et génération de revenus, via la distribution d'intrants agricoles, des subventions et des formations de terrain pour les agriculteurs.

NEPAL

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Nawalparasi East, Nawalparasi West, Jhapa, Sunsari districts	2005	813 003 €	7 à la fin décembre 2021	43,195

CONTEXTE

Malgré les progrès dans la réduction des retards de croissance, le Népal souffre toujours de taux élevés de sous-nutrition. 10.8 millions de personnes n'ont pas accès à l'assainissement and 3.5 millions aux services d'eau de base . Le pays, qui est très sensible aux catastrophes naturelles et reste vulnérable du point de vue de l'insécurité alimentaire. Les vagues récurrentes de COVID-19 ont exacerbé cette situation, poussant davantage de personnes sous le seuil de pauvreté.

PROGRAMME

En 2021, Action contre la Faim a réussi à faire la passation du programme de Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aigüe (qui était en place depuis avril 2017) à 15 municipalités dans les districts de Nawalparasi Est et Ouest. Action contre la Faim a également transmis le programme de Renforcement des Systèmes de Santé (RSS) de deux municipalités du district de Nawalparasi Ouest aux autorités locales. Les gouvernements locaux se sont engagés auprès d'Action Contre la Faim à prendre en charge le programme de PECIMA (Prise en charge intégrée de la malnutrition aigüe) et apprendre du plan d'action de RSS pour développer leur propre budget et plan d'action annuel.

De la même façon, un projet EAH (Eau, Assainissement, Hygiène) a également été mis en place et été transmis à deux municipalités, où 15 puits surélevés résilients aux catastrophes ont été construits dans la municipalité de Pratappur (district de Nawalparasi Ouest), permettant d'atteindre 3 687 bénéficiaires. Un système d'eau multiusage a aussi été construit dans la municipalité de Baudikali (district de Nawalparasi Est), atteignant 726 bénéficiaires.

Action contre la Faim et son partenaire stratégique Sahara Népal ont touché 3 825 bénéficiaires avec des kits d'hygiène et de nourriture dans les districts de Jhapa et Sunsari, qui ont été impacté par de fortes pluies en octobre 2021.

PAKISTAN

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
1. Country Office – Islamabad, 2. Local Office/ base - ACF Hyderabad Office	1979	11 964 341 €	174	2 267 950

CONTEXTE

27,6 millions de personnes sont malnutris ou en insécurité alimentaire et obligés de consommer des produits peu diversifiés et de mauvaise qualité. Les pénuries d'eau, les variations de pluies et de températures impactent négativement la production agricole. 2,4 millions de réfugiés afghans partagent avec les communautés hôtes ces ressources limitées. La pauvreté, le dérèglement climatique, les catastrophes naturelles, l'accès limité à la nourriture et aux services d'EAH ainsi que le COVID-19 sont les principales causes d'insécurité alimentaire.

PROGRAMME

En 2021, la mission a réussi à mettre en place des services de nutrition et de sensibilisation financé par l'UE dans 8 districts du Sindh. ACF a pu chiffrer la prévalence de la malnutrition dans le Sindh grâce à une évaluation SMART dans les 8 districts. De même, une étude de couverture a été réalisée en utilisant les méthodologies SLEAC et SQUEAC. Le gouvernement du Sindh a adopté un système de management de l'information nutritionnelle développé par ACF. La mission a aussi soutenu le gouvernement du Sindh dans la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 grâce à la prévention et au contrôle des infections, des interventions EAH et santé dans des centres de santé, écoles et communautés. Des transferts monétaires ont aussi été réalisés pour soutenir les ménages les plus vulnérables à la crise du COVID-19. Le gouvernement de Khyber Pakhtunkhwa a été soutenu dans sa réponse d'urgence à la malnutrition, via des traitements nutritionnels spécifiques pour des enfants et des femmes enceintes et allaitantes. ACF a formé des communautés aux techniques de contrôle antiacridien, aux semences résilientes, maraichage et gestion de bétail.

AFRIQUE CENTRALE

L'insécurité a continué de sévir dans la région tout au long de l'année 2021.

Au Nigéria, les groupes armés ont continué à cibler les installations humanitaires mais aussi les personnels humanitaires jusque dans leurs bases de vie et même leurs résidences privées. L'année a aussi été marquée par le décès de Shekau, le leader historique de la faction JAS de Boko Haram lors d'affrontements avec la faction ISWAP qui a pu absorber une partie des troupes anciennement JAS et étendre son influence sur une grande partie du Borno, l'est du Yobe et en Adamawa sur la frontière avec le Cameroun. Les militaires ont obtenu un avantage stratégique avec l'acquisition de nouveaux avions qui leur permet d'apporter du support aérien aux troupes au sol en cas d'attaques ou d'offensives. En fin d'année 2021, les autorités du Borno ont lancé une politique de retour des personnes déplacées de Maiduguri vers leurs villages d'origine malgré des niveau d'insécurité encore très élevés et le manque de services de base dans les zones de retour. Plus d'un million de personnes continuent d'être inaccessibles pour les acteurs humanitaires dans le Borno. A noter que la violence au Nord-Ouest du Nigéria perdure et les déplacements de population s'intensifient.

Au Cameroun, la crise dans les zones anglophones continue et l'extrême nord du pays connait toujours un nombre d'incidents de sécurité important avec la faction ISWAP qui est désormais plus présente.

Au Tchad, le Président Deby est décédé en avril 2021 lorsqu'il est monté au front lors de l'offensive d'un groupe rebelle. Son décès après plus de 30 ans au pouvoir ouvre une période de transition au Tchad. Son fils Mahamat Idriss Deby a pris la tête d'un conseil de transition militaire et la situation est revenue au calme rapidement.

En RCA, la période électorale de fin décembre 2020 a plongé la RCA dans un nouveau cycle de violence. La contre-offensive des forces armées centrafricaines et de leurs alliés a permis de reconquérir la plupart des villes et des axes du pays. L'insécurité perdure principalement au Nord Ouest du pays avec l'usage d'engins explosifs par un groupe armé. Des opérations de l'armée et de ses alliés entrainent aussi des pics de violence ponctuels dans d'autres zones du pays. L'accès humanitaire a été très contraint pendant la première partie de l'année puis les ONGs ont pu regagner de l'accès et reprendre leurs activités dans les zones reculées.
En RDC, le volcan Nyiragongo a connu une éruption qui a affecté la ville de Goma. La violence à l'est de la RDC a continué, surtout en Ituri et du fait du groupe ADF dans le grand nord Kivu. Les autorités ont déclaré l'Etat d'urgence sur ces deux provinces mais la violence est restée très élevée.

En 2021, les équipes d'Action Contre la Faim ont continué d'apporter une assistance multisectorielle aux populations déplacées et aux communautés affectées par des épidémies ou des crises nutritionnelles. Dans tous les pays, malgré des contextes sécuritaires souvent dégradés, des projets à moyen terme pour lutter contre les causes de la sous nutrition et renforcer la résilience des populations ont également été mis en œuvre dès que c'était possible. Des actions de recherche, de plaidoyer et de renforcement de nos partenariats avec des ONG locales ont également continué.

Le nombre de personnes qui ont besoin d'aide humanitaire reste très élevé dans la région et est passé de 40,9 millions début 2021 à 48,6 millions début 2022. La saison des pluies 2021 a été mauvaise dans la bande sahélienne de la région, ce qui augure une saison de soudure précoce et difficile en 2022. Les répercussions de la crise en Ukraine sur les prix des carburants et des denrées alimentaires font également craindre une forte détérioration de la sécurité alimentaire des plus vulnérables en 2022.

CAMEROUN

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Yaoundé, Buea, Kumba, Maroua, Kousseri, Batouri	1998 / 2014	5 843 072 €	156	61 760

CONTEXTE

L'insécurité, les déplacements de population et les difficultés d'accès aux services de base liés au conflit du bassin du lac Tchad et de la crise dans la région anglophone perdurent. De nouveaux réfugiés centrafricains ont rejoint l'Est du Cameroun. Un conflit intercommunautaire à l'extrême nord du pays a entrainé le déplacement de plus de 42 000 personnes au Cameroun et vers le Tchad. La mauvaise saison des pluies 2021 aura des conséquences sur la sécurité alimentaire en 2022.

2.3 millions de camerounais.es ont souffert d'insécurité alimentaire en 2021 et la prévalence de Malnutrition Chronique au niveau national est très élevée, à 34,6%. La malnutrition aigüe concerne surtout les zones d'insécurité.

PROGRAMME

En santé et de nutrition, ACF prend en charge la malnutrition aiguë sévère et les maladies principales des enfants, accompagne les mères au travers de consultations de grossesse et renforce les centres de santé lorsqu'ils sont fonctionnels. Les projets en santé et nutrition intègrent systématiquement la santé mentale, le soutien psychosocial et la pratique de soin. Des protocoles thérapeutiques ont été adaptés afin d'améliorer la prise en charge des cas de violence, notamment sexuelles et basées sur le genre. Des fournitures d'abris, des biens alimentaires et non-alimentaires ont également été distribués aux personnes déplacées pour qui ACF a également facilité l'accès à l'EAH.

ACF a soutenu le développement d'épargnes communautaire, a accompagné le développement d'activités génératrices de revenus et a promu les pratiques agricoles durables et écologiques. Les autorités locales et régionales ont été accompagnées dans l'élaboration et la mise en œuvre de politiques et de plans de lutte contre l'insécurité nutritionnelle ainsi que dans la gestion des aléas climatiques et catastrophes naturelles. Dans le cadre du renforcement de la résilience climatique et de la cohésion sociale, les agriculteur.rice.s camerounai.se.s et les réfugié.e.s centrafricain.e.s ont été soutenu.e.s dans l'adoption de pratiques agropastorales résilientes et durables au travers de la mise en place de champs écoles paysans et de formations sur les pratiques d'élevage.

NIGERIA

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Bureau de coordination d'Abuja, État de Jigawa - sous-base de Dutse ; État de Yobe - bases de Damaturu et de Potiskum et sous-base de Bade ; État de Borno - base de Maiduguri, sous-base de Monguno, Etat de Sokoto – sous-base de Sokoto.	2010	32 656 368 €	394 (113F ; 281M) dont 25 internationaux	3 092 772

CONTEXTE

Le Nord-Est du Nigéria est confronté à un niveau d'insécurité alimentaire très élevé en raison d'une combinaison de conflits armés, causant des déplacements forcés de la population. Le taux de malnutrition aiguë globale a atteint un des plus hauts niveaux enregistrés depuis 2016. Le Nigéria a aussi connu une épidémie de choléra très importante qui a notamment touché tout le nord du pays.

PROGRAMME

En 2021, ACF a soutenu les communautés, et les systèmes pour renforcer leur résilience ; et a continué sa réponse d'urgence nutritionnelle et sanitaire pour apporter une assistance humanitaire aux populations touchées par les conflits et les désastres naturels.

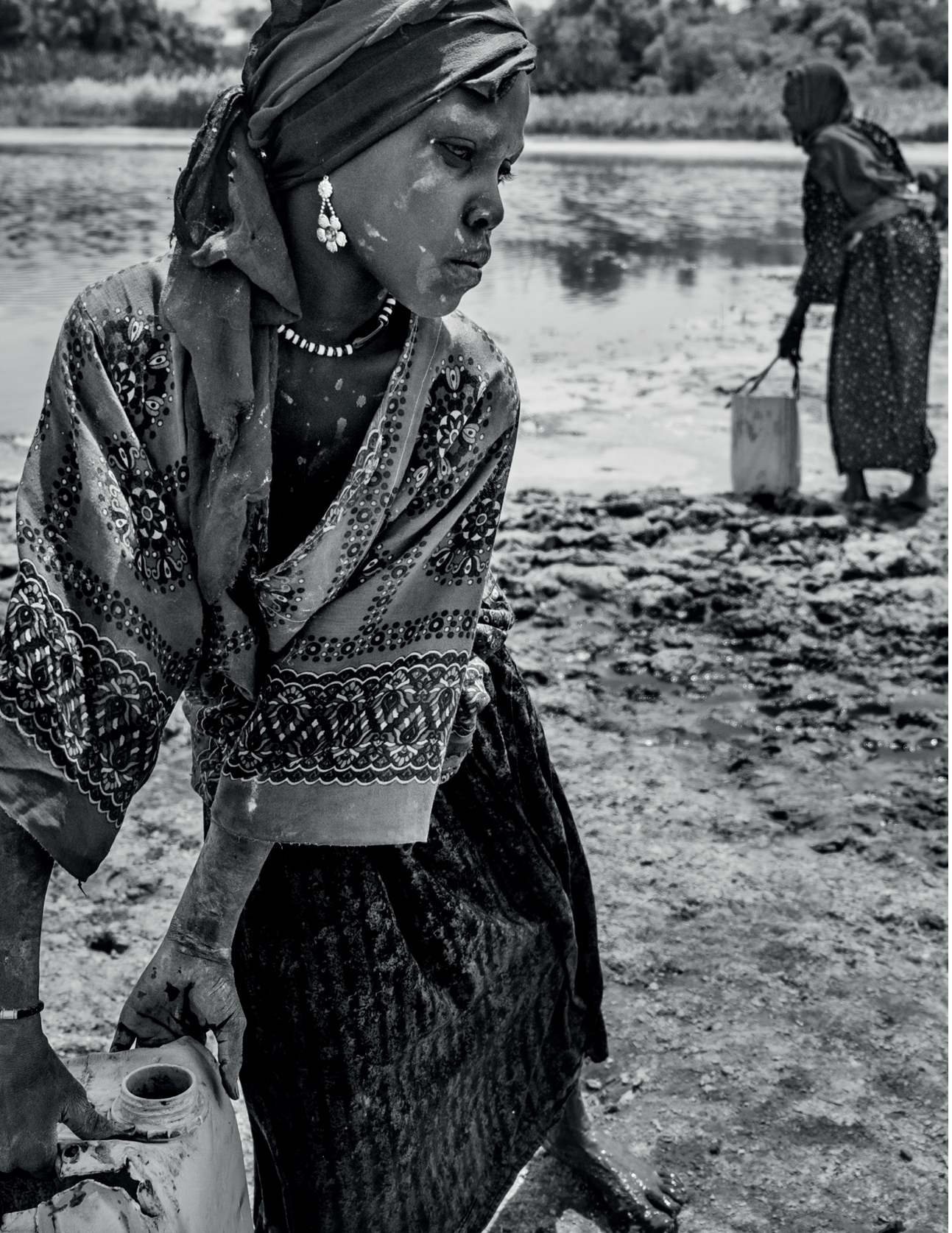
Des programmes de dépistage, de traitement, de prise en charge des femmes et des enfants ainsi que l'éducation à la santé ont été mis en place pour lutter contre la malnutrition sévère. La réhabilitation et/ou la construction de points d'eau et d'installations sanitaires ainsi que la promotion de l'hygiène ont contribué à répondre aux besoins des populations déplacées et aussi aux communautés touchées par l'épidémie de choléra.

En 2021, ACF au Nigeria a étendu ses activités sur de nouvelles zones pour soutenir la préparation et la réponse aux désastres naturels.

ACF a contribué à renforcer la résilience et les moyens de subsistance des populations touchées en apportant une assistance alimentaire en cash et coupons mais aussi en formant les paysans, en soutenant des activités génératrices de revenus. ACF a continué à soutenir et à promouvoir les systèmes de protection sociale pour les plus vulnérables auprès des Etats du Borno, Kano et Jigawa et au niveau féderal. L'ensemble des interventions d'ACF ont dûment considéré les besoins des femmes et des filles en s'attaquant aux tabous qui favorisent l'inégalité.

Le partenariat local avec une ONG locale a permis à ACF de mettre en œuvre des activités SAME et EAH dans des zones qui sont inaccessibles pour nos équipes. Les bénéficiaires, les structures communautaires et les acteurs du gouvernement local ont continué à être intégrés dans la prise de décision afin de favoriser l'appropriation des actions par la communauté et assurer leur durabilité.

Les programmes menés ont dû s'adapter au COVID-19 en promouvant des mesures de contrôle de la prévention des infections au sein des établissements de santé et des communautés soutenues.



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Bangui, Bossangoa, Bouar, Alindao	2006	10 103 987 €	364	317 251

CONTEXTE

La RCA est entrée dans un nouveau cycle de violence entre groupes armés et le gouvernement élu et leurs alliés suite aux élections de décembre 2020. Au pic de la crise, plus de 600,000 nouveaux déplacés internes étaient enregistrés. La crise humanitaire s'est aggravée alors que l'accès humanitaire était bloqué pendant une partie de l'année 2021. Plus de la moitié de la population a besoin d'aide humanitaire.

PROGRAMME

ACF a mis en place des actions multisectorielles pour répondre aux crises concomitantes et complexes que connaît la RCA. Pour répondre aux besoins en termes de santé et de nutrition, l'équipe d'urgence nutritionnelle a été déployée dans plusieurs zones d'interventions (préfectures d'Ouango Gambo et de la Lobaye). Les acteurs de santé locaux ont également été soutenus au travers de différents programmes intégrés tandis que le Centre Hospitalier Pédiatrique de Bangui (CHUPB) a bénéficié d'un appui technique renforcé dans les prises en charges nutritionnelles.

Les conditions de vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons des populations hôtes, déplacées et retournées affectées par les chocs ont pu être améliorées grâce à la mise en place d'un accès durable à l'eau potable et aux services EAH à travers les formations sanitaires (FOSA).

ACF a également soutenu, dans les zones plus stables, des actions d'appui à la réhabilitation d'actifs communautaires, des activités de relance agricoles et de formation professionnelle (Bangui et Ouham).

Compte tenu du niveau de violence auquel la population centrafricaine est confrontée, ACF propose des prises en charge des psycho-traumatismes. Des activités de pratique de soins viennent aussi renforcer prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. La mission RCA continue en outre à répondre à l'augmentation du besoin de protection de la population affectée par les crises.

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Kinshasa, Goma, Mweso, Tshikapa, Bunia	1997	30 195 582 €	315	951 560

CONTEXTE

En RDC, en 2021, près de 19,6 millions de personnes ont souffert d'insécurité alimentaire sévère et aiguë et plus de 3,4 millions d'enfants de moins de cinq ans ont souffert de malnutrition aiguë. L'est de la RDC continue de subir la violence armée laquelle se sont notamment ajoutée en 2021, une éruption volcanique et une épidémie d'Ebola. Dans le reste du pays, la population souffre de l'extrême pauvreté et de la faiblesse des services de base et des infrastructures.

PROGRAMME

Le positionnement stratégique d'ACF en RDC s'articule entre réponse aux urgences humanitaires, amélioration de l'accès des populations aux services de base et lutte contre la malnutrition en s'attaquant à ses causes sous-jacentes.

En 2021, ACF a répondu à de nombreuses urgences: réponse WASH suite à l'éruption du volcan du Nyiragongo; réponses d'urgence multisectorielles (nutrition santé, SMPS, WASH et aide alimentaire d'urgence) pour les populations déplacées et les populations affectées par l'insécurité en Ituri et au Nord Kivu; déploiement des équipes d'urgence nutrition santé dans les zones de santé en urgence nutritionnelle. ACF a aussi élargi son rayon d'action aux activités visant à adresser les besoins en santé mentale des populations affectées par des chocs.

En parallèle ACF a continué ses projets à plus long terme pour améliorer la résilience des communautés par le renforcement de la production agricole et des chaines de valeur et par le renforcement des services de base.

Pour fournir un accès sûr et digne aux services proposés, ACF RDC s'est fortement investi par rapport à l'intégration du genre et de la protection[1]. ACF a également intensifié son engagement en faveur de la prévention des abus sexuels et dans la lutte à la fraude et à la corruption dans le cadre de ses programmes.

1. Projet actuel de soutien aux capacités, financé par SIDA, PIIN

TCHAD

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Kanem, Bahr El Gazel, Hadjer Lamis, Goré, Bagassola, N'Djamena, Lac and Logone Oriental	1982	12 796 759 €	254	484 819

CONTEXTE

L'année 2021 a été marquée par le décès du président Deby et la mise en place d'un Conseil de Transition militaire et par une saison des pluies catastrophiques qui impactera la sécurité alimentaire dans la bande sahélienne en 2022. En 2021, 5,5 millions de personnes ont nécessité une assistance humanitaire et l'insécurité alimentaire touche 4,6 millions de personnes. La malnutrition aigüe sévère s'élève à 2.1% sur l'ensemble du pays.

PROGRAMME

En Nutrition/Santé, ACF continue son appui et le renforcement des structures de santé pour la prise en charge médico nutritionnelle et intégrée des maladies des enfants de moins de 5 ans tout en apportant des soins de santé maternelle néonatale et infantile.

En Sécurité Alimentaire et Moyens d'Existence, ACF a soutenu des activités génératrices de revenus, la mise en place et l'encadrement d'associations villageoise d'épargne et de crédit ainsi que les productions agricoles[1]. Durant la soudure, ACF a apporté une assistance alimentaire en cash ou coupons aux plus vulnérables[2]

En Eau, Assainissement et Hygiène, ACF a intégré l'approche Wash in Nut à tous ses projets nutrition, et distribue un kit WiN (WASH in Nut) aux couples mères-enfants malnutris. ACF maintient son appui RRM[3] pour la réponse en eau, assainissement et hygiène et articles ménagers essentiels aux personnes déplacés internes dans 3 départements de la région du Lac ainsi qu'à N'Djamena.

En Santé Mentale et Pratique de Soins, ACF continue de former des leaders communautaires aux premiers secours psychologiques et des agents de santé pour améliorer la prise en charge et le référencement des personnes souffrant de troubles psychologiques[4].

1. Des distributions d'intrants, un renforcement des capacités des bénéficiaires, la multiplication de semences vivrière et maraichère ainsi que par la reconstitution de cheptel via des distributions de petits ruminants ont été mis en œuvre.
2. Selon la classification IPC en phase 3 et plus.
3. Rapid Response Mecanisum (Mécanisme de réponse rapide)
4. Actions réalisées dans le projet RESILAC

AFRIQUE DE L'OUEST ET AFRIQUE AUSTRALE

Pool SOWAF – 2021

Pandémie Covid-19, conflits, changement climatique, en 2021, les régions d'Afrique de l'Ouest et Australe (SOWAF) ont été marquées par des défis multiples. L'association a connu une forte croissance en 2021 dans la plupart des pays de la région SOWAF, notamment en terme de réponse rapide et est un acteur reconnu en termes de réponse aux besoins des populations les plus vulnérables.

L'enjeu du renforcement des systèmes en place, formels et informels, reste un défi majeur pour la région. Les réponses aux urgences sont accompagnées par des projets de renforcement et de résilience, qui visent à soutenir la société civile et agir sur le long terme. Par exemple, l'enjeu du renforcement des systèmes de santé demeure essentiel, et Action contre la Faim travaille avec les autorités sanitaires notamment à Madagascar, au Liberia, en Côte d'Ivoire et en Sierra Leone. De plus, sur les pays de la région Afrique de l'Ouest et Australe, Action contre la Faim investit fortement dans l'agenda de localisation, avec 29 partenaires nationaux au niveau de la région. Le lien avec les autorités et l'implication de la société civile dans les interventions restent prioritaires dans les pays de la région.

A Madagascar, le Grand Sud a subi la plus forte sécheresse jamais connue depuis 40 ans, conjuguée aux saisons cycloniques provoquant une crise alimentaire de grande ampleur et accentuant des problèmes structurels. En 2021, plus de 500 000 enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition dont plus de 100 000 de malnutrition aiguë sévère. En décembre 2021, 1,6 million de personnes dans le Grand Sud (37% de la population) étaient en phase IPC3 (crise) et plus. Face aux besoins grandissants, Action contre la Faim n'a cessé de jouer un rôle prépondérant dans la réponse d'urgence, malgré les difficultés d'accès dues au Covid. L'association a notamment augmenté le nombre de cliniques mobiles dans le Grand Sud afin de dépister et prendre en charge les formes les plus graves de sous-nutrition dans les zones les plus reculées.

La situation d'insécurité au Mozambique et plus particulièrement dans la province de Cabo Delgado, a donné lieu à la création d'une nouvelle mission. Le pays subit une urgence complexe entraînant une augmentation de 8,2 % du nombre de déplacés pour atteindre un total de près de 800 000 personnes. La réponse d'Action contre la Faim a pris de l'ampleur au niveau opérationnel impliquant un suivi sur le long terme par le pool SoWAF. L'Afrique de l'Ouest connaît sa pire crise alimentaire depuis une décennie, avec 27 millions de personnes qui souffrent de la faim. Le dernier Cadre Harmonisé montre une augmentation importante de l'insécurité alimentaire dans les pays côtiers comme la Sierra Leone. Au Sahel, l'augmentation continue de la violence au Burkina Faso a poussé 1,5 million de personnes à fuir leurs maisons, notamment dans les régions du Nord, Centre-Nord, Est et Sahel. La présence de groupes armés s'intensifie dans le pays impactant de nouvelles régions mais aussi les pays limitrophes comme le Nord de la Côte d'Ivoire, rendant l'accès aux organisations humanitaires de plus en plus difficile.

Cette année, la Mission France a renforcé son expertise et connaissance du terrain en lien avec les associations qu'elle accompagne, augmentant ses interventions à Paris et Marseille et se créant ainsi une réputation et légitimité sur les questions d'accès à l'alimentation, à l'eau et à l'hygiène auprès des partenaires. La Mission France compte 142 partenaires avec lesquels elle travaille en accompagnement direct renforcé, via des formations, avec donations et enquêtes, avec sessions de travail conjointes sur les besoins, et sur des actions de plaidoyer conjointes. Forte des solides relations nouées avec son partenaire principal, la Fondation de l'Armée du Salut, Action contre la Faim a créé le projet Passerelle à Montreuil visant à répondre aux besoins de 200 ménages via la mise en place de transferts monétaires et un accompagnement social adapté. Enfin, les enquêtes menées sur le terrain ont nourri le plaidoyer mené par Action contre la Faim et les associations de terrain sur les questions de dignité d'accueil, de conditions de vie et de respect des droits fondamentaux des personnes sur le territoire français.

BURKINA FASO

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Ouagadougou, Diapaga, Fada, Orodara, Ouahigouya, Bogandé, Dori	2008	19 450 346 €	257	572 746

CONTEXTE

En 2021, le contexte sécuritaire s'est encore dégradé avec 1,7 millions de personnes déplacées internes et plus de 800 attaques et incidents recensés sur l'année. De plus, l'irrégularité des précipitations et l'absence de récoltes a eu un impact majeur sur la production agricole (baisse de 50% dans certaines régions) et l'autosuffisance des ménages. En 2021, 2,9 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire (phase IPC 3 et plus). 25% des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et 9% de malnutrition aiguë sévère.

PROGRAMME

Face au contexte sécuritaire et humanitaire, la mission Burkina Faso s'est focalisée sur la réponse d'urgence en 2021. Les Mécanismes de Réponse Rapide ont connu une expansion et ont permis à la mission de répondre aux besoins urgents des populations déplacées et hôtes en articles essentiels de base, en eau, assainissement et hygiène, en assistance alimentaire, en santé primaire et en santé mentale et soutien psychosocial. En parallèle, la mission intègre aussi des programmes de renforcement de la résilience des populations dans une perspective d'opérationnalisation du nexus Urgence-Développement, axés sur le renforcement des pratiques agricoles et d'élevage des communautés rurales et la gestion des ressources naturelles (projet PADI), l'amélioration des conditions de vie et de la cohésion sociale (projet PROGRESS) ou encore le renforcement des services de santé et de nutrition (projets Confluences et PREPARE). Enfin, le programme RESONUT a permis de mobiliser et influencer les décideurs en appuyant la société civile et le gouvernement à s'attaquer à la sous-nutrition de manière inclusive et sensible au genre.

CÔTE D'IVOIRE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Abidjan, Zuénoula, Ferkéssedougou	2008	2 251 138 €	42	1 827 268

CONTEXTE

En 2021, la situation sécuritaire s'est dégradée dans le nord de la Côte d'Ivoire avec une augmentation des violences liés à des groupes radicaux et de l'expansion de la crise sahélienne, compliquant l'accès aux services sociaux de base. Au niveau national, malgré la reprise de la croissance économique, le fossé entre les populations urbaines et rurales continue à se creuser. La prévalence de la malnutrition chronique s'élève à 21.6%, et le taux de malnutrition aigüe globale est de 10.3%.

PROGRAMME

En 2021, la mission Côte d'Ivoire a œuvré pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition, l'emploi des jeunes, les services de santé et de nutrition de base et la redevabilité des services publics. Le projet ACT-FEMMES a été lancé dans la région du Tchologo (nord) et vise à accroître l'autonomisation des femmes et des adolescentes vulnérables de la région, via des activités de plaidoyer, de redevabilité et de renforcement des services de santé sexuelle et reproductive et materno-infantile. Le projet JEAUB, qui vise la formation des jeunes des quartiers précaires d'Abidjan en agriculture maraichère hors sol, sous abri et avec des intrants biologiques a également porté ces fruits. Les jeunes ont été appuyés pour la création de leur propre site de production, et un fond de garantie a été mis en place pour faciliter leur accès au crédit. Finalement, la mission a lancé l'appli « e-santé jeunes » qui, leur permet d'accéder de manière anonyme et personnalisée à des informations sur la santé sexuelle et reproductive.

LIBERIA

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Monrovia, Nimba	1990	3 989 762 €	37	2 189 280

CONTEXTE

Au Liberia en 2021, 2,4 millions de personnes vivent dans une situation de faim modérée ou sévère. 30 % des enfants âgés de 6 à 59 mois souffrent de la malnutrition chronique et 3 % souffrent de malnutrition aigüe sévère. Le manque de gouvernance, de capacité et de ressources entrave également l'accès à un assainissement durable ; 33,74% de la population rurale a un accès limité ou inexistant à des toilettes.

PROGRAMME

En 2021, la mission a continué à fournir un soutien technique et logistique aux acteurs nationaux et aux communautés ciblés de 11 sur 15 comtés du pays. Plus particulièrement, les équipes soutiennent les autorités sanitaires dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 via le projet BECOL qui a permis une aide matérielle directe et la mise à niveau des infrastructures (incinérateurs, latrines, points d'eau, salles de triage, annexes d'isolation) et protocoles de prévention et contrôle des infections au niveau des centres de santé, la fourniture d'une ambulance, le soutien au dépistage actif et l'engagement des communautés dans la mise en place des mesures barrières. La mission a également poursuivi la mise en œuvre d'un projet multi-sectoriel FORWARD qui vise la réduction durable de la malnutrition chronique en s'attaquant aux principaux facteurs de sous-nutrition. Enfin, la mission continue à soutenir le Scaling Up Nutrition Civil Alliance of Liberia (SUNSCAL), pour surveiller les dépenses du gouvernement en matière de nutrition et d'interventions sensibles à la nutrition. Les résultats sont utilisés pour contribuer au plaidoyer en faveur d'une augmentation du budget consacré à la lutte contre la sous-nutrition dans le pays.

MADAGASCAR

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Antananarivo, Tuléar, Ambovombe	2010	9 187 599 €	324	233 466

CONTEXTE

En 2021, le Grand Sud de Madagascar a enduré une sécheresse record aggravée par des vents de sable qui a entrainé une crise alimentaire et nutritionnelle profonde. En décembre 2021, 37% de la population était en phase IPC 3 (crise) ou pire dans la région. Au niveau national, 9 personnes sur 10 vivent avec moins de 2 dollars par jour. Les taux de mortalité maternelle et d'accès à l'eau potable demeurent parmi les plus faibles au monde[1].

PROGRAMME

En 2021, la mission a eu pour objectif de renforcer ses interventions en sécurité alimentaire, de contribuer à l'amélioration des infrastructures agricoles et hydrauliques, d'assurer la préparation des populations et partenaires aux urgences et de renforcer la voix de la société civile malgache. Dans le Grand Sud, la mission a augmenté sa réponse d'urgence multisectorielle pour faire face à l'ampleur de la crise. Les activités d'urgence incluent 25 équipes mobiles offrant des services de santé et de nutrition aux enfants de moins de 5 ans dans les zones difficiles à atteindre, une aide monétaire aux foyers fragiles pour leur permettre de se procurer de la nourriture, des distributions d'eau via des camions citernes, la réhabilitation de points d'eau et des distributions de semences et outils pour relancer la saison agricole dès l'arrivée des pluies. Dans la capitale, la mission développe une stratégie urbaine qui vise le renforcement du système de santé et l'amélioration de la dignité des populations vulnérables par une offre de services couvrant leurs besoins de base et droits.

1. Madagascar | OCHA (unocha.org)

MOZAMBIQUE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Pemba, Mueda	2021	578 553 €	6	102 920

CONTEXTE

L'année 2021 a vu l'intensification du conflit dans le nord de la Mozambique, avec plus de 750 000 déplacés internes à fin d'année. Les déplacements répétés suite aux attaques ont perturbé les activités agricoles et les moyens de subsistance des communautés. D'autres facteurs, tels que l'insuffisance des infrastructures d'eau et d'assainissement et la fermeture des centres de santé, aggravent également la situation.

PROGRAMME

Suite à la dégradation de la situation dans la province de Cabo Delgado, Action Contre la Faim a rétabli une mission permanente au Mozambique en 2021, et s'est focalisée sur la réponse d'urgence en eau, assainissement et hygiène et en aide alimentaire pour les populations du nord touchées par le conflit. Des distributions mensuelles ont permis de répondre aux besoins alimentaires des populations déplacées et des communautés d'accueil dans le district de Mueda. La distribution en nature a été priorisée en raison des besoins urgents et de la perturbation des marchés existants. Afin de réduire la morbidité et la mortalité associées aux maladies d'origine hydrique chez les personnes déplacées, la mission a également mis en place un projet d'urgence de réponse à une épidémie de choléra en améliorant l'accès à l'eau potable et en soutenant les populations à la mise en place de pratiques d'hygiène adéquates via la distribution de kits d'hygiène et la construction de blocs de toilettes.

SIERRA LEONE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Freetown, Moyamba	1990	1 935 372 €	64	52 791

CONTEXTE

En 2021, la pauvreté a augmenté au Sierra Leone et le pays stagne à la 182ème place sur 189 pays au niveau de l'indice de développement humain. Plus de 75 % de la population vit avec moins de 3,20 $ par jour. En décembre 2021, 1 071 284 personnes étaient en phase IPC 3 (crise) ou plus. Près d'un enfant de moins de cinq ans sur trois souffre de malnutrition chronique.

PROGRAMME

En 2021, la mission Sierra Leone a poursuivi le projet PROSSAN visant à améliorer la santé reproductive et materno-infantile, et a lancé 4 espaces jeunes à Freetown. Pour améliorer l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, des adolescents et des femmes enceintes et allaitantes, la mission met en œuvre un projet qui vise à améliorer les pratiques des communautés et à augmenter les revenus grâce aux groupes de soutien des mères et des pères, à la culture de légumes et aux associations villageoises d'épargne et de crédit. La mission se concentre également sur la prévention et l'adaptation au changement climatique, avec un projet de recherche opérationnelle en coopération avec l'Institut de Recherche Agricole de Sierra Leone (SLARI) sur la gestion durable des terres via un système de culture intercalaire de manioc-arachide, et un projet qui vise à renforcer la résilience des petits exploitants face au climat par la gestion durable des terres, la sensibilisation et l'accès aux informations météorologiques. La mission soutient l'Agence Nationale de Gestion des Désastres (NDMA) pour relancer un outil digital permettant de mieux anticiper les inondations en améliorant la génération de données et en fournissant une analyse des tendances.

ZIMBABWE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Harare	2001	2 867 640 €	19	1 183 587

CONTEXTE

Malgré une amélioration de la sécurité alimentaire des ménages ruraux en 2021, 5,2 million de personnes ont une consomption alimentaire insuffisante. De plus, 23,5% d'enfants en dessous de 5 ans souffrent de la malnutrition chronique. Les restrictions prises pour lutter contre la COVID-19 ont eu un effet négatif sur la situation économique et alimentaire des communautés les plus pauvres.

PROGRAMME

En 2021, la mission Zimbabwe a continué ses interventions en sécurité alimentaire et eau, assainissement et hygiène, favorisant une approche partenariale à travers deux partenaires nationaux – Africa Ahead et Nutrition Action Zimbabwe. La mission met en œuvre une réponse multisectorielle afin de répondre à l'insécurité alimentaire des populations rurales et urbaines consécutive aux effets de la sécheresse prolongée, des restrictions liées à la COVID-19 et de la crise économique prolongée. Les projets mis en œuvre visent une réponse aux besoins immédiats tout en renforçant les systèmes communautaires existants et augmentant l'accès à l'eau potable, la connaissance des pratiques permettant d'améliorer la production agricole, et la résilience aux risques économiques, climatiques et sanitaires. La mission contribue également à la prévention et contrôle des infections dans les centres de santé via la réhabilitation des infrastructures en eau, assainissement et hygiène (puits, stations de lavage des mains, latrines).

MOYEN ORIENT

Au Moyen-Orient, un certain nombre de dynamiques ont marqué l'année 2021. Tout d'abord, la pandémie de COVID-19 a continué de faire des milliers de victimes, de mettre à rude épreuve les ressources de santé publique et d'accroître les taux de pauvreté, de chômage et d'inégalité. Les taux de vaccination et les efforts de réponse à la pandémie ont été très variables dans la région, avec des conditions particulièrement désespérées pour les États totalement ou partiellement défaillants du Yémen, de la Libye et de la Syrie.

En 2021, les combats actifs dans de nombreuses guerres de la région ont diminué. En Syrie, le gouvernement Assad a proclamé sa victoire sur la majeure partie du pays. Dans le cas de la Libye, les acteurs extérieurs ont contribué à forger un accord entre les parties du conflit, amenant le pays au bord d'élections finalement reportées à la fin de l'année. Même au Yémen, les tentatives des puissances extérieures pour amener les parties à la paix se sont intensifiées.

Malgré cette réduction apparente du niveau des combats dans plusieurs de ces conflits, ceux-ci ont persisté pendant une grande partie de l'année 2021, déjouant les tentatives de résolution permanente qui auraient pu soulager les nombreuses personnes vulnérables dans ces pays. Pourquoi cela s'est-il produit ? Bien qu'il existe un certain nombre d'acteurs locaux influents dans chaque pays, un problème plus vaste persiste dans la région : le jeu des acteurs régionaux et internationaux menant leurs guerres de procuration au Moyen-Orient.

Au niveau des pays où nous travaillons, la situation sécuritaire a continué de se compliquer et de se fragmenter, avec un nombre croissant d'acteurs étatiques et non étatiques utilisant des systèmes d'armes toujours plus complexes et plus meurtriers. En particulier, l'utilisation croissante de drones armés qui a débuté avant 2021 s'est poursuivie et accélérée. Alors que la barrière de ces systèmes d'armes autrefois complexes et inaccessibles est toujours plus basse, ils sont désormais déployés par des acteurs non étatiques de manière qui aurait pu être - et pourrait bien être en 2002 - dévastatrice pour la sécurité régionale. Il s'agit notamment des attaques par drones contre les Émirats Arabes Unis perpétrées par les Houthis, ainsi que de la tentative d'assassinat du Premier ministre Irakien à travers les drones lancés par des groupes de miliciens.

Dans une région peu connue pour ses régimes démocratiques, l'année 2021 a également été marquée par un certain nombre d'élections. En Iran, les partisans de la ligne dure ont reconquis tous les centres de pouvoir à Téhéran. Grâce à une disqualification massive de tout candidat authentique, Ibrahim Raisi a remporté une élection qui a connu le plus faible taux de participation depuis l'instauration du système islamiste théocratique en 1979. En Irak, les élections – pourtant considérées comme les plus équitables depuis 2003 - se sont soldées par une impasse sans surprise, sans qu'aucun gouvernement n'ait été formé. En Libye, la mauvaise planification (notamment en raison d'une constitution incomplète) et la crainte de la défaite parmi les candidats ont conduit au report des élections au moins jusqu'à la mi-2022. De manière plus optimiste, l'élection du nouveau gouvernement en Israël a au moins permis de réduire la montée de la colère provoquée par la rhétorique tapageuse du gouvernement précédent. Enfin, alors que l'administration Biden n'avait pas vraiment changé la direction générale de l'engagement américain dans la région depuis l'administration Obama, à savoir celle d'un désengagement progressif, les États-Unis ont adopté une approche généralement plus positive pour traiter des questions spécifiques. Il s'agit notamment des questions liées à l'Iran (par le biais de négociations autour de l'Accord de Vienne sur le nucléaire iranien - c'est-à-dire le régime de sanctions) et aux Houthis (retirés de la liste des terroristes étrangers sur laquelle l'administration Trump les avait fait inscrire).

Enfin, les effets du changement climatique ont été particulièrement sévères cette année au Moyen-Orient. Pour une région déjà sujette à des conditions climatiques chaudes et sèches, les impacts du changement climatique au Moyen-Orient cette année indiquent potentiellement que la région se dirige vers une période remplie de défis environnementaux. La hausse des températures moyennes mondiales a entraîné une augmentation de l'intensité des épisodes de chaleur extrême dans la région, de nombreux pays ayant enregistré des températures quotidiennes non seulement bien supérieures à la moyenne, mais également des records dans certains cas. En outre, la sécheresse, qui est également une caractéristique persistante du Moyen-Orient, s'est aggravée en 2021. L'Irak et l'Iran ont été parmi les régions les plus durement touchées. La diminution des réserves d'eau de surface et d'eau souterraine, associée à des précipitations saisonnières insuffisantes et à une mauvaise gestion des ressources existantes, a menacé la sécurité en eau de ces pays, au point de voir les pénuries provoquer un effondrement des réserves d'eau. Cette situation a déjà des conséquences négatives sur la sécurité alimentaire (pas d'eau pour les cultures), la santé publique et la coopération dans le domaine de l'eau (par exemple, les pays accumulent de l'eau pour la rivière du Tigre, en amont de l'Irak).

L'impact sur la souffrance humaine de tout ce qui précède continue évidemment d'être significatif et croissant. Les médias ont pourtant occulté en 2021 la gravité de la situation, face à la crise en Afghanistan et l'apparition de nouveaux conflits dans des endroits comme l'Ethiopie. Ces situations ont également eu un impact sur le financement des réponses humanitaires dans toute la région, les bailleurs de fonds institutionnels étant de plus en plus contraints de détourner leurs fonds limités vers ces nouvelles urgences. Les Nations Unies, en particulier, se sont empressées de transférer leurs programmes humanitaires aux gouvernements de certains pays comme l'Irak et la Libye - où les gouvernements n'existent pourtant pas vraiment. Les financements pour les produits les plus élémentaires, comme la nourriture et l'eau, dans des pays comme le Yémen continuent de manquer.

Il n'est donc pas surprenant qu'Action contre la Faim continue de fournir de grandes quantités d'aide humanitaire d'urgence dans la région, en particulier au Yémen où les programmes de santé, de nutrition et d'eau / assainissement restent au cœur de notre action. Nous avons élargi notre champ d'action en Irak, dans le sud du pays, où nous travaillons pour renforcer la sécurité alimentaire dans l'une des zones les plus menacées par le déficit en eau. En Jordanie, nous continuons d'innover en offrant des moyens de subsistance et des opportunités économiques aux Jordaniens et aux réfugiés vulnérables, ainsi qu'en fournissant des services de base - surtout l'eau - de la manière la plus efficace possible. Enfin, en Libye, nous commençons à travailler avec les communautés pour les aider à surmonter le traumatisme créé par dix ans de guerre.

LIEUX D'INTERVENTIONS
Erbil, Dohuk, Sinjar, Mossoul, Quayarrah Bagdad, Bassora

DATE DE CRÉATION DE LA MISSION
2013

BUDGET EN €
9 025 213 €

NOMBRE DE SALARIÉS
101 (89 nationals and 12 expats)

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
43 077

IRAK

CONTEXTE

En 2021, 1,8 million de personnes ont besoin d'assistance humanitaire en Irak[1]. La fermeture des camps de réfugiés, a entrainé de nouvelles vagues de déplacements : 4,9 millions de déplacés ont été rapatriés dans des zones dépourvues d'infrastructures et de services de base[2]. Les conflits, les déplacements et le stress hydrique croissant continuent d'exacerber les besoins en santé mentale, en protection, en eau, en hygiène et en assainissement. L'impasse des élections de 2021 et la pandémie de COVID-19 ont plongé le pays dans une paralysie complète, alors même que les opportunités de subsistance et d'emploi restent insuffisantes.

PROGRAMME

Action contre la Faim réhabilite les systèmes d'approvisionnement en eau potable durables et équitables dans les écoles. La mission sensibilise aussi les communautés déplacées et les autorités irakiennes sur les bonnes pratiques d'hygiène et de gestion de l'eau, notamment grâce au développement d'un outil d'analyse des risques de stress hydrique.

ACF soutient l'émergence d'une agriculture résiliente au changement climatique à Ninive et Bassora, grâce à des systèmes durables d'irrigation et de gestion des ressources. La mission renforce aussi les capacités des acteurs locaux en agroécologie à l'aide d'activités génératrices de revenu, de formations et de bourses au démarrage d'activité.

ACF soutient le personnel gouvernemental de santé publique par des formations et des mentorats en santé mentale. La mission contribue à la réintégration sociale des survivants et des anciens combattants via des formations et des sessions de thérapie. Elle appuie aussi les efforts intercommunautaires pour prévenir et régler les conflits.

1. OCHA, HNO 2022 Preliminary PIN and Severity, 23 September 2021
2. https://iraqdtm.iom.int/MasterList#Returns

JORDANIE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Coordination : Amman Programmes : Irbid, Azraq (camp de réfugiés et ville), Madaba	2012	3 843 550 €	68 (64 nationaux et 4 internationaux)	36 830

CONTEXTE

La Jordanie accueille près de 760 000 réfugiés dont 673 000 réfugiés Syriens. 80% d'entre eux sont en situation d'insécurité alimentaire, tandis que 93 % des ménages réfugiés vivent sous le seuil de pauvreté[1]. Les conséquences socio-économiques dévastatrices de la pandémie de Covid-19 ont exacerbé les vulnérabilités des réfugiés et des communautés d'accueil vulnérables. Alors que la crise climatique aggrave les risques de stress hydrique et de sécheresse, le gouvernement peine à fournir les services et infrastructures nécessaires pour répondre aux besoins de santé mentale, d'emploi, de subsistance et d'accès à l'eau, l'hygiène et l'assainissement.

PROGRAMME

Pour renforcer l'autonomie des populations vulnérables, Action contre la Faim propose des formations professionnelles et entrepreneuriales, ainsi que des activités génératrices de revenu. La mission appuie aussi la résilience économique face au stress hydrique et la dégradation des sols grâce aux pratiques agricoles durables, telles que le compost.

En appui aux populations affectées par les troubles de santé mentale, la mission renforce les capacités du personnel public à l'aide du programme MhGAP. Elle travaille en collaboration avec les acteurs locaux pour identifier les personnes vulnérables et leur proposer un accompagnement thérapeutique.

Action contre la Faim appuie le raccordement des ménages vulnérables aux réseaux d'eau publics. La mission contribue également à l'appropriation des bonnes pratiques d'hygiène et des techniques durables de gestion de l'eau. Pour renforcer les capacités des acteurs régionaux, elle coopère avec l'Université Germanique de Jordanie pour le lancement du Master « Eau, Hygiène et Assainissement » à Madaba.

1. WFP Jordan, 2022, Country Brief, Reliefweb.

LIBYE

LIEUX D'INTERVENTIONS	DATE DE CRÉATION DE LA MISSION	BUDGET EN €	NOMBRE DE SALARIÉS	NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES
Tripoli, Sabha, Derna	2020	854 297 €	6 staff member (including 4 nationals and 2 internationals)	8 123

CONTEXTE

Après plus d'une décennie d'hostilités et de guerre civile, la situation sécuritaire et politique en Libye reste instable. Le conflit armé, l'effondrement des revenus pétroliers, la crise de liquidités, l'interruption des services de base et les conséquences de la pandémie de COVID-19 ont gravement détérioré la situation socioéconomique déjà précaire du pays. En 2021, 1,3 million de personnes nécessitent une forme d'assistance, dont 451 000 ont besoin d'une aide humanitaire pour répondre à leurs besoins fondamentaux en matière sécurité alimentaire et de santé, ainsi que d'accès à l'eau, à l'hygiène et à l'assainissement[1].

PROGRAMME

Action contre la Faim a procédé à l'évaluation des besoins en eau, hygiène et assainissement des populations vulnérables et à la cartographie des acteurs présents. Pour appuyer les professionnels du secteur privé et public, la mission propose des formations et contribue à la création de mécanismes de coordination. Face à la pandémie de Covid-19, ACF participe à la protection des personnes vulnérables à travers une sensibilisation sur les risques de contamination et la distribution de kits de protection.

Pour renforcer l'accès et la qualité des soins de santé mentale, Action contre la Faim forme le personnel de santé sur les pratiques de soins psychologiques, sur l'identification des personnes vulnérables et sur leur référencement vers une prise en charge adaptée.

En 2021, la mission a lancé un programme avec CARE Deutschland pour soutenir la résilience et l'accès des communautés rurales vulnérables aux soins de santé primaire, sexuelle, reproductive, maternelle et infantile.

1. Libya Humanitarian Response Plan, 2021.

YEMEN

LIEUX D'INTERVENTIONS

Sud: Base : Aden,
Sous-base : Al Kwahkhah
Nord : Representation office : Sana'a,
Base : Hodeidah. Programme
localisation : Nord : Partie nord
du gouvernorat d' Hodeidah & Abs
Sud : gouvernorat d'Abyan,
Lahj & partie sud du gouvernorat
d'Hodeidah

DATE DE CRÉATION DE LA MISSION

2012

BUDGET EN €

8 636 300 €

NOMBRE DE SALARIÉS

122
staff national :114
staff international : 8

NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES

455 528

CONTEXTE

Le Yémen reste la plus grande crise humanitaire au monde : 20,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire alors que la situation continue de s'aggraver dans tout le pays. Le conflit a exacerbé les vulnérabilités de la population, paralysant les systèmes de santé et entraînant l'effondrement des activités économiques. De ce fait, 2,25 millions de cas d'enfants de moins de cinq ans et un million de femmes enceintes et allaitantes sont malnutris. Alors que la prévalence de la malnutrition continue d'augmenter, la dépendance à l'aide humanitaire reste élevée.

PROGRAMME

Action contre la Faim œuvre pour améliorer la santé et l'état nutritionnel des populations vulnérables en renforçant l'accès et la qualité des services de santé primaire et de nutrition dans les centres de santé. La mission fournit également un soutien psychosocial et en santé mentale auprès établissements de santé pour améliorer l'identification, l'orientation et l'accès des personnes vulnérables aux soins appropriés.

Pour améliorer la sécurité alimentaire et la résilience des communautés, ACF fournit une aide en espèces et en coupons. Cette approche permet aux ménages vulnérables de subvenir à leurs besoins de base tout en développant des moyens de subsistance alternatifs et durables. La mission contribue également à garantir l'accès à l'eau potable et aux installations sanitaires dans les établissements de santé et les communautés vulnérables, grâce à la réhabilitation d'infrastructures sanitaires et des systèmes de gestion des déchets médicaux, ainsi que par la construction de source d'eau communautaires.

DÉPARTEMENT EXPERTISE & PLAIDOYER (DEP)

Pascal REVAULT, Directeur Expertise et Plaidoyer

Cette seconde année de pandémie de la COVID-19 a vu la poursuite de la documentation de ses conséquences sur les programmes de lutte contre la sous-nutrition, ainsi que la consolidation de la coordination du groupe de pilotage d'ACF avec l'équipe des urgences aux opérations. En particulier, un positionnement sur la vaccination a été diffusé dès janvier 2021 et ACF s'est engagé pour un accès aux vaccins des pays les plus vulnérables, sans limiter cet accès aux seuls pays à indice de développement élevés. L'ensemble des outils de réponse à la pandémie a été adapté en fonction des dernières preuves scientifiques et des variants du virus SARS-CoV2 tout au long de l'année 2021.

La contribution des trois pôles du département expertise et plaidoyer aux activités de l'association en en 2021, présentée ci-dessous, a été complétée cette année par la restructuration du suivi, évaluation, redevabilité et capitalisation/apprentissage (MEAL : monitoring, evaluation, accountability and learning). Le MEAL s'est focalisé cette année sur l'élaboration au niveau international des indicateurs de suivi du troisième plan d'ACF 2021-2025 et la mise en place de la plateforme de recueil des données.

1. LE PÔLE EXPERTISE REGROUPE LES QUATRE SECTEURS SUIVANTS : NUTRITION ET SANTÉ, SANTÉ MENTALE ET PRATIQUES DE SOIN, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE, EAU, ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE.

Les secteurs techniques d'ACF ont fournis les éléments de stratégie au niveau international dans le cadre du troisième plan stratégique 2021-25[1]. Trois axes ont guidé ces stratégies : l'intégration des services au sein des réponses nationales, la collaboration avec les autres secteurs d'intervention d'ACF, en particulier autour de la sécurité nutritionnelle, et les partenariats locaux.

Concernant ce dernier axe, ACF a mené une stratégie d'apprentissage d'un projet ambitieux pluriannuel (2020-2025) et multipays (Bangladesh, Sud Soudan, Ethiopie, Burkina Faso, Ouganda) d'inclusion des communautés dans la définition des programmes de plaidoyer locaux, nationaux et internationaux. Il s'agit du projet Right 2 Grow (« le droit de se développer-s'épanouir » – Getting to Zero Undernutrition (« vers zéro sous-nutrition »). Une méthodologie de recherche communautaire innovante, co-construite et portée par un représentant communautaire, un chercheur et un expert en plaidoyer issus de la société civile et au niveau local, en est le pilier. Ce projet a en particulier bénéficié de l'expertise en genre et protection du département à travers des formations au diagnostic des enjeux de genre.

DANS LE DOMAINE DE LA NUTRITION ET SANTÉ :

Un positionnement sur les évolutions de la prise en charge de la malnutrition aigüe a été développé et validé par le réseau ACF international. Ce document permet de montrer la capacité du réseau à défendre une position commune sur des questions, aujourd'hui largement débattues au niveau global comme dans les pays d'intervention d'ACF.

ACF est également mobilisé dans la mise à jour des guidelines de l'OMS sur la malnutrition aigüe. Ce guide attendu pour septembre 2022 aura une résonnance très forte dans la réponse en matière de malnutrition aiguë.

1. Référence pour chacun des trois secteurs : https://www.actioncontrelafaim.org/publication/strategie-eau-hygiene-et-assainissement-2021-2025/ ; FSL 2025 priorities.pdf ; 2021_ACF IN_Strategie_Nutrition Sante 2021 2025_FR.pdf

Le manuel technique et outils sur la **qualité des intrants nutritionnels et aliments** est désormais terminé. Il s'agit désormais de préparer des formations pour s'assurer de l'appropriation des outils. Une politique assurance qualité a également été finalisée en fin d'année et sera diffusée début 2022.

Dans le cadre du groupe santé, co-piloté par les opérations et le service nutrition et santé, le service nutrition et santé poursuit **l'amélioration de l'approvisionnement en médicaments** de qualité sur le terrain avec le département logistique. C'est aujourd'hui un enjeu fort pour répondre de façon appropriée aux besoins des missions et pouvoir mettre en œuvre des programmes en santé et nutrition de qualité. De la même manière, avec l'appui des RH et d'un mécénat de compétences sur un projet de gestion prévisionnel des emplois et compétences, **l'identification des compétences en santé à renforcer pour les équipes d'ACF** permet l'évolutions du secteur en santé (changement de profil, création de nouveau poste, clarification des compétences attendues).

Enfin, la première formation technique santé et nutrition (SPEC) virtuelle a été réalisée en octobre. 35 participants de 9 pays francophones ont pu y participer. Les retours des participants sont très positifs. D'autres formation, en anglais, et en format virtuel, suivront. Le département a pu développer de nombreuses formation e-learning également.

ACF a par ailleurs intégré en 2021 le comité des partenaires stratégiques de l'initiative Une seule santé soutenable (« one sustainable health »)[2] et contribue aux différents groupes de travail qui rendront leurs recommandations appliquées en mars 2023, en cohérence avec la lettre d'engagement pour le climat signée en 2020[3] et la finalisation de la politique environnement et climat validée en 2021 par le réseau international ACF.

DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ MENTALE ET DU SOUTIEN PSYCHO-SOCIAL :

L'intérêt de la **thérapie de groupe basée sur une approche cognitive pour soulager les psychotraumatismes** (protocole G-TEP : Groupe Traumatic Episode Protocol adapté de l'EMDR : Eye Mouvement Desensitization and Reprocessing) a été souligné de façon pionnière dans une publication par ACF concernant la RDC[4]. Une formation au Burkina Faso auprès de 26 staffs, parmi lesquels des responsables de programme et des travailleurs psychosociaux. Ce travail devrait permettre de déployer le protocole dans les différentes zones d'intervention.

ACF était présent au Sommet Mondial de la Santé Mentale qui s'est tenu à Paris organisé par le ministère de la Santé,

2. https://www.onesustainablehealth.org/fr/les-partenaires/comite-des-partenaires-strategiques-osh-forum
3. https://www.actioncontrelafaim.org/presse/declaration-dengagement-des-organisations-humanitaires-sur-le-climat/
4. https://www.interventionjournal.org/article.asp?issn=1571-8883;year=2021;volume=19;issue=1;spage=91;epage=100;aulast=Dozio

autour du 10 octobre, journée mondiale de la santé mentale. A cette occasion, ACF a présenté ses approches : https://www.actioncontrelafaim.org/a-la-une/quel-lien-entre-sante-mentale-et-faim/. Ce troisième Sommet, avec pour sujet en 2021 les droits en santé mentale, réunit les directeurs des grandes agences des Nations Unies (dont : OMS, UNICEF, Secrétaire Général des Nations Unies), gouvernements, politiques afin de porter la santé mentale à l'agenda politique international :

https://solidarites-sante.gouv.fr/actualites/actualites-du-ministere/article/compte-rendu-du-sommet-mondial-de-la-sante-mentale-des-5-et-6-octobre-2021.

ACF a également participé au Forum annuel en Santé Mentale de l'OMS qui permet aux partenaires travaillant sur la santé mentale d'échanger pratiques et idées. La pandémie du COVID 19 et ses conséquences socio-économiques ont mis en lumière la visibilité et la priorité de la santé mentale tout en soulignant le manque de services disponibles. A cet égard, l'Assemblée mondiale de la santé a exhorté les États membres à mettre en place et à renforcer des services complets de santé mentale et de soutien psychosocial dans le cadre de la couverture sanitaire universelle. ACF y contribue à travers son appui aux gouvernements sur le terrain, sa contribution dans le développement des approches et des standards internationaux et son plaidoyer pour la couverture universelle de santé.

A ce titre, deux chapitres ont été rédigés par ACF dans le livre sur les 1000 jours autour de la naissance, l'un sur les bébés dans la guerre et l'autre sur les bébés et la sous-nutrition. ACF a ensuite participé au colloque présentant le livre https://www.institut-double-helice.fr/video-colloque-en-ligne.php. Le modèle des Espaces- Amis des bébés a été présenté par ACF aux journées annuelles de l'Alliance for Child Protection in Humanitarian Action https://alliancecpha.org/fr. La thématique cette année portait sur la prévention primaire en protection de l'enfance, ce qui correspond à de nombreux projets menés par ACF et qui allient prise en charge des très jeunes enfants et des parents afin d'améliorer la protection de l'enfance et de soutenir le développement et la croissance des jeunes enfants.

Par ailleurs en 2021, le service santé mentale, soutien psychosocial s'est investi dans la protection à travers le projet PIIN (*protection integrated in nutrition* : « intégration de la protection dans la nutrition ») ; il a permis au Burkina Faso et en Côte d'Ivoire de construire et de mettre en place des outils diagnostics pour l'intégration de la protection dans les activités de nutrition. En 2022, d'autres pays seront concernés de façon à tester la mise à l'échelle.

DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DES MOYENS D'EXISTENCE :

ACF intervient dans les zones urbaines et périurbaines des pays à revenu faible ou intermédiaire, dans des contextes de réhabilitation et/ou de développement qui sont propices à la mise en œuvre de projets visant à **renforcer l'employabilité des personnes vulnérables.** L'objectif de ces projets est de prévenir et de lutter contre l'exclusion sociale, par l'emploi salarié ou le travail indépendant. Ils s'adressent principalement aux personnes qui rencontrent des difficultés (notamment psychosociales) à intégrer le marché du travail telles que les jeunes, femmes, réfugié.es, déplacé.es internes, personnes en situation de handicap, souvent marginalisées et/ou discriminées. ACF définit l'employabilité comme l'ensemble des « compétences et qualifications transférables qui renforcent la capacité des personnes à tirer parti des possibilités d'éducation et de formation qui leur sont offertes afin de trouver ou de conserver un emploi décent ». L'approche d'ACF favorise l'intégration entre sécurité alimentaire et les moyens d'existence (SAME) et la santé mentale et le soutien psychosocial (SMSP), englobant le renforcement de compétences psychosociales, la formation professionnelle, le tutorat, le recours à l'apprentissage, et le soutien à la création d'entreprises.

Afin de soutenir le développement de l'approche, en tirant parti de l'expérience des cinq dernières années au Moyen-Orient et plus particulièrement en Irak, le département de la SAME a développé un manuel opérationnel qui donne des conseils pratiques, sur le mode opératoire à observer, et s'accompagne d'une boîte à outils, afin d'accompagner les équipes sur le terrain et au siège dans le développement de ce genre de projets.

D'autre part, l'un des plus grands défis pour l'agriculture demeure sa capacité à assurer une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, dans un contexte de rareté des ressources naturelles, aggravées par les crises climatiques; c'est le cas en Sierra Leone où le changement climatique amplifie les menaces sur la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables, en particulier des petits producteurs auprès desquels ACF intervient. Pour lutter contre la faim et apporter des réponses aux changements climatiques, ACF Sierra Leone a développé en 2021 deux projets opérationnels innovants.

Les deux projets visent à :

1) renforcer la résilience des petits exploitants agricoles face au changement climatique par **une gestion durable des terres en mettant l'accent sur la pratique agro écologique d'associations des cultures ;**

2) **améliorer la technologie du système d'information d'alerte précoce et l'accès aux données météorologiques par les petits exploitants.**

Ces projets qui sont en cours de mise en œuvre mobilisent des partenaires et des acteurs locaux, impliquant un partenaire scientifique local, des groupements de producteurs ainsi que les services de conseil agricole et de l'agence météorologique de la Sierra Leone. Les résultats attendus par ces projets sont l'amélioration des connaissances et des capacités des agriculteurs et des services agricoles en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique et au recours accru aux pratiques agricoles résilientes au changement climatique et à même d'améliorer la fertilité des sols, le rendement des cultures et la réduction des émissions de GES (gaz à effet de serre). La contribution aux objectifs de la Sierra Leone eu égard à l'inscription des projets dans le mécanisme Nationally Determined Contribution (NDC, ou contributions déterminées au niveau national : CDN), s'inscrit plus largement dans les efforts déployés par chaque pays pour réduire ses émissions nationales et s'adapter aux effets du changement climatique, tel qu'acté dans les accords de Paris pour le climat en 2015.

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE :

Le secteur *Eau, assainissement et hygiène* « WaSH » a activement préparé le **Forum Mondial de l'Eau**[5] qui s'est tenu à Dakar en mars 2022, avec une délégation d'ACF Paris, le bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et Centrale, ACF Sénégal, ACF RCA, ACF Madagascar et ACF Cameroun ainsi que, pour la première fois, des partenaires locaux. ACF a organisé ou participé à une dizaine de séances, en particulier une séance thématique sur l'intégration des secteurs WaSH et nutrition, plusieurs séances sur la prise de décision de la société civile, et la réponse et coordination humanitaire.

5. https://www.worldwaterforum.org/fr

ACF contribue d'ailleurs directement à cette coordination au niveau mondial à travers la gestion et le suivi de l'équipe de soutien terrain (FST : « field support team ») avec l'UNICEF (dont un consortium assure le pilotage - outre ACF et l'UNICEF : Oxfam, Norwegian Church Aid, iMMAP et REACH). En 2021, les experts FST ont été déployés 20 fois pour aider à **coordonner la réponse humanitaire WaSH** face aux crises en Mozambique, Ethiopie, Haïti, Syrie, Chad ou encore en Ukraine, et 28 pays ont bénéficié d'un support à distance, ce qui représente au total plus de 1700 jours de support aux mécanismes de coordination nationaux.

En juin, le service a publié la note opérationnelle **WaSH et Nutrition,** en se basant sur les dernières preuves et recommandations du secteur, en listant les activités WaSH qui doivent être intégrées aux programmes de prévention et de traitement de la sous-nutrition. Cette note a été suivi en juillet par la publication de la note de synthèse R4ACT, résumant les évidences de l'impact de l'eau, l'assainissement et l'hygiène sur la malnutrition aigüe.

Le secteur continue à prendre en compte les effets de la **crise climatique à travers des projets d'alerte précoce** comme le projet Hydronut à Madagascar, ou en développant un outil de prédiction des sécheresses en Iraq. Ces projets mettent en avant la pertinence d'un indicateur composite (associant le niveau des nappes phréatiques, pluviométrie et évaporation, couverture végétale, incidence de maladies chez l'enfant) et d'une plateforme d'acteurs nationaux pour apprécier le risque de sécheresse ou d'insécurité alimentaire et anticiper les réponses à mettre en œuvre. Une dizaine de pays se sont déjà servis de l'outil Nexus Environmental Assessment Tool (NEAT+ : « outil d'évaluation du risque environnemental ») afin d'examiner les risques environnementaux et développer des activités de mitigation.

Au cours de l'année 2021 le service a continué ses partenariats avec différents **instituts d'enseignements** (l'Université 2IE à Burkina Faso et Bioforce) en donnant des formations sur l'assainissement en urgence, la coordination humanitaire, et WaSH et santé publique. La gestion directe du Master WaSH Humanitaire en Jordanie a été définitivement transféré à la German Jordanian University.

En octobre, le service a produit une note à l'attention de la Présidence slovène de l'Union Européenne, pour influencer les Conclusions du Conseil à la fin de l'année ; elle comporte 12 recommandations et elle est corroborée par 5 études de cas. Cette note a été rédigée en étroite collaboration avec ACF Espagne et le bureau d'ACF à Bruxelles. ACF a également présenté un cas d'étude (Mozambique) lors d'une séance sur les liens entre le climat et l'eau à la COP26, et a participé à une conférence internationale qui s'est tenue à Bruxelles en novembre - pour présenter la réponse au choléra au Nigeria et différentes études sur des aspects de gouvernance WaSH et Santé.

Le Service a aussi organisé une formation sur un outil de géolocalisation et de collecte de données sur les infrastructures WASH, qui s'appelle mWater, à l'attention de tous les conseillers WASH du réseau. Cet outil sera déployé systématiquement à partir de 2022.

2) LE PÔLE PLAIDOYER.

L'unité **crise climatique et transformation des systèmes alimentaires** d'ACF a publié avec ses partenaires le rapport Une Recette à la française – Une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie. Ce rapport qui analyse 10 ans de soutiens financiers internationaux de la France en matière d'agriculture met en lumière le manque de cohérence de la France entre son soutien politique de l'agroécologie et la réalité de l'orientation de ces soutiens financiers vers l'agro-industrie. Dans la même lignée, le service plaidoyer, en lien avec le service communication, s'est largement mobilisée autour du sommet sur les systèmes alimentaires qui s'est tenu à New York en septembre 2021 (avec un pré-sommet en juillet 2021) pour dénoncer le poids des entreprises et des intérêts privés dans ce sommet, face au manque d'inclusion des sociétés civiles, et notamment des représentations paysannes, qui doivent pourtant être au cœur d'une transformation durable et juste de nos systèmes alimentaires pour une alimentation plus diversifiée, locales, saine et nutritive.

En lien avec les enjeux d'inclusion et d'évolution des systèmes de gouvernance pour plus de participation et représentation des sociétés civiles face à des Etats qui doivent être redevables devant leurs citoyens de leurs politiques publiques, l'unité **société civile** a achevé une cartographie des efforts d'engagement avec la société civile des principaux bailleurs dans le but de dresser un état des lieux des stratégies, budgets et programmes de gouvernance, et d'orienter le positionnement des missions et des partenaires d'ACF-France. Il propose des recommandations à destination d'ACF - pour guider notre recherche de fonds et appuyer notre plaidoyer envers nos bailleurs ; ainsi qu'à destination des bailleurs eux-mêmes, - pour un soutien renforcé à la société civile passant par la co-construction et la participation des acteurs de la société civile à tous les niveaux.

A noter que le sommet 2021 "nutrition pour la croissance" (N4G), organisé tous les 4 ans s'est tenu les 7 et 8 décembre dernier au Japon. Réunissant plus 156 parties prenantes (gouvernements, organisations internationales, entreprises du secteur privé, organisations de la société civile, institutions universitaires) pour des engagements politiques et financiers forts dans la lutte contre la malnutrition, ce sommet a constitué une mobilisation majeure des équipes plaidoyer tant sur le terrain qu'à l'échelle du réseau international et du siège, notamment du bureau européen d'ACF. On peut en particulier se féliciter du renouvellement de l'engagement financier de l'UE (plus de 27 milliards de dollars promis) et de l'annonce par la France d'accueillir le prochain N4G en 2024.

L'unité **droits et services essentiels** a développé son expertise et les positionnements de l'organisation en lien avec l'axe « justice sociale » et « justice de genre » tout au long de l'année 2021 : via des alliances avec des alliés clés à l'international sur le genre et la protection sociale (en particulier avec la Coalition Génération Féministe, Global Coalition for Social Protection Floors) et via la rédaction et la diffusion de 2 notes de positionnement - l'une sur la protection sociale universelle et l'autre sur l'autonomisation économique des femmes - à partir de la consolidation de données terrain ACF sur l'impact sur la sous-nutrition de la surcharge de travail domestique non rémunéré des femmes. Ces positionnements et recommandations continuent d'être portés, tant à l'échelle nationale, que globale, afin notamment que soit reconnu, allégé et rémunéré la charge du travail domestique des femmes.

Dans le cadre des débats parlementaires sur la loi d'orientation et de programmation sur le développement, la solidarité et la lutte contre les inégalités mondiales (LOP-DSLIM) voté en août 2021, un ensemble d'actions de plaidoyer ont été mené pour veiller à ce que l'Aide Publique au Développement française augmente en quantité et qualité, notamment en ciblant davantage les services sociaux de base. La lutte contre l'insécurité alimentaire et la malnutrition y est nommément inscrite comme un des objectifs premiers de l'Aide Publique au Développement française. Par ailleurs, dans le cadre de cette loi et tout au long de l'année, la mobilisation a été continue avec nos partenaires ONG contre les directives françaises de criblage des bénéficiaires finaux de l'action humanitaire, qui sont en opposition avec les principes humanitaires de non-discrimination et d'indépendance. ACF s'est donc porté en justice devant le Conseil d'Etat au début de l'année 2022. Si elles étaient consolidées, ces directives risqueraient plus globalement de remettre en cause le secret professionnel à moyen terme, comme de rendre le continuum des actions entre urgence et développement beaucoup plus complexes à mener, y compris en termes de sécurité pour les équipes de terrain. De nombreux rendez-vous de haut niveau, de réunions inter-ONG pour assurer une position unifiée, de courriers ont été faits.

L'unité **faim & conflits** s'est quant à elle mobilisé tout au long de l'année à l'échelle globale et sur des crises spécifiques afin de préserver un espace humanitaire facilitant l'accès à l'aide pour toutes les personnes et mieux protéger les populations civiles dans les conflits face aux violations ayant un impact sur leur sécurité alimentaire et nutritionnelle. Les impacts de la lutte contre le terrorisme sur l'action humanitaire et la protection des populations ont été particulièrement soulignés par ACF. Cette mobilisation est notamment passée par des participations et prises de parole à des discussions autour ou au sein du Conseil de sécurité, et à travers des mobilisations spécifiques sur les crises au Yémen, en Centrafrique, au Nigéria, en Afghanistan et plus largement concernant la région sahélienne.

3) LE PÔLE RECHERCHE ET ANALYSES.

La lutte contre la malnutrition est un combat d'envergure au niveau global, qui nécessite de proposer des solutions innovantes, adaptées et utilisées à une échelle locale. Le service Recherche & Analyses coordonne les activités de recherche, analyses et apprentissages dont l'objectif global est d'améliorer la qualité des interventions humanitaires. En 2021, le service Recherche & Analyses a œuvré selon trois axes complémentaires :

1) **Etre en capacité de favoriser l'inclusion des communautés** au plus tôt dans la construction et la conduite des programmes humanitaires et de recherche visant à lutter contre la malnutrition ;
2) **apprendre des savoirs locaux et de nos pratiques** pour mieux orienter nos actions ;
3) **proposer des recherches et des analyses pertinentes,** répondant aux questionnements concrets des acteurs et des communautés œuvrant sur nos terrains d'intervention, permettant de produire des résultats valides scientifiquement, utiles, éclairants, pratiques et utilisables.

Concernant les deux premiers axes, en 2021, le service recherche et analyses a investi dans des actions de renforcement de capacités (actions de «coaching»/conseils à distance, de formations) auprès de groupes d'acteurs agissant pour ou en partenariat avec ACF afin de familiariser ces acteurs avec l'utilisation de méthodologies qualitatives. Les méthodologies qualitatives sont des méthodologies de collectes et d'analyses de données visant à mieux appréhender les expériences et perceptions personnelles ainsi que les phénomènes sociaux autour, dans le cas d'ACF, de la malnutrition.

Les acteurs sensibilisés et formés à cette méthodologie sont des acteurs « internes » (équipes eau, assainissement et hygiène, suivi, évaluation, redevabilité et capitalisation, équipes opérationnelles d'ACF œuvrant sur le terrain), mais également des acteurs « externes » collaborant avec ACF. (Ecole de Santé Publique de Kinshasa (RDC), chercheurs affiliés de Pronanut en RDC, formation à distance des collaborateurs centrafricains à l'application de la LINKNCA : méthode d'analyse des causes de la sous-nutrition associant données quantitatives et qualitatives : « *linking nutritionnal causal analysis* »). Un soutien méthodologique a été apporté aux opérations d'ACF sur les pays d'intervention suivants : Myanmar, Lybie, Tchad, RDC, études de coût-efficacité au Sénégal, étude de terrain sur l'acceptabilité de la dose réduite d'aliment thérapeutique prêt à l'emploi (ATPE) à Muji Bay en RDC.

En 2021, le service a coordonné la mise à jour de la méthodologie de la LINK NCA et réalisé des analyses des données issues des LINK NCA afin d'éclairer des études concernant le travail non rémunéré des femmes (travail mené conjointement avec la direction déléguée du plaidoyer), l'analyse des recommandations communautaires issues des études de LINK NCA menées sur le terrain, le travail de valorisation de la restitution des résultats de la recherche « MAM 'OUT », qui visait à transférer de l'argent en vue de prévenir la malnutrition aiguë dans la région de la Tapoa au Burkina Faso, auprès des communautés. Ces analyses ont notamment donné lieu à deux rapports : l'analyses des recommandations communautaires issues des LINKNCAs et celui rédigé conjointement avec la direction déléguée du plaidoyer sur le travail non rémunéré des femmes (voir *supra* en termes de plaidoyer). Des investigations quantitatives ont par ailleurs été menées en parallèle pour caractériser des facteurs de risques de la malnutrition et de la diarrhée communs ou divergents auprès des communautés à Madagascar, sur la base des études de LINKNCA.

Le service a animé et coordonné l'ensemble des recherches et analyses menées par les différents services de la DEP ; il a également directement mené des activités de recherche et analyses transversales en 2021 et en particulier :

- **la mise en œuvre de l'essai clinique TISA** en 2021 et contribué à l'obtention des fonds supplémentaires pour faciliter la poursuite nécessaire du projet face aux aléas opérationnels (COVID, changements de protocoles nationaux qui ont nécessité de prolonger la durée d'inclusion des enfants dans l'étude etc.) ;

- **la mise en œuvre du projet HYDRONUT** et contribué à l'obtention des fonds supplémentaires pour faciliter la poursuite nécessaire du projet lié à une demande d'analyses scientifiques supplémentaires de données : en lien avec l'Institut et Observatoire de Géophysique d'Antananarivo et les partenaires scientifiques de l'université de Montpellier et de la Sorbonne. Des résultats préliminaires ont été obtenus en décembre 2021. Le projet a été présenté aux fora suivants :

  - UCB Symposium 2021. Joint presentation with the Millennium Water Alliance, Helvetas and Care. WASH systems innovations, strengthening resilience to climate change – Mars 2021
  - Emergency Environmental Health Forum 2021 – Mai 2021
  - Atelier Médecins Sans Frontières "Nutrition Insecurity & Planetary Health – Examples of predictive tools" – Décembre 2021.

Le service Recherche & Analyse a également conduit des analyses de coût-efficacité en 2021, outre au sein du projet TISA, celle effectuée sur le projet MANGO, au travers d'une publication scientifique en 2021[6]. Le montage en collaboration avec l'INSERM et le CERDI d'une thèse scientifique sur un projet intitulé « SAM Cost » (coût de la malnutrition aiguë sévère : « *severe acute malnutrition cost* ») et a obtenu deux bourses de recherche à l'Université 393 Pierre Saint Louis de Santé Publique et à L'Ecole des Hautes Etudes en santé publique.

Le service a également coordonné la participation d'ACF International au Projet IRD – ACF – CIRAD à Madagascar sur des enjeux de valorisation agricole et environnementale. ACF France a contribué en particulier au support en méthodologies quantitatives (gestion des données).

L'amélioration de la prise en charge psycho-sociale des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère dans des situations humanitaires a été documentée.[7] et[8]

Enfin, l'impact des mesures d'eau potable, d'assainisement et d'hygiène sur les enfants touchés par la malnutrition sévère a été documenté.[9]

Des communications orales ont été réalisées dans des conférences internationales en 2021.

Lors de la Conférence d'Action against hunger international (AAH) R4NUT (Research for nutrition : » Recherche pour la nutrition ») :

- *Prevalence of diarrhoea and associated risk factors among children under five years with and without malnutrition in Haiti, Burkina Faso and Madagascar* présenté par Laure Ngabirano
- *Communicating and discussing the MAM'OUT research results with research participants: an innovative mechanism in a humanitarian context* présenté par Carine Magen Fabregat
- *Evaluation of the treatment cost of children with complicated severe acute malnutrition in Senegal* présenté par Bibata Wassonguema
- *The effect of water, sanitation, and hygiene interventions on relapse after severe acute malnutrition in low- and middle-income countries: a systematic review* le sujet de stage de Clara MacLeod en master en santé publique pour le development à la London School of Hygiene and Tropical Medicine en collaboration avec ACF

Lors du Forum de la santé environnementale et de l'urgence : Emergency & Environmental Health Forum (EEHF) 2021 :

- WASH interventions and the prevention and treatment of childhood acute malnutrition: a systematic review par Alan Patlan
- Linking hydro-climatic and health indicators to improve the early warning system in Southern Madagascar par Alan Patlan
- Prevalence of diarrhoea and associated risk factors among children under five years of age in Haiti, Burkina Faso and Madagascar par Ali M. Nassur and Laure Ngabirano
- What research designs and methods can be used for research in humanitarian crises? The example of the TISA project. WASH research in humanitarian crises: a research capacity development workshop at the Emergency Environmental Health Forum.

---

6. D.S. N'Diaye, B. Wassonguema, V. Nikiema, S. Kangas C. Salpeteur, *Economic evaluation of a reduced dosage of ready-to-use therapeutic foods to treat uncomplicated severe acute malnourished children aged 6-59 months in Burkina Faso.* **Matern Child Nutr.**2021 e13118. https://doi.org/10.1111/mcn.1311812
7. D.S. N'Diaye, C. Salpeteur, C Bizouerne, K. Le Roch: *Optimal design for a psychosocial intervention on severely acute malnourished children in humanitarian settings: results of an expert survey. (Accepté en 2021).* [version 1; peer review: awaiting peer review]. **F1000Research** 2021, 10:1073 https://doi.org/10.12688/f1000research.55416.1
8. D.S. N'Diaye et *al. "Can Care Groups influence health seeking behaviours? Results of an impact evaluation in north-eastern Nigeria"* – Field Exchanges, 22 juin 2021
9. Alan R. Patlan Hernandez, H. Stobaugh, O. Cumming, A. Angioletti, D. Pantchova, J. Lapegue, S. Stern, **D.S. N'Diaye**: *Assessing the impact of WASH interventions on acute malnutrition in children under 5: a systematic review.* **Matern Child Nutr.** 2021 e13257. doi: 10.1111/mcn.13257

DEPARTEMENT COMMUNICATION ET DEVELOPPEMENT (COMDEV)

Lucie CODIASSE, Directrice Communication et Développement

JEUNESSE & SOLIDARITÉ

Après une année 2020 marquée par l'annulation de la quasi-totalité de nos actions en milieu scolaire, 2021 a signé le retour des projets Jeunesse d'Action contre la Faim.

REPRISE DES PROJETS HISTORIQUES...

Malgré une nouvelle fermeture des établissements scolaires, 500 d'entre eux ont maintenu leur participation à la Course contre la Faim. 108 000 jeunes ont été sensibilisés à notre combat et ont permis de collecter près de 1,7 millions d'euros au profit de nos actions en République démocratique du Congo, en Afghanistan, au Burkina Faso et au Cameroun notamment.

Grâce au Dessin contre la Faim, 10 000 écoliers ont découvert le quotidien de Muamba et de sa famille et leurs difficultés à se nourrir correctement. Nos jeunes artistes ont ensuite pu exprimer leur solidarité en décorant des cartes postales sur les thématiques de l'eau, de la biodiversité de la République démocratique du Congo ou encore des repas d'ici et d'ailleurs.

Des participantes à la Course contre la Faim le lycée Jay-de-Beaufort de Périgueux ont remis le chèque à la Chargée des Projets Jeunesse d'Action contre la Faim. © Crédit photo : Thomas Dusseau – Journal Sud Ouest

Visite guidée de l'exposition Tomate Impact à l'Académie du Climat © Crédit photo : Action contre la Faim

... ET DES NOUVEAUTÉS !

Une plateforme de sensibilisation numérique *« Je m'engage contre la Faim »*, accessible gratuitement à tous les établissements scolaires : à travers un parcours pédagogique adapté à chaque niveau, les élèves devront observer, répondre à des quiz et mener des enquêtes et découvriront, de manière ludique, les enjeux de la faim dans le monde.

A l'occasion de la Biennale Photoclimat, notre exposition Tomate Impact a vu le jour et été accueillie par l'Académie du Climat de Paris. A destination des jeunes et de leur famille, ce parcours sensibilise à l'impact de notre alimentation sur le climat et aux liens entre climat et faim. Acheter une tomate à n'importe quelle saison, sans regarder d'où elle vient et comment elle a été produite contribue à dégrader l'environnement et provoquer, quelque part dans le monde, la faim de quelqu'un. Nos projets Jeunesse poursuivent tous le même objectif : que nos jeunes générations retiennent que nous pouvons tous agir, à notre niveau, pour changer les choses et contribuer à un monde plus équitable, durable et solidaire.

Un immense merci aux élèves, équipes pédagogiques, familles, bénévoles et partenaires pour leur engagement fidèle à nos côtés.

COMMUNICATION

LE LIEN ENTRE CLIMAT & FAIM À L'HONNEUR EN 2021

Comme prévu fin 2020, l'année 2021 a fait la part belle à la thématique du climat, en proposant plusieurs prises de parole et objets de communication sur le lien entre climat et faim. La campagne a été officiellement lancée le 27 mai, autour d'un évènement inédit, #UnClimatdeFaim, co-construit avec l'agence Hungry and Foolish. Cet évènement reposait sur la diffusion d'un bruit de grondement de ventre qui a faim dans les rues de Paris, bruit en réalité composé par les sons du dérèglement climatique. L'objectif était de faire comprendre qu'agir pour le climat, c'est aussi lutter contre la faim et appeler à la transformation des systèmes alimentaires dans le monde. Cet évènement a permis d'ouvrir une séquence médiatique sur le sujet (Brut, BFM TV, Radio Nova notamment), grâce au travail de fond fait en relations presse et achat media.

Parallèlement, quatre déplacements terrain (Tchad, Panama, Afghanistan et Kenya) pour illustrer les conséquences du dérèglement climatique sur la faim ont pu être réalisés par des photographes de l'agence VU'. Ce projet a été présenté, au second semestre, à la Biennale Photoclimat (5 millions de visiteurs potentiels), ainsi qu'à la Nuit Blanche (350 visiteurs en 1 soirée, 155 visiteurs en 7 jours à la galerie VU').

La prise de parole sur le climat s'est poursuivie avec un temps de communication autour du Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, puis le déplacement à COP 26 à Glasgow et enfin avec la Journée mondiale du Climat.

UN REGAIN SIGNIFICATIF DE VISIBILITÉ ET D'ENGAGEMENT POUR L'ASSOCIATION, ACCOMPAGNÉ D'UN EFFORT DE TRANSPARENCE

En termes de relations presse, nous avons dénombré 2363 retombées, 3 889 015 918 occasions d'être vue tous media confondus (contre 2 492 233 905 en 2020) et une valorisation media (équivalent achat d'espace) à 15 186 841 euros. Ces résultats sont aussi dus à la capacité renforcée du service à commenter les crises humanitaires qui font l'actualité (RCA, RDC, Yémen, Afghanistan, Madagascar).

La participation au Zevent en fin d'année y a également largement contribuée.

Sur le digital, la créativité des formats produits sur nos temps forts de communication (particulièrement sur Instagram avec les décryptages) a contribué à maintenir d'excellents taux d'engagement, tout en faisant la pédagogie de messages parfois complexes. Un gros effort a été porté sur le référencement naturel d'Action contre Faim dans les recherches sur Internet (SEO), les résultats sont très bons : +428% sessions sur les contenus optimisés, +114 keywords dans le top 10 +365 top 20, la part du SEO dans le trafic sur notre site passe de 18% à 29%.

L'USAGE DE WORKPLACE EN PLEIN ESSOR

Enfin, l'engagement interne a connu des records autour de trois opérations qui ont marqué l'année, à savoir : concours de paris sportif EURO 2020, le challenge connecté contre la faim et la retransmission du discours de Lucile Grosjean aux Nations Unies.

SERVICE PARTENARIATS

UNE MOBILISATION COLLECTIVE ET DIGITALE INÉDITES

L'année 2021 a été marquée par des opérations de soutiens sans précédent de la part des entreprises et fondations, de leurs parties prenantes (6,5M€ de dons financiers) et ce notamment grâce à des évènements majeurs (le Z Event) mais aussi grâce à la participation à des opérations digitales. D'autre part, la mobilisation des expertises de leurs collaborateurs, via le mécénat de compétences, les prestations en nature, ont permis de contribuer de manière très importante à nos activités (valorisées à plus 1,2M€).

L'engagement et le soutien sans faille de nos partenaires historiques, malgré le contexte de crise a également permis de soutenir nos activités dans de nombreux pays. Leur soutien a été essentiel.

LE Z EVENT, L'ENGAGEMENT SANS PRÉCÉDENT D'ENTREPRISES PARTENAIRES

Les dons historiques atteints, sont aussi le fruit de l'incroyable engagement d'entreprises partenaires (comme PANOPLI) autour de l'évènement. La vente 172 500 Tee-shirts et 2000 plaques a notamment permis d'atteindre plus 2,8M€ de dons pour Action contre la Faim. Des entreprises issues de l'industrie du jeu vidéo ont aussi contribué par des dons.

#CONNECTEDAGAINSTHUNGER : LE CHALLENGE CONTRE LA FAIM, EN VERSION DIGITALE ET INTERNATIONALE

Plus de 11 000 participants ont, durant 1 mois, relevé des défis sportifs et des missions qui ont permis de collecter plus de 800 000 euros pour nos missions. Ceci grâce à la mobilisation des bureaux ACF dans 6 pays (France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Canada, Espagne).

Des conditions sanitaires favorables nous ont aussi permis de réunir les collaborateurs de plusieurs entreprises lors de 2 éditions physiques du Challenge : à Nantes et à Boulogne-Billancourt.

Plus de 11 000 participants ont durant 1 mois relevé des défis sportifs et des missions qui ont permis de collecter plus de 800 000 euros pour nos missions.

Ceci, grâce à la mobilisation des bureaux ACF dans 6 pays (France, Italie, Allemagne, Royaume-Uni, Canada et Espagne). Des conditions sanitaires favorables nous ont aussi permis de réunir les collaborateurs de plusieurs entreprises lors de 2 éditions physiques du Challenge : à Boulogne-Billancourt et Nantes.

LE DON DE TITRES-RESTAURANT : FORTE PERCÉE DU DON PAR CARTE

L'importante transformation du marché du titre-restaurant (du papier vers le digital) a fortement impacté le don de titres restaurant papier, d'autant plus dans un contexte où la péremption des titres a été reportée au 2nd semestre 2021. Une communication spécifique et ciblée a permis de maintenir une forte dynamique du don, pour atteindre plus de 600 000€ en 2021.

MARKETING ET SERVICE RELATIONS DONATEURS

UNE ANNÉE SOUS LE SIGNE DE LA GÉNÉROSITÉ ET UN ÉVÉNEMENT EXCEPTIONNEL

En 2021, la collecte auprès du grand public a été très dynamique et représente 84% du montant de fonds privés collectés par l'association, soit 45 millions d'euros (chiffres non encore validés par le contrôle de gestion).

L'année a été rendue historique par la collecte de 10,2 millions d'euros issue de l'événement de streaming Z Event dont une partie vient alimenter les ressources issues des partenariats entreprises et l'autre la collecte auprès du grand public (7,3 millions d'euros).

Outre cet événement majeur, tous les leviers de collecte ont été à la hauteur, et notamment le marketing direct papier. Ce dernier connait une très légère croissance par rapport à 2020, ce qui représente un excellent résultat. Le nombre de donateurs papier est en baisse de 6,2% (comme en 2020) mais le don moyen augmente et passe de 66 à 70€, ce qui dynamise la collecte qui se situe à 7 301 K€.

De son côté la collecte digitale a également été de très bonne facture puisque le montant reçu, 3,6 millions d'euros, est supérieur de 13% aux objectifs révisés. La campagne de fin d'année a notamment connu d'excellents résultats avec 1,9 million d'euros, soit une augmentation de 29,2% par rapport à 2020. Le nombre de donateurs en fin d'année a également augmenté sur ce canal et le don moyen est supérieur de 17€ par rapport à 2020. Ces beaux résultats sur ce canal digital semblent également être partagés par les autres acteurs de la Solidarité Internationale.

© : @ChloeRamdani.

Les libéralités et la philanthropie se sont bien comportées également avec une collecte de 2,5 millions d'euros, en ligne avec les objectifs.

LE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE TOUJOURS PLUS PERFORMANT

Les dons par prélèvement automatique poursuivent leur belle croissance et affichent en 2021 une collecte de 24,1 millions d'euros, soit plus de 8% par rapport à 2020. La collecte en porte à porte, dont le don moyen est supérieur à 15€ par mois, soutient cette croissance mais globalement c'est toute la collecte en face à face qui se porte bien, et ce malgré l'attrition importante la première année (donateurs qui arrêtent leur don régulier). Le papier, le téléphone et le digital sont également de très bons canaux pour recruter des donateurs réguliers.

DES DONATEURS TOUJOURS TRÈS PRÉSENTS

- Appels de donateurs : **10 833**
- Emails de donateurs : **22 615**
- Courriers envoyés par ACF : **9 760**
- Courriers de donateurs : **164 773**

MERCI !

En 2021, vous avez été plus de 510 000 donateurs à soutenir nos programmes humanitaires. C'est exceptionnel. Nous vous remercions pour votre générosité et votre confiance renouvelée.

SERVICE DÉLÉGATIONS

LES DÉLÉGATIONS SE MOBILISENT DANS LEUR TERRITOIRE

2021 fut l'année de la reprise pour les actions de sensibilisation et les évènements au sein des 32 délégations. Les délégués bénévoles et leurs équipes ont pu créer et/ou relayer près de 200 projets et opérations grâce à leur 400 bénévoles engagés et mobilisés ! Apportant à l'association une continuité de visibilité et de notoriété avec plusieurs retombées médiatiques locales, et permettant de lever des fonds pour les missions sociales de l'association. Les relations institutionnelles, tissées localement par notre réseau, ainsi que les évènements (campagnes de communication, relais d'opérations de partenariats…) menés ou relayés par les équipes locales lorsqu'elles l'ont pu, ont grandement contribué à la sensibilisation du grand public, des médias, des élus et des entreprises locales au mandat d'ACF, dans les plus grandes villes de France.

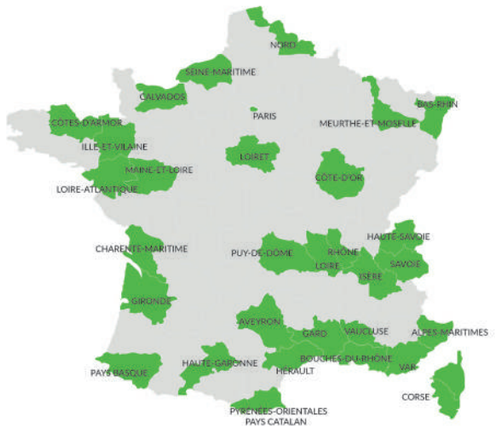
Un groupe de travail a été amorcé avec plusieurs services (Plaidoyer, Opérations et Délégations) pour discuter de la diversification des missions des délégations, envie suscitée par le besoin d'aide de proximité suite à la crise sanitaire.

© Rémi Portier

©Délégations ACF Maine et Loire 2021

© Délégation ACF Bas-Rhin 2021

CARTE DES DÉLÉGATIONS BÉNÉVOLES 2021



LES VOLONTAIRES EN SERVICE CIVIQUE S'ENGAGENT

Cette année a également été sous le signe du développement des offres d'engagements initiées depuis 2020. Nous avons ainsi pu accueillir 6 binômes de Volontaires en Service Civique à Paris, Lille, Lyon et Marseille (à travers des espaces de co-working dans les 3 dernières villes mentionnées) ayant comme missions d'aider au développement des projets dans les territoires : projets à destination des jeunes d'établissements scolaires, de partenariats avec des entreprises locales, en délégations auprès des bénévoles, mais également auprès des personnes en grande précarité auprès de la mission France installée à Marseille, Paris et Seine Saint -Denis.

DE NOUVELLES COMPÉTENCES BÉNÉVOLES EN APPUI AUX SALARIÉS

Nous comptons en 2021, 37 bénévoles qui se mobilisent aux côtés des salariés de manière ponctuelle ou régulière. Les besoins et les compétences recherchées sont multiples tout comme les missions proposées. Certains amènent leur expérience professionnelle, personnelle et mettent leurs compétences spécifiques à disposition de projets qui les nécessitent et d'autres souhaitent donner de leur temps pour participer aux besoins multiples du siège de manière polyvalente (traduction de notes, intervention sur les activités de nos domaines d'expertise, archivage et gestion de dossiers etc). Le mécénat de compétences commence également à se développer.

DES ADHÉRENTS ÉCLAIRÉS

Enfin, nous avons continué un travail de sensibilisation aux voies d'engagement auprès des différentes familles d'Action contre la Faim (salariés, adhérents, bénévoles, volontaires) en développant davantage de liens avec nos adhérents via l'animation d'un réseau social dédié et des newsletters sur nos actions/stratégies missions et en accompagnant des services ayant des besoins ponctuels ou réguliers en bénévolat. Pour aider à nos réflexions et travaux, nous nous appuyons sur le réseau associatif national via la Commission Inter-Associative de France Bénévolat et le Mouvement Associatif.

Merci à nos bénévoles d'un jour ou de toujours et aux volontaires, qui œuvrent sans relâche dans leur département pour permettre à l'association d'être visible et connue du grand public, entreprises et élus locaux.

© Action contre la Faim 2021

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE (DAF)

Alice PONSERO, Directrice Administrative et Financière

LES IMPACTS FINANCIERS LIÉS À LA COVID-19 :

L'année 2021, toujours marquée par la crise sanitaire a été globalement complexe pour les acteurs du secteur associatif. Les courses contre la Faim ont ce faisant enregistré des résultats moindres et les Challenges n'ont pas pu avoir lieu.

VARIATION DE LA TRÉSORERIE :

L'année 2021 marque pour ACF le retour à un niveau de trésorerie élevé avec près de 50M€ sur les comptes sièges à fin d'année (après une année 2020 sous tension). Cela s'explique par la mise en place d'actions stratégiques de pilotage de la trésorerie, une collecte de fonds de fin d'année au-delà de nos attentes et la participation d'ACF à l'édition annuelle du Z EVENT (marathon de streaming associatif qui a permis de collecter plus de 10M€ pour ACF). Un fonds dédié aux dons du Z Event a été créé pour soutenir nos programmes.

LA SYNTHÈSE GÉNÉRALE DE L'ACTIVITÉ DE LA DAF :

- La Direction Financière a poursuivi sa gestion du risque de change et a révisé sa stratégie afin d'améliorer nos couvertures (en particulier en USD) et de réduire les impacts comptables (provisions pour risque de change) des contrats pluriannuels dans nos comptes.

- Depuis le 1er janvier 2021 nous disposons de nouveaux plan comptable analytique (PCA) et plan comptable général (PCG) harmonisés entre les missions et le siège. Cette harmonisation a pour objectif d'accroître l'efficience du traitement des données lors de la remontée de la comptabilité des missions et consolidation de celles-ci. Ce PCA-PCG harmonisé était le prérequis au déploiement du projet « UNIFI » : la montée de version conjointe de nos systèmes d'information financiers siège et terrain.

- La DAF a également été mobilisée sur de nombreux audits liés à la demande croissante de redevabilité de nos bailleurs.

- Action Contre La Faim s'apprête aussi à quitter ses locaux actuels (Paris, 17ème arr.) pour un déménagement prévu en novembre 2022 à Montreuil (93). ACF France est devenu principal associé d'une société civile immobilière (SCI) créée en juin 2021 pour l'achat (financé par un emprunt bancaire et apport en fonds propres) du futur siège. La préparation du déménagement (négociation et signature de l'emprunt immobilier, création de la structure juridique SCI, budgétisation, …) a grandement mobilisé les équipes en 2021.

LES PROJETS PRIORITAIRES DE L'ANNÉE 2021 :

- Le projet UNIFI d'amélioration des systèmes d'information financiers siège et terrain est entré dans une phase nouvelle:
  - SI terrain : un premier pilote sur une version améliorée s'est déroulé avec succès au deuxième semestre en Jordanie. Le calendrier global et les stratégies de déploiement sur l'ensemble des missions a été préparé.
  - SI siège: un appel d'offres a été diffusé pour nous faire accompagner dans le déploiement par un prestataire.

NOUS SOMMES PRÊTS POUR LE DÉPLOIEMENT EFFECTIF EN 2022 DU PROJET.

- Sectorisation : La DAF s'est préparée à la mise en place de la sectorisation (au siège) d'une partie de ses activités comptables. C'est effectif depuis le 1er janvier 2022. Ce cadre et régime fiscal permettra de développer de nouvelles ressources (diversification de notre modèle économique) et la mise en conformité de certaines opérations déjà existantes. Le budget 2022 prévoit que 1% des ressources ACF France seront lucratives (sponsoring, produit partage, prestation de services et vente de produit).

- Méthodologies des coûts partagés : Les financiers ont soutenu (par des formations techniques, la gestion des impacts financiers, …), conjointement avec la Direction des Opérations, la poursuite du passage (sur de nouveaux pays) à nouveau mode de planification et d'imputation financière de nos programmes aux bailleurs.

LA FEUILLE DE ROUTE 2022 :

2022 SERA DANS LA CONTINUITÉ DE 2021, À SAVOIR LA DAF SERA MOBILISÉE SUR LA STABILISATION DES PROJETS PRIORITAIRES SUR LESQUELLES ELLE ÉTAIT DÉJÀ MOBILISÉE EN 2021

- Le projet UNIFI entre en 2022 dans sa dernière ligne droite avec les montées de version effectives conjointes des systèmes d'information financiers siège et terrain :
  - Au niveau du siège, les données financières migreront sur une nouvelle version du logiciel.
  - Sur le terrain, une nouvelle version permettant une mise à jour automatique des données intégrées sera déployée par bloc régionaux sur les missions d'avril à décembre 2022 (selon des contraintes de calendrier d'exercice et de clôture semestrielle).

- Sectorisation :
  - 2022 sera une année de capitalisation et d'accompagnement des équipes. La sectorisation permet de séparer comptablement les activités lucratives, des activités non lucratives sujettes à exonération de TVA. Désormais, ACF va collecter de la TVA sur certaines de ses activités lucratives. La mise en place et le paramétrage des obligations déclaratives de TVA, l'approfondissement des connaissances techniques des règles de TVA intracommunautaires sont autant de nouveau principes fiscaux à mettre en place. La sectorisation nous impose également de nouvelles règles de calcul de l'impôt sur les sociétés.Nous allons automatiser nos process de facturation dans nos outils avec la mise en place d'un module de vente pour la sectorisation permise dans le cadre du projet UNIFI.

- Finalisation de la mise en place des coûts partagés pour 3 pays (Afghanistan, Myanmar et Yemen)

DÉPARTEMENT DES RESSOURCES HUMAINES (DRH)

Frédéric WEHNER, Directeur des Ressources Humaines

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

En 2021 les métiers RH ont continué à déployer leurs savoirs et leurs compétences pour accompagner le siège et les missions, dans un contexte toujours marqué par la pandémie Covid-19. Les métiers RH de même poursuivi la stratégie d'évolution et progression des pratiques de l'association, et des fonctions de ses membres.

L'année 2021 a ainsi été marquée par des réalisations importantes en termes de références et d'autre projets que nous détaillerons ensuite par service. Ce sont ainsi, et de façon non exhaustive, les cadres fondamentaux Modèle Social (noyau dur des principes encadrant l'ensemble des domaines RH) et les Valeurs du Collectifs de Travail qui ont été définis de façon collective, de même que les projets de transformation digitale qui ont abouti en 2021 (l'accompagnement du déploiement de l'outil Nibélis de gestion administrative pour le siège et le terrain ainsi que l'implémentation de l'outil Talent Soft pour la gestion de la performance du siège).

2021 a permis l'avancement du projet On-boarding, prévoyant la mise en place d'un nouveau système de briefing et de séminaire d'induction, permettant la transmission de l'identité et principes fondamentaux d'ACF, ainsi que ses règles de fonctionnement et fondamentaux techniques.

2021 marque aussi l'avancée d'ACF sur la qualité de vie au travail, avec le recrutement d'une référente QVT, le déploiement d'une approche QVT basée sur 3 niveaux de prévention donnant une application intégrée de la prévention des risques psychosociaux, ainsi que la mise en place du futur Flex-Office. Le screening anti-terroriste annuel et trimestriel a été mis en oeuvre depuis juin 2021 au sein du département RH. Le projet de réorganisation des métiers RH (dont la direction siège) a été défini et encadré. Enfin concernant la Covid-19, les dispositifs permettant d'assurer la prévention et la protection physique ont été mis en place et ajustés tout au long de l'année, permettant d'assurer la prévention et la protection physique, mentale et les moyens d'existence de nos salariés.e.s.

Vous trouverez ci-dessous les réalisations opérées par le département RH, en détail par service.

SERVICE GESTION SOCIALE ET PILOTAGE (GSP)

Tout d'abord et avant de rentrer dans la description des activités, vous trouverez ci-dessous quelques chiffres décrivant les tendances d'évolution des effectifs siège et internationaux.

- Effectif siège et internationaux fin 2021 :
  - À date, la hausse de l'effectif salarié sous contrat ACF FR, entre le 31/12/2020 et le 31/12/2021 : +10 % au global avec des disparités siège (+6,98%) / terrain (+14,12%)
  - Sur effectif moyen annuel 2019/2020 : + 10,28% au global avec des disparités siège (+8,57%) / terrain (+13,06%)
  - Nous avons donc eu un effectif moyen, CDD et CDI compris de 369 salariés au siège et 297 salariés internationaux.

- Turn-over :
  - Le turn-over siège (CDI) démontre une baisse drastique par rapport aux précédentes années : 6,8 % en 2021, 13,24% en 2020 et 17,37 % en 2019.

Le service gestion administrative et paie reste à un haut niveau d'activité (à titre d'exemple 429 entrées et 395 sorties ont été gérées sur l'année).

L'année 2021 a vu le déploiement du nouveau logiciel de gestion administrative et paie (Nibélis) permettant la gestion interne des paies et de ce fait entrainant d'importantes modifications dans les activités du service. L'adaptation des processus et l'accompagnement des équipes ont été suivi en continu.

Nous avons continué à gérer les impacts de la crise sanitaire Covid 19 avec le suivi des mesures d'accompagnement des salariés et commencer la préparation de l'accord télétravail. L'entité support juridique et relations sociales a été mobilisée sur l'appui au DRH dans le dialogue social contribuant aux mises à jour des protocoles Covid 19, à la présentation de projets et cadres de gestion (mission France, LINK, règlement intérieur.) Le service a par ailleurs participé à la gestion d'alertes concernant les services siège et permis la réalisation d'enquêtes poussées concernant des alertes individuelles. En tout, ce sont 46 réunions qui auront réunis la direction avec les représentants de ses collaborateur.rices.

SERVICE RH RÉGIONALES

L'année 2021 s'est inscrite dans la continuité de l'année 2020 : les pays ayant été touché par les différentes vagues de Covid 19 à différents moments, le support sur les conséquences RH de la pandémie a donc été maintenu et est toujours en cours. Par ailleurs, nous maintenons le cap en terme de développement de systèmes d'information afin de pouvoir faciliter au maximum la gestion des tâches administratives, notamment à travser l'outil de gestion des temps « timesheet », fluidifier le partage d'information entre les services et les entités, traiter et sécuriser les données. Sur une année, l'outil de paie terrain a connu plusieurs évolutions et 2 nouveaux logiciels ont été déployés sur les pays d'intervention.

L'année 2021 a également connu des enjeux opérationnels forts (cf sections du RMA dédiés par pays) qui ont logiquement été accompagnés d'un fort support de la part de l'ensemble des équipes RH siège et terrain.

Du côté des déplacements, bien que la complexité des démarches administratives soit les mêmes qu'en 2020, nous avons tout de même géré 758 déplacements sur l'année.

SERVICE RECRUTEMENT ET MOBILITÉ

Du fait de la plus grande complexité des recrutements, d'un marché de l'emploi toujours tendu au niveau international et pour certaines filières du siège, la charge de travail du service recrutement et mobilité demeure similaire aux précédentes années, avec en 2021 :

- 625 demandes de recrutements traitées.
- 551 recrutements internationaux et siège ont été réalisés, dont 38% réalisés pour des postes sièges.
- 32 contrats de professionnalisation ou d'apprentissage ont été signés pour la rentrée de septembre 2021, permettant l'accueil de jeunes professionnels au sein du siège.

Par ailleurs, les tendances observées depuis plusieurs années se confirment :

- Le niveau d'expertise et d'exigences attendu des postes internationaux et siège restent élevés. Les postes internationaux supérieurs ou égaux au niveau C3 (Coordination et direction de la mission) représentent 62% des recrutements internationaux réalisés en 2021, laissant ainsi moins d'opportunités pour des profils plus juniors de notre secteur.
- Une durée moyenne demandée des contrats de 7 mois pour les postes internationaux
- Le temps de recrutement, tant pour les postes au siège que pour les postes internationaux, est toujours court et de 51 jours en moyenne.

Initié en 2019, la réalisation des Entretiens Professionnels des collaborateurs ayant au moins 2 ans d'ancienneté contractuelle s'est poursuivie par l'ensemble des membres de l'équipe RM. 100% des entretiens nécessitant d'être réalisés ont pu être finalisés.

Le service recrutement et mobilité a continué son développement, d'une part par un travail de révision et d'harmonisation des processus et pratiques (on-boarding, révision des grilles d'entretiens, ateliers de développement…), et d'autre part, par l'acquisition de nouvelles technologies de recrutement et de gestion de la mobilité, en étroite collaboration avec les SI et la chargée de projet SIRH, et notamment via le lancement d'une solution digitale permettant à terme de gérer le recrutement, le suivi de la performance, la gestion de carrière et le développement des compétences de nos collaborateurs.

Les actions de développement de la capacité à attirer les talents se poursuivent également :

- Un partenariat avec Welcome to the Jungle a été signé. Ce site est considéré comme un des médias en ligne les plus influent sur les sujets de la vie au travail et il était donc important qu'ACF puisse bénéficier de ce succès. Il permet aussi de faire découvrir ACF via un espace dédié, mettre en avant nos équipes, l'ambiance de travail, nos locaux et nos valeurs. C'est aussi une plateforme de recrutement qui permet aux candidats de plonger au cœur de notre organisation et de consulter directement nos offres d'emploi.
- Grâce à notre licence Recruter de Linkedin, 112 des collaborateurs recrutés ont été « influencés » via cette plateforme. 204 294 personnes suivent la page carrière d'ACF.
- Des actions et des campagnes de communication ont également pu être mises en place : campagne de recrutement des alternants, interview de collaborateurs…
- Malgré le contexte sanitaire, nous avons maintenus nos interventions, à distance, dans plusieurs forums d'emploi généralistes (forum des carrières SciencesPo, Sorbonne), humanitaires (Bioforce Lyon, 3A) et spécialisés (ESSEC).

Enfin, le service a accompagné des projets prioritaires pour l'organisation : GPEC Santé, réorganisation du département recherche, projet Talent Opération.

SERVICE FORMATION

En 2021 comme en 2020 l'activité formation a été fortement impactée par le COVID. Cependant, certaines formations à destination du personnel terrain ont pu avoir lieu soit parce qu'elles étaient initialement prévues à distance c'est le cas de la formation « Alignement Nutrition Santé » soit parce que les filières métier sont parvenues, avec le support du service formation, à digitaliser leur formation c'est le cas de la SpeC Nutrition/Santé, de la SpeC SMPS-Protection, ainsi qu'une série de formations à la sécurité.

Le projet « on-boarding » a avancé, avec les productions des contenus tant du séminaire d'intégration que de briefing des nouveaux salariés.

Le diplôme d'études supérieures en leadership humanitaire (DLH) s'est déroulé de façon 100% digital du fait du contexte COVID. 33 étudiants, professionnel.l.es de l'humanitaire et d'Afrique francophone ont été diplômés. Des réunions stratégiques ont lieu entre les différents partenaires du projet (Deakin et ACF France). Elles ont permis d'intégrer un nouveau partenaire dans le projet, ACF Spain qui sera en charge d'organiser le regroupement des étudiants à Dakar, et de réorienter le rôle d'ACF France vers l'identification de nouveaux financements pour assurer la pérennité du cours après 2023 (fin du financement BHA) et sa promotion dans les réseaux humanitaires.

STRESS ET SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE

L'unité de soutien psychologique des collaborateurs terrain est dotée d'une psychologue au siège, en charge de l'accompagnement des salariés du terrain, quel que soit leur statut contractuel (internationaux, nationaux…). L'équipe s'est agrandie en 2021 avec désormais 4 psychologues en poste sur des missions spécifiques à destination des salariés nationaux : au Nigeria, ainsi que dans 3 autres pays où ces activités se font en partenariat avec d'autres ONG comme en République Centrafricaine (avec ACTED, DRC et NRC), au Burkina Faso (avec DRC et NRC) et en République Démocratique du Congo (avec Mercy Corps et NRC). Ces postes ont pour objectif d'augmenter les capacités de résistance au stress, et notamment au stress traumatique, des collaborateurs sur le terrain, à travers des formations en gestion du stress, des consultations individuelles ou encore des prises en charge lors d'incidents critiques de sécurité.

RH ACCOMPAGNEMENT & RÉFÉRENT HANDICAP

Avec le Service Recrutement Mobilité, des d'actions Handicap ont été mises en place en soutien à l'axe 'Emploi direct'. En parallèle de la campagne de recrutement des Alternants 2021/2022, un déploiement auprès des écoles et université d'une campagne de contact de leurs Référents handicap a été bien reçue, et a directement débouché sur le recrutement d'un Alternant avec une Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé (RQTH).

Le second axe sur lequel l'accent a été mis en 2021 est celui de la communication et de l'information internes sur le Handicap et les Maladies chroniques : création d'un groupe Workplace, animation de webinaires, soit d'introduction au Handicap et aux Maladies chroniques, soit plus spécifiques sur la démarche de reconnaissance administrative d'un handicap par un salarié (RQTH).

Enfin la collaboration a été particulièrement fréquente et fructueuse avec Agefiph en 2021. Elle a ainsi permis la participation de la Référente Handicap ACF aux Universités nationales du réseau des Référents Handicap Agefiph, ainsi qu'à leurs modules de professionnalisation, et divers ateliers de co-développement entre pairs en interentreprises. Enfin, ACF a bénéficié de subventions Agefiph pour l'achat de masques inclusifs, et pour l'aide au recrutement d'un Alternant RQTH.

PROJETS RH

Le labo du management, réunissant des représnetants de l'ensemble de nos métiers, a permis la définition d'une charte du bien travailler ensemble (valeurs du collectif de travail). Les membres du « labo » ont expérimenté leurs travaux sur des terrains différents et complémentaires, au siège et sur les missions. Les valeurs ont été assorties de définitions et de comportements à adopter et à proscrire pour les mettre en pratique dans les relations professionnelles. Un guide a été préparé à l'attention des managers pour les aider à animer l'application de ces valeurs au sein de leurs équipes.
Organisation du travail : Un guideline et des outils pour conduire des projets de transformation ont été rédigés pour les missions. La collaboration initiée en mars 2020 avec Damien Rivière, sociologue bénévole, se poursuit. Il avait effectué un diagnostic des besoins des missions, afin de proposer des outils adaptés.

Le modèle social d'ACF a été défini à l'occasion d'ateliers avec les managers de la DRH, étendu ensuite par le directeur RH auprès des acteurs opérationnels d'ACF. Ce modèle répond à des principes et des règles définissant l'identité d'ACF France en tant qu'employeur responsable, en déclinant le principe humanitaire « ne pas nuire ». Il garantit des minimas sociaux pour tous les salariés d'ACF France. Il guide les experts métier en termes d'ambitions communes dans l'élaboration des politiques RH d'ACF F. Il permet une nécessaire flexibilité pour être contextualisé partout dans le monde (droit local & usages) tout en facilitant la mise en œuvre de nos programmes. Il est opposable (droits et devoirs de la mission ACF & des salariés) et il convoque la redevabilité des missions. Le modèle social sera déployé en 2022.

Réorganisation de la DRH : Le projet de transformation a été cadré, définissant les objectifs, l'agenda, la méthodologie et les instances du projet. La nouvelle organisation devra être mise en place début 2023. Elle sera à même d'accompagner la stratégie 2021-2025 de la DRH et matérialiser ses 3 piliers dans notre façon de travailler.

SIRH

L'année 2021 a, comme prévu, été celle de la mise en production des premières briques du nouveau Système d'Information des Ressources Humaines.

Déploiement de « Nibelis » : Solution de gestion de la paie et de gestion administrative pour le personnel salarié du siège ainsi que pour tous les salariés expatriés d'ACF France, soit environ 700 personnes au total.

- Janvier : Déploiement du logiciel paie et gestion administrative, ce qui a induit l'automatisation et ainsi une semi-internalisation du traitement de la paie.
- Février : Ouverture aux salariés de coffres forts électroniques sur lesquels sont dorénavant déversés automatiquement les bulletins de salaires, chaque mois. Ces coffres forts seront disponibles pour chaque salarié durant 50 ans ou jusqu'à ses 75 ans.
- Mars : Ouverture des logiciels Absences et Données Personnelles à l'ensemble des salariés du siège. Ceci offre la possibilité à tous de gérer ses données administratives et ses demandes et validations d'absences en temps réel, depuis un ordinateur ou un téléphone mobile.
- Cette ouverture a été accompagnée grâce au recrutement d'une Administratrice Fonctionnelle du SIRH, qui a produit une dizaine de tutos et tutos vidéo dans les deux langues, dispensé une dizaine de webinaires et ouvert un canal Teams dédié pour assurer un support en temps réel à tous les utilisateurs du siège et du terrain.
- Mai : Ouverture à un groupe pilote du logiciel « Activité », un système de gestion des temps et activités pour les salariés du siège dont le salaire doit faire l'objet d'une multi affectation budgétaire.
- Avril/juillet : Ouverture en trois « lots » à l'ensemble des missions, en remplacement du système Saga RH et en vigilance constante sur les déploiements également en cours sur la même période, du système « GTA terrain » qui s'inscrit dans le projet Shared Cost/Time Sheet.
- Juillet / Décembre : Poursuite de la conduite du changement, traitement des anomalies, capitalisation, élaboration des plans d'action s'agissant des évolutions nécessaires.

Les autres logiciels de la suite qui ont été contractualisés seront déployés à partir de mars 2022 : Portail gestionnaire RH Terrain, Pilotage, gestion administrative du On-boarding, Core RH (intégration des données des salariés nationaux).

Implémentation de « Talentsoft » : la nouvelle solution de gestion des talents d'ACF.

- Septembre : démarrage de l'implémentation du module Performance (gestion des entretiens professionnel et des évaluations).
- Décembre : lancement en parallèle de l'implémentation du module « Talent Review » (gestion des carrières et compétences).

L'objectif, en collaboration étroite avec le service Recrutement et Mobilité, est l'ouverture aux salariés de la première brique de la suite, à savoir le module « Performance », en remplacement du système « Ovide », pour la réalisation des évaluations à partir de février 2022.

La mise en œuvre et les mises en production des autres modules devrait se poursuivre en 2022 et 2023.

QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL

L'année 2021 a été la première année d'activité de la référente qualité de vie au travail. Ses actions ont été orientées autour de 3 grands axes :
L'élaboration d'une approche de prévention primaire, secondaire et tertiaire des risques psychosociaux, l'accompagnement des alertes individuelles et collectives et enfin l'accompagnement des différents copil lié au déménagement et à la mise en place du flex-office.

A été proposée une approche de prévention des risques psychosociaux intégrée, pour assurer son efficacité sur le long terme, à la politique RH de l'organisation. Dans ce cadre plusieurs présentations ont été faites ainsi que la création d'outils : des fiches conseils et consignes afin de partager des bonnes pratiques. La première avait pour thème «la conduite de réunion ».

A la demande du CSE, de CoRM ou de managers, un accompagnement personnalisé a été proposé dans le cadre d'alerte ou de difficulté dans les situations de travail.

Enfin, l'accompagnement et le conseil concernant la conduite du changement et la prévention des risques liés au déménagement et au flex-office à travers un recueil de besoins des équipes sur les espaces et le mobilier, l'élaboration du groupe de travail, un dispositif complet de communication lié au projet et la participation au benchmark du futur logiciel de réservation.

DÉPARTEMENT LOGISTIQUE & SYSTÈMES D'INFORMATION (LOGSI)

Jean-Baptiste LAMARCHE
Directeur Logistique et Systèmes d'Information

APRÈS UNE ANNÉE 2020 PARTICULIÈREMENT MOUVEMENTÉE PAR LA PANDÉMIE COVID19, LES ENJEUX LOGISTIQUES ET INFORMATIQUES SONT RESTÉS AU CŒUR DE TOUS LES ENJEUX STRATÉGIQUES D'ACF EN 2021. IL A FALLU CONTINUER D'ADAPTER L'ORGANISATION À DE NOUVELLES MODALITÉS DE TRAVAIL POUR GÉRER LES ACTIVITÉS DU DÉPARTEMENT, MENER LES PROJETS ET FAIRE FACE AUX INNOMBRABLES DÉFIS DE NOS FLUX D'INFORMATIONS, DE BIENS ET DE PERSONNES.

DIRECTION LOGISTIQUE

Face aux nombreuses évolutions externes du contexte humanitaire et internes spécifiques à ACF, et face à plusieurs activités Logistique et Systèmes d'Information rencontrant de nouveaux défis et certaines difficultés, nous avons enclenché de multiples actions d'évolutions de l'organisation du département Logistique et Systèmes d'Information en 2021.

Concernant les évolutions externes, nous appuyons nos réflexions sur l'augmentation des besoins humanitaires et la stagnation des financements, qui poussent tous les acteurs humanitaires à rechercher de nouvelles optimisations permettant de couvrir au mieux les besoins. Pour cela ACF, membre fondatrice du **Réseau Logistique Humanitaire (RLH)**, a officiellement créé en juin 2021, avec les 8 autres organisations du réseau, la première coopérative humanitaire. Elle a pour mandat d'accueillir et mutualiser une partie de leurs activités logistiques. Aussi, ACF continue de se préparer à transférer à cette coopérative la solution Link (logiciel de gestion de la logistique humanitaire développé par ACF et déjà utilisé par Handicap International, Solidarités International et la coopérative RLH). Ce transfert va permettre entre autre de mutualiser les coûts de fonctionnements et de faire financer les évolutions de l'outil par les bailleurs. Ceci permettra aussi de disposer des données logistiques de plusieurs organisations dans une même base de données et donc d'identifier plus d'opportunités de mutualisations des achats.

En interne, **le Service Approvisionnement et Expéditions** (SAE) a continué de faire face à une croissance exponentielle des commandes de médicaments. En conséquence, nous avons décidé de mettre à l'échelle le dispositif de stocks décentralisés. Celui-ci consiste à acheter des médicaments en amont des commandes et à les stocker dans nos pays d'interventions, ce qui permet d'avoir une capacité d'approvisionnement directe et sans délai des centres de santé dès que le besoin est identifié. Aussi, l'équipe SAE a été renforcée en effectifs, suite à une alerte officielle sur la charge de travail et à plusieurs besoins de renforts qui avaient été détectés, tant sur les opérations que sur la structuration des outils. **Le Service Logistique Support Missions** a lui aussi été renforcé pour permettre la continuité d'activité malgré une situation interne RH compliquée. **Le Pôle Environnement & Energie** a officiellement été créé. Il a pour mandant d'appuyer en expertises et de coordonner les actions qui permettront de respecter nos engagements de réduction de nos émissions carbone d'ici 2030. Le dossier de réorganisation du département a progressé sur la fin 2021, avec la consultation des équipes sur les besoins d'évolutions. Les étapes suivantes de mise en œuvre seront pour 2022.

Enfin, le projet déménagement du siège d'ACF a considérablement avancé en 2021, avec l'acquisition du Proxima II, bâtiment de 4000m² sur la rue de Paris à Montreuil. Le comité de pilotage de ce projet est pluridisciplinaire (Gouvernance Associative, Direction Générale, Ressources Humaines, Finance, Communication) et sous la responsabilité de la Logistique (notamment des **Services Achats** et **Moyens Généraux**). Cette instance a permis de mobiliser toutes les ressources nécessaires pour réaliser le dossier de financement et d'acquisition, puis l'appel d'offres et la contractualisation du contractant général Kardham, et enfin, de lancer tous les travaux d'études d'aménagements. Au-delà de renforcer le bilan comptable d'ACF avec un actif solide, c'est l'efficience de toute l'organisation qui est au cœur de cette acquisition, tant sur la gestion du siège que sur ses modalités d'utilisation à travers la mise en place du flex-working (moins de bureaux individuels et plus d'espaces collectifs).

DIRECTION DÉLÉGUÉE AUX SYSTÈMES D'INFORMATION (DDSI)

L'année 2021 est marquée à la fois par la continuité de la crise Covid et par la mise en production de projets majeurs. Le suivi du Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI) est validé, la gouvernance avec le COMEX est en place, la mobilisation et l'implication des équipes ont permis de continuer dans la dynamique de transformation numérique.

Les Projets SI ont poursuivi leurs progressions, avec certaines avancées majeures :

LINK (Supply Chain) : La plateforme interONG LINK a poursuivi son développement avec ses 3 partenaires utilisateurs et avec l'intégration de RLH Coop à travers le projet par ECHO et le CDCS pour réaliser des pilotes terrain de mutualisation logistique. L'équipe Link a dû se réorganiser pour concevoir et développer les outils numériques (gestion des achats mutualisés, plateforme « Shared ressources »).

UNIFI : La feuille de route a été respectée. La phase de migration d'Agresso a été initiée :

- **SAGA :** v8.0 déployée. La version 8.1 embarque des changements fonctionnels et une couche d'authentification nécessaire à un tel outil. Ce travail a débouché sur un pilote en Jordanie.
- **PCA/PCG** (Plan Comptable Analytique/Plan Comptable Général) **:** mise en production effectuée au 01/01/2021 et ensuite phase d'ajustement et de correction.
- **Migration Agresso :** un appel à manifestation d'intérêt a permis d'identifier l'intégrateur : Arribatec.

SharedCost/Timesheet : GTA (développée en interne) a été déployée sur quasiment tous les pays.

SI RH : Nibelis (outil de gestion de paie et administrative) mise en production le premier trimestre 2021 et le projet pour la mise en place de l'outil de gestion de talents a démarré en septembre :

Screening (COTER) : gouvernance proposée et validée. Son implémentation continuera sur 2022.

ComDev – Service Jeunesse : Les 3 projets principaux de 2021 ont été :

- ***Delegation Zen :*** outil développé sur le modèle de celui de la Jeunesse. Permettra à l'équipe Délégations de gérer l'ensemble de ses contacts.
- ***Plateforme Partenaire :*** outil développé avec un mécénat de la société Davidson. Permettra au service Partenariat de faire de la collecte de fond plus ciblée.
- ***BDD jeunesse :*** afin de revoir notre outil actuel un appui a été fourni aux équipes par les SI.

SI Programme :

- ***Collecte de données :*** Le serveur Kobo continue à être amélioré. Très utilisé par les équipes terrain.
- ***BIGApp*** (Beneficiaries Information Gateway App) : développement démarré en mai.
- ***MEAL :*** les SI ont participé à la structuration de l'activité MEAL.

SI Décisionnel : suite à la création du poste de Chef de Projet Décisionnel, la structuration de l'activité a démarré.

Urbanisation/Interfaces : du fait de la grande transformation numérique d'ACF et des nombreux nouveaux outils, un effort considérable a été fourni.

Collaboration avec le réseau ACF IN :

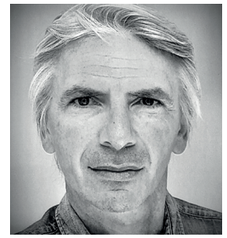
- ISP3 Programatic Data Collection : cet outil développé par ACF Espagne (sur la base de l'outil de Reporting COVID) permettra de remonter les indicateurs pour le pilotage de l'ISP3.
- Le travail sur l'Accord de partage des données entre ACF France et ACF Espagne a été étendu à la gouvernance des outils SI (existants et nouveaux) au sein du réseau ACFIN.

Le Support applicatifs, le nombre de demandes de support est stable. Ceci a été obtenu grâce à la disponibilité de l'équipe de support. 1686 demandes de support ont été résolues par les GSI (Gestionnaires des Systèmes d'Information).

Le Service Infrastructures, un haut niveau de service a pu être maintenu tout au long de l'année, malgré une augmentation de 8% de l'activité. 2209 tickets ont été traités en 2021. Les MoU pour le support d'ACF Inde et ACF US étaient en place en 2021.

La bande passante internet globale a dépassé les 2,1Gb/s. C'est un objectif prioritaire pour le déploiement de tous les SI et les accès à distance (télétravail).

DIRECTION GÉNÉRALE ET AUDIT RISQUES ET CONFORMITÉ (ARC)



Jean-François RIFFAUD, Directeur Général

DIRECTION GÉNÉRALE

Plusieurs grand évènements internes au réseau international ont marqué l'année 2021 pour la Direction Générale. Nous pouvons noter en premier lieu l'organisation au siège d'ACF France des deux comités internationaux réunissant toutes les directions générales et gouvernances du réseau ACF : l'IEC et l'ICC. La nouvelle politique genre, qui compte la contribution de la direction général d'ACF France, a été validée à cette occasion. Toujours dans le cadre du réseau ACFIN, le Directeur Général a participé en fin d'année au CA d'ACF Italie qui avait pour but de valider le budget 2022.
En interne, la Direction Générale a effectué l'intérim de la Direction des Opérations afin de combler le poste vacant d'Isabelle Moussard Carlsen. Enfin, la Direction Générale a accueilli une nouvelle chargée de mission, Julie Guillaume, ainsi qu'une assistante projet en alternance, Sephora Bapst. L'objectif de la création de ces deux postes est d'améliorer le pilotage et la coordination des actions de l'exécutif, ainsi qu'avec la gouvernance de l'organisation. Pour cette raison Julie Guillaume est également chargée de mission auprès du président du CA. Leur contribution a permis (entre autre) de faciliter la structuration des projets prioritaires ComEx via l'outil Monday, avancée majeure dans l'organisation et la planification du travail du comité exécutif d'ACF.
En terme d'action externe, 2021 est également marqué par le fort plaidoyer de la Direction Générale sur la question de la gestion du contreterrorisme (COTER) au sein de l'espace humanitaire.

ARC

L'ARC est une unité indépendante et transversale, dédiée à la gestion du risque, cette unité est intégrée à la Direction Générale. L'ARC participe au pilotage de l'association par la fourniture de conseil de capitalisation des connaissances, de mise à disposition d'outils et par le recours à la sensibilisation, dans ses domaines de compétences : juridique management du risque, audits externe et interne, suivi indépendant des cas de fraude et de PSEA, gestion des assurances et responsable de la politique de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.

Le service a entamé en fin d'année 2020 une démarche de repositionnement au sein de l'association et de réorganisation, projet mené par l'ensemble des salariés du service en lien avec l'ensemble des acteurs de l'association. Cette démarche doit tendre à rationaliser notre activité et à la rendre encore plus efficiente dans la maitrise du risque institutionnel. Ce travail sera finalisé courant du second semestre 2022.
Certaines évolutions ont déjà pu être mises en œuvre, l'ARC a notamment isolé en son sein l'activité de suivi des cas de fraude et safeguarding en dédiant un pôle spécifique doté de nouveaux moyens pour accroitre notre capacité à améliorer notre démarche pro active au service de l'éthique de nos activités, l'ARC pilote en ce moment le déploiement sur tous nos terrains de notre nouvelle politique de safeguarding, ce déploiement devant aboutir fin 2022.
La fonction de risque management a elle aussi été spécialisée au sein de l'ARC, cette fonction permettra de réviser notre cartographie des risques courant de l'année 2022 et de ré insuffler une démarche d'approche par le risque au sein de l'association, tant au siège que sur nos missions internationales.
L'ARC a aussi révisé la politique de lutte contre le terrorisme et le blanchiment d'argent.
Enfin, nous professionnalisons notre gestion de notre portefeuille assurantiel, en partie partagé avec notre réseau international, ces éléments font suite à un audit de notre gestion de ce portefeuille mené par l'équipe de l'audit interne de l'ARC courant 2021.

DU CÔTÉ FRAUDE ET SAFEGUARDING

En 2021, le pole risque de l'ARC a concentré ses efforts sur la gestion des cas de fraude et de safeguarding.
Nous avons reçus 170 allégations de fraudes et d'incidents PSEA. Dans un soucis de redevabilité et de transparence, le pole a assisté les missions dans la gestion des enquêtes, et le reporting à nos bailleurs de fond.
D'autre part, le pole a travaillé activement dans le développement de la politique de Safeguarding ACFIN. Le déploiement de cette politique au sein de nos missions, s'effectuera tout au long de l'année 2022 et impliquera tous les services d'Action Contre la Faim.

DU CÔTÉ DE L'AUDIT INTERNE

L'audit interne est une activité indépendante et objective qui donne à l'organisation une assurance sur le degré de maîtrise de ses opérations, lui apporte ses conseils pour les améliorer et contribue à créer de la valeur ajoutée. Il aide l'organisation à atteindre ses objectifs en évaluant, par une approche systématique et méthodique ses processus de management des risques, de contrôle et de gouvernance, et en faisant des propositions pour renforcer leur efficacité.
En 2021 l'évolution de l'audit interne s'est poursuivie dans le cadre plus large du projet d'évolution de l'ARC. La Charte du Comité d'audit et des risques a été revisitée dans ce contexte.
Par ailleurs le recrutement d'un responsable de l'audit interne et d'un deuxième auditeur a permis de renforcer le pôle audit interne qui est en particulier intervenu sur le terrain afin de mener un audit approfondi en Sierra Leone. La mise en œuvre des différents chantiers prévus dans le cadre du plan triennal de l'audit interne se poursuivra en 2022, en parallèle de la réalisation des audits internes prévus dans le plan d'audit interne annuel.

DU CÔTÉ DE L'AUDIT EXTERNE

L'unité de coordination des audits bailleurs publics est composée de trois personnes, la coordinatrice et 2 chargées d'audits bailleurs publics. Elles gèrent le calendrier d'audits externes réalisés au siège d'ACF pour le compte de ses missions opérationnelles et apportent un appui à la gestion des audits menés directement par le terrain. L'unité assure ainsi la coordination entre les équipes terrain et du siège avec les auditeurs externes. Elle permet à ACF de remplir ses obligations contractuelles en terme de redevabilité, de conformité et de transparence envers ses bailleurs de fonds publics.
En 2021, plus de 70 audits de projets ont été coordonnés pour un montant supérieur à 100 millions d'euros. Les principaux bailleurs ayant mandaté les audits en 2021 sont la Commission Européenne (ECHO, EuropeAid), le Gouvernement américain, les agences des Nations Unies, la Coopération suédoise, l'Agence Française de Développement ainsi que d'autres coopérations nationales avec lesquelles ACF a mis en place des programmes financés par celles-ci.
Dans un objectif d'amélioration continue et de renforcement des pratiques d'ACF, l'équipe de coordination des audits bailleurs assure aussi un rôle de capitalisation, de définition de pistes d'amélioration et de sensibilisation des collaborateurs autours de ces enjeux de conformité.

DU CÔTÉ DU JURIDIQUE

Le pôle juridique apporte une expertise tant auprès de la direction de l'association que de l'ensemble des collaborateurs de l'association, sa mission est de sécuriser les pratiques d'ACF et de garantir le suivi des risque juridiques et éthiques associés aux projets transversaux, aux décisions stratégiques de la direction générale et à la gouvernance de l'association.
Depuis 2012 le rôle de Délégué à la Protection des données (anciennement CIL) est assuré par la responsable juridique. Conformément à la législation le DPO est le garant des bonnes pratiques et de la conformité à la législation afférente, notamment le RGPD, dans l'emploi des données personnelles au sein de l'association.
Le contrôle du respect des obligations légales et éthiques afférentes à la protection des données à caractère personnelles d'ACF a été renforcé grâce à l'arrivée en 2020 d'une nouvelle juriste spécialisée en protection des données à caractère personnel. Cette dernière, avec l'appui de la DPO, a pour mission sur 24 mois, de mettre ACF en conformité avec ses nombreuses obligations légales et éthiques, tant au niveau du siège que de ses missions. Cette mission spécifique de mise en conformité se conclura en octobre 2022.
Enfin, le pôle juridique a étendu nouvellement son action en assurant un appui à la direction du plaidoyer en apportant une expertise juridique. Appui notamment sur un projet de contentieux stratégique faisant suite à des évolutions des lignes directrices de l'administration française, dont la finalité serait d'imposer de contrôler nos bénéficiaires en amont de toute aide sur des listes édictées par l'administration, au mépris du droit international humanitaire qui décrit pourtant notre action comme devant être inconditionnelle. Cette démarche a aussi permis de générer une « communauté » des services juridiques de différentes ONG, communauté que le pôle juridique participe à animer pour coordonner nos analyses.

DU CÔTÉ COORDINATION ASSURANCES :

La coordination assurance est une activité créée en 2022 au sein de l'ARC. L'un des premiers enjeux de la coordination assurances sera de faire un état des lieux de la couverture assurantielle existante, aussi bien au niveau du siège qu'au niveau du terrain. Cela permettra dans un premier temps d'identifier nos besoins en assurances, de proposer des solutions de couverture d'assurance adéquate aux équipes concernées, et de consolider les polices d'assurances déjà souscrites.
Un autre enjeu sera de continuer l'effort de globalisation de notre approche aux assurances, notamment avec l'appui du réseau ACF-In.

QUI SOMMES-NOUS ?

PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Née d'une urgence, celle des réfugiés afghans au Pakistan qui, en 1979, fuyaient les combats, Action contre la Faim (ACF) a été fondée par un groupe d'intellectuels français dans le but d'éradiquer la faim de manière globale, durable et efficace dans le monde.

Alors que jusque là, la lutte contre la faim était intégrée dans des combats plus généraux (lutte contre la pauvreté, lutte pour la santé, etc), les membres fondateurs ont créé une organisation spécialisée dans les problèmes de la faim.

Sa mission consiste à sauver des vies par la prévention, la détection et le traitement de la malnutrition, en particulier pendant et suite à des situations d'urgence et de conflits. Elle centre son intervention sur une approche intégrée, prenant en compte divers secteurs :

- Nutrition-santé
- Pratiques de soins
- Sécurité alimentaire et moyens d'existence
- Eau, assainissement et hygiène
- Plaidoyer et sensibilisation

En 2021, ACF France est intervenue dans 22 pays, venant en aide à environ 13 millions de personnes. En intégrant ses programmes avec les systèmes régionaux et nationaux, Action contre la Faim s'assure que les interventions à court terme deviennent des solutions à long terme.

HISTORIQUE

LES FONDATEURS D'ACTION CONTRE LA FAIM

Patrick ARFI, Jacques ATTALI, Danielle de BETAK, Charles de BRANTES, Xavier BROAWEYS, Jean-Martin COHEN-SOLAL, Caroline FRAISSINET COSICH, Jean GEROTHWOHL, Françoise GIROUD, Marek HALTER, Gilles HERTZOG, Thierry LEROY, Rémy LESTIENNE, Bernard-Henri LEVY, Patrick SIEGLER- LATHROP, Marie-Antonietta MACCIOCCHI, Christian-Marie MONNOT, Jacques-André PREVOST, Robert SEBBAG, Guy SORMAN, Marc ULLMANN, Jean-Christophe VICTOR, Gad WEIL.

1979 : L'AICF

« Parler de la faim dans le monde installé dans son fauteuil c'est très bien, ce serait pourtant mieux de faire quelque chose ». Ainsi résumée par Françoise Giroud, cette prise de conscience a conduit en 1979 une poignée d'intellectuels français à se mobiliser pour affirmer leur refus face au scandale de la faim. Élargi à quelques journalistes et médecins, le groupe se constitue en association le 15 novembre autour de Jacques Attali, Marek Halter, Bernard-Henri Levy… L'Action Internationale Contre la Faim (AICF) est née. Un mois plus tard, l'Afghanistan sera le théâtre d'un des derniers conflits de la guerre froide. Face à l'invasion des troupes soviétiques, des milliers d'Afghans fuient à la frontière du Pakistan. Un médecin afghan réfugié en France est présenté aux fondateurs d'AICF et raconte. Très vite, une première mission d'aide d'urgence est montée. Des hommes, médecins et volontaires, sont envoyés sur place pour convoyer tentes et denrées. En janvier 1980, AICF est la seule organisation française présente sur cette zone de Quetta.

LES TEMPS FORTS DE NOTRE ACTION

1982 : Mission d'urgence en Thaïlande auprès de cambodgiens
1985 : Mission d'urgence en Ethiopie pour faire face à la famine
1990 : Aide au peuple kurde en exode pendant la guerre du Golfe
1992 : Ouverture d'une mission en Bosnie pour apporter une assistance médicale et nutritionnelle aux déplacés
1994 : AICF est reconnue d'Utilité Publique par le ministère de l'Intérieur. Génocide au Rwanda : Aide nutritionnelle aux réfugiés
1995 : Ouverture de la mission Tchétchénie pendant la 1ère guerre russo-tchétchène
1996 : AICF devient Action contre la Faim
1999 : Distribution d'urgence au Kosovo
2000 : Action contre la Faim se retire de la Corée du Nord et dénonce la manipulation de l'aide
2003 : Ouverture de la mission en Irak
2005 : ACF déjà présente sur place répond à l'urgence suite au Tsunami en Indonésie et au Sri-Lanka
2006 : Exécution de 17 humanitaires d'Action contre la Faim par l'armée au Sri-Lanka. Fermeture de la mission en signe de protestation contre l'impunité du crime

2008 : « Émeutes de la faim » dans de nombreux pays en voie de développement à la suite d'une forte hausse du prix des denrées alimentaires
2011 : Début du conflit en Syrie dans le contexte du Printemps arabe
2012 : Ouverture de la mission au Yémen
2015 : Aide d'urgence auprès de 180 000 personnes après un séisme au Népal
2017 : Menace de famine dans 4 pays, au Yémen, Nigéria, Soudan du Sud et en Somalie. Nouvelle identité de marque Action contre la Faim

LES TEXTES DE RÉFÉRENCES D'ACTION CONTRE LA FAIM

Des textes sont ici rapportés afin de permettre au lecteur du rapport moral de mieux situer l'action annuelle de l'association au regard de son mandat et de ses valeurs. Les documents complets sont disponibles au siège de l'association et sur le site Internet **www.actioncontrelafaim.org.**

LA CHARTE

INDÉPENDANCE

De façon à préserver et à conserver sa liberté morale et financière, Action contre la Faim agit en fonction de ses propres principes et ne se détermine en aucun cas en fonction d'intérêts de politique, intérieure ou étrangère, ou d'un gouvernement, quel qu'il soit.

NEUTRALITÉ

Une victime est une victime. Action contre la Faim oeuvre dans le respect d'une stricte neutralité et impartialité politiques et religieuses. Elle peut cependant être conduite à dénoncer les atteintes aux droits de l'homme dont elle est témoin, ainsi que les entraves mises au bon déroulement de sa mission humanitaire.

NON DISCRIMINATION

Action contre la Faim se refuse, dans son action, à toute discrimination de race, de sexe, d'ethnie, de religion, de nationalité, d'opinion ou de classe.

ACCÈS LIBRE ET DIRECT AUX VICTIMES

Action contre la Faim fonde son action sur une exigence de libre accès aux victimes et sur le contrôle direct de ses programmes.

Elle se donne tous les moyens pour y parvenir et s'autorise à dénoncer les entraves mises à son action et à agir pour y mettre fin. Elle vérifie aussi l'affectation de ses ressources afin que celles-ci parviennent bien aux individus en situation précaire auxquels elles sont destinées. En aucun cas, les partenaires avec lesquels elle peut être amenée à travailler ne doivent être les ultimes bénéficiaires de ses programmes d'aide.

PROFESSIONNALISME

Action contre la Faim fonde la conception, la réalisation, la gestion et l'évaluation de ses programmes sur des exigences de professionnalisme et sur la capitalisation de son expérience, afin d'optimiser son efficacité et l'utilisation de ses ressources.

TRANSPARENCE

Action contre la Faim s'engage, vis à vis de ses bénéficiaires comme de ses partenaires et donateurs, à respecter transparence et information dans l'affectation et la gestion de ses fonds, et à se doter de toutes les garanties visant à apporter la preuve de sa bonne gestion. Tous les membres d'Action contre la Faim, dans le monde entier, adhèrent aux principes de la Charte et s'engagent à la respecter.

NOS SEPT DOMAINES D'EXPERTISES

Cadre d'intervention et modalités opérationnelles :

ACF intervient sur la base d'une analyse des besoins, de la demande et/ou des risques de malnutrition encourus par les populations, quel que soit le contexte (conflit, sous-développement, crise ou catastrophe naturelle, milieu urbain ou rural, déstructuration, etc…). Son déploiement géographique est déterminé par l'apparition des crises ou de risque de crise, et par sa pertinence technique.

ACF, en concertation avec son réseau international, décide de l'ouverture et de la fermeture de ses missions sur la base des analyses précitées, afin d'optimiser ses ressources et maximiser son impact. ACF, en concertation avec son réseau international et dans un objectif d'optimiser son action et sa pertinence, peut envisager l'ouverture de bureaux opérationnels ou régionaux, bases logistiques ou toute autre forme de présence dans les pays du Sud ou dans le reste du monde, ainsi que des partenariats ou rapprochement stratégique avec des ONGS tant locales qu'internationales. ACF agit indépendamment de toute forme de pression politique, économique ou sociale. La sélection des bénéficiaires de l'aide est réalisée sans discrimination d'aucune sorte et en premier lieu en fonction de leur niveau de vulnérabilité.

NUTRITION ET SANTE

PAR SES PROGRAMMES DE NUTRITION ET SANTÉ, ACTION CONTRE LA FAIM PRÉVIENT, DÉPISTE ET TRAITE LA MALNUTRITION AIGUË CHEZ LES PERSONNES LES PLUS VULNÉRABLES.

La moitié de la population mondiale souffre de malnutrition. Le changement climatique est une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables. Sécheresses, inondations, événements météorologiques extrêmes, impactent directement les communautés. Par ses programmes de nutrition et santé, Action contre la Faim prévient, dépiste et traite la malnutrition aiguë chez les personnes les plus vulnérables, les jeunes enfants et les femmes enceintes ou allaitantes. Selon les exigences particulières à chaque situation, au contexte et à la culture locale, Action contre la Faim conçoit des programmes de nutrition-santé adaptés à la population.

PRÉVENTION ET FORMATION DES TRAVAILLEURS LOCAUX

Action contre la Faim porte une attention particulière à la formation des travailleurs locaux, afin d'assurer l'autonomie des missions dans la prise en charge et le traitement de la malnutrition au niveau national. Par ailleurs, nous prenons en compte la qualité et la nature des soins dispensés aux enfants au sein de la famille et de la communauté. Nos programmes incluent donc un renforcement des pratiques de soins infantiles et de la relation parents-enfant permettant l'épanouissement physique et psychique de l'enfant.

DES CENTRES DE SANTÉ LOCAUX

Nos centres de santé sont implantés localement au plus près des populations en détresse de façon à être en capacité de dépister et de prendre en charge la malnutrition le plus rapidement possible. En parallèle, un soutien psychologique peut être apporté aux victimes et à leur famille.

SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET MOYENS D'EXISTENCE

SELON LES CHIFFRES DE LA FAO, 800 MILLIONS DE PERSONNES SOUFFRAIENT DE SOUSALIMENTATION EN 2016,

« Sécurité alimentaire » : situation d'une personne ayant un accès physique et financier à une nourriture en qualité et quantité suffisante, respectant ses préférences culturelles, et ce tout au long de l'année, afin de garantir une vie saine et active.

SÉCURISER L'ACCÈS À LA NOURRITURE

L'objectif général de nos interventions en « sécurité alimentaire et moyens d'existence » vise à permettre aux populations d'accéder à une nourriture adéquate pendant et après des situations de crises. Pour cela, nous poursuivons, selon les situations, différents objectifs :

- Répondre aux besoins immédiats en nourriture des populations vulnérables (populations déplacées et réfugiées, communautés hôtes).
- Permettre le retour à l'autonomie alimentaire des populations affectées par les désastres, les conflits ou l'insécurité alimentaire chronique
- Infléchir les cadres et politiques de la sécurité alimentaire de façon à éradiquer la faim.

Selon les contextes, les interventions d'Action contre la Faim permettent de sauver des vies humaines dans les situations de crises aiguës, de protéger et maintenir les moyens d'existence des populations les plus sensibles aux catastrophes, de réduire les facteurs de vulnérabilité et de promouvoir le développement économique et social.

La recherche de solutions durables dans la lutte contre la faim et la sous-nutrition est au coeur de nos interventions sur le terrain. Pour accroître notre efficacité nous menons des analyses contextuelles poussées et évaluons nos projets afin de former au mieux notre personnel et apporter la meilleure réponse possible aux populations.

NOS ACTIONS

- L'assistance alimentaire
- Les activités agricoles
- Les activités génératrices de revenus en milieu rural ou urbain
- La surveillance de la situation alimentaire
- Le plaidoyer

EAU ASSAINISSEMENT ET HYGIÈNE

L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SA GESTION EST UN ÉLÉMENT CENTRAL DANS LA GESTION DE TOUTES LES CRISES HUMANITAIRES ET ALIMENTAIRES.

LA MALNUTRITION D'UN ENFANT SUR DEUX EST LIÉE AUX MALADIES HYDRIQUES, À UN ENVIRONNEMENT INSALUBRE ET UN ACCÈS À L'EAU POTABLE LIMITÉ.

Plus de 80 % des eaux usées générées dans le monde retournent dans l'écosystème sans avoir été traitées ou réutilisées. Dans la plupart des cas, les populations ne disposent pas des infrastructures nécessaires au traitement des eaux usées.

Ces eaux véhiculent des matières fécales, des déchets médicaux, des pesticides d'agriculture et des produits chimiques potentiellement toxiques rejetés par les activités humaines. Des collectivités entières peuvent tomber malades si l'eau potable est contaminée et que l'hygiène est négligée. En buvant une source d'eau contaminée par des excréments les populations risquent de contracter des maladies mortelles comme la diarrhée, le choléra, la dysenterie, la typhoïde ou la polio.

AMÉLIORER L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET SENSIBILISER LES POPULATIONS

Action contre la Faim intervient dans la prévention de la malnutrition et mène des programmes d'amélioration de l'accès à une eau saine, de construction de latrines, de drainage etc. Elle fait également de la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et à la gestion de l'eau. Dans les situations d'urgence (épidémies, catastrophes naturelles, etc.),

nous nous positionnons en acteur de terrain (distribution d'eau par camions citernes, de kits d'hygiène, mise en place d'assainissement d'urgence, mise en place de programme de prévention des risques), mais aussi en coordinateur de la réponse humanitaire.

Outre le traitement et la prévention de la malnutrition, ACF mène une approche intégrée de la gestion des risques liés aux catastrophes naturelles, intégrant l'adaptation au changement climatique. Cette approche transversale est intégrée dans nos programmes au sein des divers domaines d'intervention. Il s'agit d'élaborer puis de mettre en oeuvre des stratégies et des pratiques visant à limiter la vulnérabilité des populations, les aléas et les conséquences des catastrophes sur l'existence des populations. Le manque d'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène, et leur conséquence sur la sousnutrition, restent des défis majeurs à l'échelle mondiale que nous tentons de surmonter.

SANTE MENTALE, PRATIQUES DE SOINS GENRE ET PROTECTION

LES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES SONT SOUVENT LES PLUS SUJETTES À DES CHOCS TRAUMATIQUES.

Les populations vulnérables doivent survivre aux conflits, aux maladies liées à l'hygiène ou à la malnutrition, aux événements météorologiques extrêmes ou encore au déséquilibre familial. Les communautés sont exposées à beaucoup de violences, d'insécurité et d'angoisse ce qui affecte énormément la santé mentale des individus.

Dépression, stress post-traumatique, problème de sommeil ou de comportement, les populations se retrouve en grande détresse.

En 2015, 462 868 personnes ont bénéficié d'un soutien psychologique dans 21 pays différents sur les 49 pays où Action contre la Faim est présent.

GROUPE DE PAROLE ET SOUTIEN INDIVIDUEL

Nous intervenons auprès de ces populations et contribuons au soutien psychosocial, à la protection des personnes et à l'amélioration des pratiques de soins infantiles. Pour Action contre la Faim, la sousnutrition a des causes multiples, dont des facteurs psychologiques et la qualité des soins prodigués aux femmes enceintes et aux très jeunes enfants.

Dans le cadre de la sous-nutrition aussi, les équipes en santé mentale et pratiques de soins ont un rôle à jouer. Des interventions psychosociales et sur la parentalité permettent de lutter durablement contre la faim et de minimiser l'impact des contextes difficiles sur la santé des populations.

Des groupes de paroles sont organisés dans nos différents centres de santé et un soutien individuel est mis en place pour les personnes les plus vulnérables. Dans certains cas, des séances de relaxation sont nécessaire pour réduire angoisse et peur.

Pour les enfants, des activités de groupe, des activités parents-enfants pour renforcer les liens familiaux, des jeux pédagogiques et des parcours psychomoteurs sont mis en place afin qu'ils puissent grandir et se développer le plus sereinement possible.

PLAIDOYER

EN LIEN AVEC NOS ÉQUIPES SUR LE TERRAIN, NOUS MENONS DES ACTIVITÉS DE PLAIDOYER ET DE MOBILISATION AUPRÈS DES ETATS ET DE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE.

Elles visent à provoquer des changements durables en termes de politiques, de pratiques et de capacités d'intervention, en influençant les décideurs politiques et économiques, et en mobilisant l'opinion publique. Au travers des différents programmes de lutte contre la malnutrition, d'assainissement d'eau ou encore de santé mentale que nous mettons en place depuis près de 40 ans, l'organisation met en avant des moyens reconnus ou innovants et démontre quotidiennement leur efficacité. Forte de cette expérience, l'ONG se donne le mandat de promouvoir ces bonnes pratiques et d'amener à leur intégration dans les politiques des États et des institutions internationales.

NOTRE ACTIVITÉ DE PLAIDOYER S'ARTICULE AUTOUR DE DEUX AXES DE TRAVAIL :

LA LUTTE CONTRE LA FAIM ET LA MALNUTRITION

Les activités de plaidoyer ont pour but d'alerter sur l'importance de la lutte contre la malnutrition aiguë et promouvoir sa reconnaissance comme problème majeur de santé publique, nécessitant à la fois plus d'attention de la part des décideurs et plus de moyens financiers.

Par ailleurs, nous plaidons pour une approche intégrée de la lutte contre la malnutrition en demandant aux États d'inclure la nutrition dans leurs politiques sectorielles (agriculture, santé…). De par notre expérience et notre travail de réflexion et recherche sur les causes de la faim, nous nous engageons dans un mouvement plus global pour proposer des solutions durables dans le but d'éradiquer à terme la faim dans le monde.

LA DÉFENSE DES PRINCIPES HUMANITAIRES

Nous luttons également pour le respect des principes humanitaires et accompagne les évolutions et les changements des politiques dans ce domaine (particulièrement françaises et européennes) en apportant son expertise et en témoignant de ce que les équipes rencontrent sur les terrains d'intervention.

Enfin, nous sensibilisons les sociétés civiles du Nord et du Sud pour soutenir nos actions de plaidoyer. En informant les citoyens sur les enjeux de la faim, nous tentons de mobiliser pour faire pression sur les décideurs afin d'obtenir de véritables changements.

GESTION DES RISQUES ET DÉSASTRES

AUGMENTATION DES ÉVÉNEMENTS MÉTÉOROLOGIQUES EXTRÊMES

Les populations les plus vulnérables sont en première ligne de ces événement météorologique extrêmes : désertification, sécheresse, inondation, vague de froid et de chaleur ou encore la modification des conditions climatiques locales. Les crises et les désastres renforcent ou même accélèrent les facteurs sousjacents conduisant à la sous-nutrition. La gestion des risques aux désastres consiste à faire ce qu'il faut, au bon moment et de la meilleure façon, pour préserver les moyens d'existence et créer un environnement favorable pour lutter efficacement contre la faim et réduire les vulnérabilités des populations face aux désastres.

La dernière décennie a vu le nombre de personnes exposées aux risques d'aléas naturels tripler atteignant les 2 milliards. Les catastrophes naturelles extrêmes comme le tsunami en 2004, ainsi que le tremblement de terre en Haïti en 2010, ont eu des effets catastrophiques sur l'environnement et sur les populations et leurs moyens d'existence.

UNE APPROCHE TRANSVERSALE ET MULTISECTORIELLE

S'appuyer uniquement sur une capacité de réponse en urgence n'est plus un mode opératoire éthiquement possible. Pour cela nous mettons en place une approche transversale et multisectorielle pour la mise en application des mesures de préparation, de réponse, de mitigation et de prévention aux désastres, afin de garantir que les moyens d'existence des populations vulnérables soient plus résilients à des chocs ponctuels et récurrents.

RECHERCHE

SOUCIEUX D'AMÉLIORER LA QUALITÉ DE NOS INTERVENTIONS SUR LE TERRAIN, NOUS CONSIDÉRONS LA RECHERCHE COMME UN DOMAINE DE DÉVELOPPEMENT STRATÉGIQUE.

Les programmes de recherche sont définis sur la base des besoins de terrain. Ils sont conduits en collaboration avec des partenaires scientifiques internationaux et nationaux. Notre objectif est d'améliorer la qualité de nos interventions sur le terrain.

Aujourd'hui, nos projets de recherches ont pour objectifs spécifiques d'améliorer la prise en charge et la prévention de la sous-nutrition, ainsi que la réponse et la préparation aux urgences humanitaires. Ils s'articulent autour de trois grands axes :

- Identification des approches préventives efficaces contre la sous-nutrition
- Identification des modalités de mise à l'échelle d'un traitement efficace de lutte contre la sous-nutrition
- Identification des outils de réponse et préparation aux urgences

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

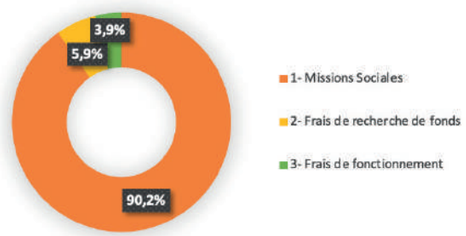
UNE GESTION ASSURÉE PAR DE SOLIDES GARANTIES

- Action contre la Faim est une association Loi 1901 reconnue d'Utilité Publique, label délivré par le Conseil d'État. A ce titre, Action contre la Faim doit transmettre ses comptes annuels au Ministère de l'Intérieur et au Ministère des Affaires Étrangères.
- Action contre la Faim est membre du Comité de la Charte de déontologie des organisations sociales et humanitaires faisant appel à la générosité du public. Cet organisme de surveillance rassemble des associations et fondations françaises qui ont en commun le respect d'une série de principes déontologiques en terme de rigueur budgétaire et de transparence des comptes.
- Des commissaires aux comptes indépendants garantissent chaque année la rigueur de notre gestion et la transparence de nos comptes, publiés chaque année.
- Les grands bailleurs de fonds institutionnels internationaux (ECHO, USAID) exercent un contrôle permanent sur nos comptes, au siège comme sur le terrain.
- Action contre la Faim est susceptible d'être auditée à tout moment par la Cour des Comptes et l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales), comme n'importe quelle autre structure.

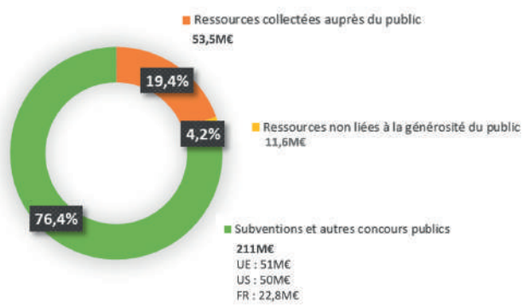
90,2 % DES EMPLOIS (DÉPENSES) SONT AFFECTÉS AUX MISSIONS SOCIALES

RÉPARTITION DES EMPLOIS PAR DESTINATION

Un groupe de travail a été amorçé avec plusieurs services (Plaidoyer, Opérations et Délégations) pour discuter de la diversification des missions des délégations, envie suscitée par le besoin d'aide de proximité suite à la crise sanitaire.



RÉPARTITION DES RESSOURCES PAR ORIGINE



LE RÉSEAU INTERNATIONAL

Le réseau Action contre la Faim International est composé aujourd'hui de 8 organisations juridiquement indépendantes, constituées sous des formes juridiques différentes – toutes à but non lucratif - en fonction du droit national propre à chaque pays :

ACF France est une association loi 1901 ;
ACF Espagne et ACF Italie sont des fondations ;
ACF Allemagne est une association à but non lucratif ;
ACF Royaume Uni, ACF Etats-Unis, ACF Canada et ACF Inde sont des sociétés à but non lucratif.

Comme le précise le Projet Associatif, « le réseau international doit permettre de diffuser les valeurs qu'ACF défend, d'accroître la capacité d'intervention, de renforcer la légitimité et l'étendue du témoignage, de développer les compétences, et de mobiliser plus de ressources financières. » Action contre la Faim France en est la structure historique et opérationnelle, pilotant également l'activité recherche et l'animation du Conseil Scientifique International pour le compte du réseau. Action contre la Faim Espagne et Action contre la Faim USA sont les 2 autres structures opérationnelles du réseau, créées respectivement en 1995 et 1997, de volumes financiers quasi similaires aujourd'hui. Action contre la Faim Inde est également une entité opérationnelle mais n'intervenant que sur son propre territoire, et non à l'international ACF Royaume-Uni et ACF Canada, en plus de la collecte et du lien avec les les bailleurs institutionnels locaux, hébergent des fonctions partagées pour l'ensemble du réseau sur le genre (Canada) et le monitoring, learning et evaluation (Royaume-Uni). ACF Italie et ACF Allemagne, assurent de leur côté un objectif commun de collecte de fonds.

Le réseau ACF International s'est construit lentement au cours de ces 15 dernières années. Il s'appuie dans son fonctionnement sur un Protocole de coopération international (ICP) une stratégie commune et une gouvernance affirmée. Le « International Chairmen Comitee » (ICC) est l'instance de gouvernance collective constituée des Présidents des 7 membres officiels. L'ICC se réunit deux fois par an et traite les grands sujets stratégiques.

L'International Executive comitee (IEC) est constitué des Directeurs généraux des 7 sièges membres et se réunit au moins une fois par mois pour coordonner les travaux collectifs menés par le réseau. Il a piloté en 2019 et 2020 les travaux sur l'ISP3, cadre stratégique pour le réseau pour la période 2021-2025 et coordonne les fonctions et services transverses au réseau : IDRU, Devcom[10], ELA[11], Safeguarding[12], Gender unit, Risk management.

10. Développement et communication
11. Evaluation Learning Accountability
12. Preventing sexual exploitation and abuse

LA MOBILISATION ASSOCIATIVE

Caroline DIB,
Secrétaire Générale

APRÈS UNE ANNÉE DE PANDÉMIE EN 2020, NOUS ESPÉRIONS TOUTES ET TOUS REPRENDRE UNE VIE QUASI NORMALE EN 2021. CELA N'A, MALHEUREUSEMENT, PAS ÉTÉ POSSIBLE. NOUS AVONS DÛ DE NOUVEAU NOUS ADAPTER ET COMPOSER AVEC LE VIRUS. LA VOLONTÉ QUE PORTE LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE CRÉER DU LIEN HUMAIN DEPUIS 2019 S'EST VU ENCORE UNE FOIS MISE À L'ÉPREUVE.

En effet, suite aux retours positifs de la demi-journée Agora en distanciel de 2020, nous souhaitions renouveler l'expérience, sur un format mixte (présentiel et visio), suivi d'une soirée de fête à la veille de l'Assemblée Générale. La crise sanitaire nous a poussé à réviser plusieurs fois nos plans, au gré des vagues épidémiques et l'Assemblée Générale a dû se tenir, une fois de plus en 100% distanciel.

Cependant, afin de nous laisser une chance de nous retrouver dans une atmosphère festive, nous avons décalé l'Agora et sa soirée en septembre une première fois, puis en décembre, pour finalement renoncer à la soirée. Toutefois, nous avons tenus à organiser l'Agora comme en 2020, en distanciel sur une demi-journée afin de nous permettre, malgré tout, de rassembler les familles d'Action contre la Faim autour du thème de l'engagement. Ce moment d'échange entre adhérents, salariés siège comme nos équipes terrain et bénévoles nous a permis de prendre la mesure de l'engagement de chacun autour de notre cause.

Une seconde priorité pour cette année à distance : continuer de développer des outils numériques au service de nos adhérents et fluidifier le processus d'adhésion. Un travail a donc été conduit tout au long de l'année afin de déployer un espace personnel qui permette aux adhérents de renouveler plus facilement leur adhésion, mais aussi d'accéder à leurs données personnelles et de pouvoir les modifier. Les reçus fiscaux de l'année, mais aussi ceux des années précédentes sont également disponibles en quelques clics sur ce nouvel espace.

Nous ne désespérons pas de pouvoir nous retrouver dans une ambiance de fête en 2022 la veille de notre Assemblée Générale. Nous poursuivons nos projets de dynamisation de notre vie associative en espérant pourvoir lancer un cycle de conférences sur des thématiques liées à notre plaidoyer et nos domaines d'expertise ainsi qu'une Commission Consultative Mixte sur la mobilisation citoyenne.

LE PARCOURS D'ENGAGEMENT CHEZ ACF

Plusieurs voies d'engagement existent chez ACF : bénévoles et délégué.es en délégations, bénévoles au siège ou sur la Mission France IDF et Marseille, ou sur notre évènement sportif et solidaire : Le Challenge contre la Faim, ou encore animateurs en milieu scolaire lors de la Course contre la Faim, adhérent.e.s, , donateur.rice.s, volontaires en service civique, salarié.es, alternant.e.s, stagiaires, expatrié.e.s, salarié.e.s locaux.les sur nos missions et même à une échelle moindre followers sur nos différents réseaux sociaux (facebook, twitter, instagram, tiktok, linkedin) qui participent à animer et faire vivre nos débats et messages !

Développer un parcours d'engagement pour ces différentes personnes qui portent les messages de l'association, c'est tout d'abord leur permettre de le faire dans de bonnes conditions avec les bons messages et les bons outils. C'est aussi les intégrer à ACF, reconnaitre leur engagement à nos côtés, les valoriser et les accompagner dans leurs besoins et leurs souhaits par le développement de nouvelles connaissances, compétences ou autre.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LES MEMBRES DU BUREAU

Pierre **Micheletti**, Président

Julien **Seillan**, Vice-Président

Aïcha **Koraïchi**, Trésorière

Irétie **Lokonon**, Trésoriere Adjointe

Caroline **Dib**, Secrétaire Générale

Antonio **Lopez**, Secrétaire Général Adjoint

LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dominique **Benoist**

Luc **Lamprière**

Raymond **Couderc**

Marc **Lescaudron**

Amal **Huart**

Francisco **Rubio**

Herrick **Mouafo**

Pauline **Veron**

Robert **Sebbag**

Laurent **Bacos**

Benjamin **Nguyen**

Isabelle **Triol**

LE COMITÉ D'AUDIT ET RISQUES (CAR)

Afin de garantir l'efficacité de ses actions et dans le but de maitriser et contrôler ses activités dans un environnement de plus en plus complexe, ACF s'est doté d'un comité d'Audit et des Risques s'assurant de la pertinence du dispositif global de gestion des risques.
Le comité d'audit et des risques est une émanation du conseil d'administration
Conformément à la Charte du CAR et suite à l'élection du Conseil d'Administration par Assemblée Générale, la composition du CAR élu par les membres du Conseil d'Administration pour l'exercice 2021-2022 est la suivante (membres avec voix délibérative) :

- Amal HUART
- Antonio LOPEZ
- Dominique BENOIST

La gouvernance engage les acteurs clés d'une association à agir afin de créer de la valeur associative et charge le CAR d'une mission de surveillance et d'alerte. La mission première du Comité est d'assister le conseil d'administration dans l'exercice de sa fonction de surveillance des affaires et de la gestion de l'association afin d'en maîtriser les risques. Le CARC ne se substitue aucunement au management qui a la responsabilité des processus.
Le dispositif global d'assurance de création de valeur de l'association suit le modèle des trois lignes de maîtrise (opérationnel, services fonctionnels et audit interne).
Au cours de la période écoulée, le CAR d'ACF, qui s'est réuni à trois reprises, a poursuivi son rôle dans :

- *La mise jour de la charte du Comité Audit et Risque, approuvée lors du CA du 24 mars 2022 qui confère plus d'indépendance au contrôle interne et la mission de niveau trois.*
- *la validation du plan d'audit et des évolutions proposées pour les critères de sélection des points d'audits internes*
- *La participation à l'AO (Appel d'offre) pour le renouvellement du mandat des Commissaire aux Comptes pour la période 2022-2027*
- *l'examen et le suivi des retours d'audits internes et externes*
- *le point analyse des risques et fraudes*
- *les recommandations générales aux différents niveaux de maîtrise*
- *la présentation préalable des conclusions du commissaire aux comptes*
- *les avis jugés nécessaires auprès du conseil d'administration*

Il est à souligner que durant cet exercice ont été élaborés et présentés : un plan de renforcement du contrôle interne, une synthèse des risques majeurs, un audit interne et une mission de contrôle interne avec plans d'actions correctives et que cet exercice a vécu une situation difficile de par des changements organisationnels le service ARC comme tous les services, a affronté une situation exceptionnelle liée à la pandémie du covid 19.
Le Comité a, dès à présent trouvé ses marques, avec le support du service Audit Risque et Conformité, pour accomplir pleinement sa mission.
Le comité ARC

COMPTE RENDU D'ACTIVITÉ 2021 DU COMITÉ D'ETHIQUE.

Au cours de l'année 2021 deux grands chantiers ont été ouverts par le ComEth :
- celui de l'iconographie /marketing
- celui de la sélection des partenaires privés.
Certes , les contraintes liées à la situation sanitaire n'ont pas facilité le travail notamment les échanges entre les membres du Comité et avec le COMDEV , mais malgré tout ,le premier dossier a abouti et le second est en bonne voie.

ICONOGRAPHIE /MARKETING.

LE 5 mars 2021 , lors d'une réunion en visioconférence, un projet de texte a été présenté au ComEth. Les observations et propositions d'amendements devaient arriver avant le 15 avril pour un passage en CA le 20 mai.
Les délais ont été tenus et le texte a été adopté par le CA.

SÉLECTION DES PARTENAIRES PRIVÉS.

A partir du CA du 20 mai , l' agence Greeflex a été sélectionnée pour nous accompagner dans la démarche. Le 20 juillet Greenflex nous a proposé un calendrier et une méthode (état des lieux et questionnaire) pour aboutir à un process, à des principes d'analyse et de sélection.

Le 1er Octobre le Comité de pilotage (composé d'experts d'ACF et de membres du ComEth) a pris acte des propositions de Greenflex : la poursuite de la démarche nécessitant des choix de la part d'ACF , une réunion des experts d'ACF s'est déroulée fin octobre pour commencer à aborder la question des secteurs d'activité et des pratiques des entreprises. Le ComEth et le COPIL ont été interrogés début janvier 2022 par visioconférence et le principe d'analyse proposé a été validé lors du CA du 27 janvier. Le travail se poursuit et une nouvelle étape est prévue lors du CA de mai.

ANNEXES ACRONYMES ACF

AAH UK / US	Action Against Hunger UK/US
ACFIN	AcF international (Réseau international d'AcF)
ACH	Accion contra el Hambre Espagne
Admin	Administrateur
ADRO	Adjoint Directeur Régional Opérationnel
AG	Assemblée Générale
CA	Conseil d'Administration
CAC	Commissaires aux comptes
Capacity building	Renforcement de capacités locales (formation, suivi, …) dans un but d'autonomisation.
CE	Comité d'entreprise
ComDev	Département Communication et Développement
Comex	(anciennement Comdir) Comité de Direction
DIH	Droit International Humanitaire
DRU	Donors Relation Unit
DO ou DirOpé ou DOP(É)	Directeur des Opérations
DP ou CD	(en anglais) [anciennement CDM] Directeurs Pays/Country Directors [Chefs de mission)
DP-CE	Délégués du Personnel / Comité d'Entreprise
DRO	(ROD en Anglais) Directeur Régional Opérationnel/Regional Operations Director
EAA	Entretien Annuel d'Appréciation
Expats	Expatriés (volontaires sur les missions)
FS ou Food Sec	Food Security = Sécurité alimentaire
GSP	Gestion Sociale et Pilotage
HOM	Head Of Mission
IEC	International Executive Committee (réunion trimestrielle de coordination des 5 Directeurs internationaux)
IMG	Groupes des directeurs de départements de chaque siège
IRP	Instances représentatives du personnel
JVA	Journée de la Vie Associative
Log	Logisticien / Logistique
MoU	Memorandum of Understanding
NAO	Négociations Annuelles Obligatoires
NDF	Notes de frais
Nut	Nutrition
POA	Plan d'actions
RDD	(HOD en Anglais) Responsable de département / Head of Department
RDS	Responsable de service (Siège)
RIG	Réunion d'Information Générale
SAME	Sécurité alimentaire et moyens d'existence
SEMCA	Séminaire de Conseil d'Administration
SEMDEP	Séminaire de département
SMPS	Santé Mentale & Pratiques de Soins Infantiles
TOR	Terms of reference/Termes de référence
VA	Vie Associative
WASH	Water, Sanitation, Hygien = EAH = Eau, assainissement, hygiène

GLOSSAIRE

FRANÇAIS	ANGLAIS
Accès aux aliments	Accessibilty (Food)
Activité génératrice de revenu (AGR)	Income Generating Activity (IGA)
Acteurs / Parties prenantes / Partenaires	Stakeholders
Aide Alimentaire	Food Aid
Allaitement maternel	Breastfeeding
Allaitement Maternel Exclusif	Exclusive Breastfeeding
Alimentation complémentaire	Complementary feeding
Aliments Composés Enrichis	Fortified Blended Food (FBF)
Alimentation de complément	Complementary food
Aliments de supplémentation	Supplementary Food
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE)	IYCF (Infant & Young Child Feeding)
Alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	IFE (Infant Feeding in Emergency)
Aliments Prêts à l'Emploi	RUF (Ready to Use Food)
Aliment Complémentaire prêt à l'Emploi (ACPE)	RUCF (Ready to Use Complementary Feeding)
Lait pour Nourrissons Prêts à l'Emploi (LANPE)	RUIF (Ready to Use Infant Formula)
Aliments Supplémentaires Prêts à l'Emploi (ASPE)	RUSF (Ready to Use Supplementary Food)
ATPE (Aliments Thérapeutiques Prêts à l'Emploi)	RUTF (Ready to Use Therapeutic Food)
AMAI (Initiative de plaidoyer sur la malnutrition aigue)	AMAI (Acute Malnutrition Advocacy Initiative)
Anthropométrie	Anthropometry
AVAI (Années de vie ajustées sur l'incapacité)	DALY (Disability Adjusted Life Years)
Besoins Énergétique Minimums	Minimum Energy Requirements
Carence en micronutriments	Micronutrients Deficiency
Centre de Dépistage Volontaire (CDV)	Voluntary Counselling and Testing (VCT)
Communication pour les Changements de Comportement (CCC)	Behaviour Change Communication (BCC)
Conseil/ soutien	Counselling
Coupon «produits frais»	Fresh food voucher
Diarrhée	Diarrhoea
Disponibilité alimentaire	Availability (Food)
Dispositif de suivi	Monitoring
Distribution de couverture	Blanket distribution
Distribution (de denrées) Alimentaire Générale	General Food Distribution (GFD)
Donneurs de soins/ Personne qui prend soin de (l'enfant)	Caregiver

FRANÇAIS	ANGLAIS
Emaciation	Wasting
Enquête	Survey
Entretien préparatoire au dépistage VIH	Counselling (in HIV testing)
Etat Nutritionnel	Nutritional Status
Evaluation (de besoins, des demandes, des acteurs...)	Assessment
Evaluation (nutritionnelle)	Evaluation (Nutritional)
F75	F75
F100	F100
Faim	Hunger
Filets de protection	Safety Nets
Fournisseurs de soins de santé/ ceux qui délivres les soins de santé	Healh Care Providers
Hygiène	Hygiene
Incidence (taux)	Incidence (rate)
Indice de Masse Corporelle	Body Mass Index
Initiative Hôpital Ami des Bébés	Baby-Friendly Hospital Initiative(BFHI)
Insécurité Alimentaire	Food Insecurity
Insuffisance Pondérale	Underweight
Insuffisance Pondérale à la Naissance/ Petit poids de naissance	Underweight at birth/ Low birthweight
Interventions monétaires	Cash based interventions
Kwashiorkor	Kwashiorkor
Kwashiorkor marasmique	Marasmus-kwashiorkor
Lait maternisé	Infant formula
Malnutrition Aiguë/ Sous-nutrition Aiguë	Acute Malnutrition/ Acute Under-Nutrition
Malnutrition Aiguë Globale (MAG)	Global Acute Malnutrition (GAM)
Malnutrition Aiguë Modérée (MAM)	Moderate Acute Malnutrition (MAM)
Malnutrition Aiguë Sévère (MAS)	Severe Acute Malnutrition (SAM)
Malnutrition Chronique/ Sous-Nutrition Chronique	Chronic Malnutrition/ Chronic Under-Nutrition
Médicaments essentiels	Essential medicines
Ménage	Household
Maladie infectieuse	Infectous disease
Macronutriments	Macronutrient
Marasme	Marasmus

FRANÇAIS	ANGLAIS
Micronutriments	Micronutrients
Morbidité (taux)	Morbidity (rate)
Mortalité (taux)	Mortality (rate)
Moyens d'existence	Livelihood
Articles non Alimentaires	Non Food Items (NFI)
Nourrisson	Infant
Nourriture contre travail	Food for work
Nouveau-né	New born
Nutriments	Nutrients
Nutrition	Nutrition
Obésité	Obesity
OEdème (bilatéral en godet ou nutritionnel)	Oedema (bilateral pitting or nutritional)
Paquet minimum de pratiques de soins infantiles	Basic package of Child Care Practices
Paquet minimum de santé	Essential Health Care Package/ Basic package of Health services
Paquet minimum VIH pour la Nutrition	HIV minimum package for Nutrition
Personnes vivant avec le VIH (PVVIH)	People Living With HIV/AIDS (PLWHA)
Plaidoyer	Advocacy
Pratiques de soins	Care Practices
Prévention de la Transmission Mère Enfant (PTME)	Prevention of Mother to Child Transmission (PMTCT)
Périmètre brachial	MUAC (Mid-Upper-Arm-Circumference)
Petit poids de naissance/ Insuffisance Pondérale à la Naissance	Low birthweight/ Underweight at birth
Piliers du Système de Santé	Health Strengthening Building Blocks
Prévalence (taux)	Prevalence (rate)
Prévention	Prevention
Prise en Charge à base Comunautaire de la Malnutrition Aiguë (PCMA)	Community-Based Management of Acute Malnutrition (CMAM)
Prise en Charge Ambulatoire (*cf tableau ci-dessous)	Outpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA)/ Intégration de la PCMA	Integrated Management of Acute Malnutrition (IMAM)
Prise en Charge de la Malnutrition Aiguë chez les Nourrissons	Management of Acute Malnutrition in Infants (MAMI)
Prise en charge hospitalière (*cf tableau ci-dessous)	Inpatient Care (*cf board below)
Prise en Charge Intégrée des Maladies de l'Enfant (PCIME)	Integrated Management of Childhood Illness (IMCI)
Programme argent contre travail	Cash for work programme
Rapport/ Indice Poids-Age	Weight-for-Age Index (WFA)

FRANÇAIS	ANGLAIS
Rapport/ Indice Poids-Taille (z-score et pourcentage de la médiane)	Weigth-for-Heigth Index (z-score & median percentage)
Rapport/ Indice Taille-Age	Height-for-Age Index (HFA)
Retard de Croissance	Stunting/ Growth retardation
Retard de Croissance Intra Utérin	Intra Uterin Growth Restriction
Santé	Health
Santé Communautaire	Community Health
Santé Publique	Public Health
Sécurité Alimentaire	Food Security
Serum de Réhydratation Oral (SRO)	Oral Rehydratation Solution (ORS)
Sevrage	Weaning
Soins de Santé Communautaire	Community Health Care
Soins de Santé de base	Health Package
Sous Alimentation/ Faim chronique	Undernourishment/ Chronic Hunger
Sous-nutrition	Undernutrition
Sous-nutrition maternelle	Maternal Under-Nutrition
Standards SPHERE (Projet SPHERE)	Sphere Standards (Sphere Project)
Substitut de Lait Maternel	BreastMilk Substitute (BMS)
Suralimentation	Overnutrition
Surpoids	Overweight
Surveillance épidémiologique	Epidemiological surveillance
Surveillance (Nutritionnelle)	Surveillance (Nutritional)
Système d'Alerte Précoce	Early Warning System
Système de Santé	Health System
Système de soins	Healh Care System
Taux de létalité	Case fatality rate
Technique de Succion par Supplémentation (TSS)	Supplementary Suckling Technique (SST)
Test de l'appétit	Appetite test
Transferts monétaires	Cash grants
Cash	transfers
Coupons	Vouchers
VIH/ SIDA	HIV/ AIDS
Vulnérabilité	Vulnerability

Action contre la Faim, 14/16, boulevard de Douaumont, CS 80060, 75854 Paris CEDEX 17
Tél. : 01 70 84 70 70 – Fax : 01 70 84 70 71
Association régie par la loi de 1901, reconnue d'utilité publique par décret du 18 avril 1994

Couverture et pages intérieures : © Cyril Zannettacci, © ACF, © Valentina Camu, © Fabeha Monir, © Andrew Quilty, © ALexis Huguet, © Ferhat Bouda, © Maeva Dubois, © Peter Caton, © Vishaka Kamble, © Fabeha Monir, © Catalina Martin, © Sophia Gerdes, © Tobby Madden, © Gonzalo Hörh, © Stéphane Rakotomala, © Vincent Palmier, © Rémi Portier, © Clément Lefer, © Thomas Dusseau, © Lys Arango et © Chloé Ramdani

Conception : CommeQuoi ? / **Révision :** Elvire Trochet / © Action contre la Faim

ACTION CONTRE LA FAIM

SANS VOUS, L'ACTION S'ARRÊTE.